

SEMESTRIEL
N° 10
2012

CHINE FACE AU DRAGON

L'EUROPE EN OFFENSIVE

SORTIE DU NUCLÉAIRE

Etopia – Revue d’écologie politique

étopia

centre d’animation et de recherche en écologie politique

Espace kegeljan, av. de Marlagne 52 à 5000 Namur

t. : 00 32 81 22 58 48 - f. : 00 32 81 23 18 47

www.etopia.be

info@etopia.be

Direction de la publication :

Edgar Szoc (coordination du dossier),

Benoit Lechat, Christophe Derenne,

Isabelle Durant et Philippe Lamberts.

Comité de rédaction : Groupe prospective d’Étopia

Mise en page : Métadesign

www.metadesign.be

info@metadesign.be

©Editions namuroises : 34, avenue de la Lavande

5100 Namur (Belgique)

tél. : 00 32 81 72 48 84 – fax : 00 32 81 72 49 12

rene.robaye@fundp.ac.be

Avec le soutien du Groupe des Verts au Parlement européen

Editeur responsable : René Robaye

Juillet 2012, N° 10

ISBN 978-2-87551-027-3

Dépôt légal

D/2012/9725/15

Table des matières

DOSSIER 1. CHINE : FACE AU DRAGON	5
Ecologistes : Vers une pensée complexe sur la Chine	7
LAURENCE VAN DE WALLE et EDOUARD GAUDOT	
Sortir du fantasme de l'impuissance et répondre au défi chinois, notamment en matière commerciale. Un point de vue écologiste	15
YANNICK JADOT	
Le géant incertain. Un cahot sur la Route de la Soie	25
JONATHAN HOSLAG	
La Chine face aux défis du changement climatique et énergétique	41
ALEXANDRA SOMBSTHAY	
Le Green Deal Chinois : une affaire sérieuse	51
YANN MOULIER BOUTANG	
Et le sort de « Jen » ?	63
CARLOS POLENUS	
Droits de l'homme : les contradictions d'une «voie chinoise» ?	73
MARIE HOLZMAN	
L'Internet et les médias sociaux renverseront-ils la Chine ?	85
CASSANDRA SHI	
Les leçons du passé d'un titan en larmes, le nouvel ordre mondial paradoxalement chinois	91
MICHAEL ANTI	
Les paradoxes du soft power chinois	99
CHEN YAN	
La Chine, miroir de notre impuissance. Entretien entre Pierre Defraigne et Philippe Lamberts	111
PIERRE DEFRAIGNE et PHILIPPE LAMBERTS	

DOSSIER 2. L'EUROPE À L'OFFENSIVE

Europe fédérale vs apocalypse du capital	119
YANN MOULIER-BOUTANG	
La crise de l'Europe : les Verts doivent reprendre l'offensive !	127
BENOIT LECHAT	
L'Europe déracinée	137
ERICA MEIJERS	

DOSSIER 3. SORTIE DU NUCLÉAIRE

Evolution des prix de l'énergie en Belgique (électricité, gaz et mazout de chauffage)	151
JULIEN VANDEBURIE	
L'emploi dans le secteur de l'énergie nucléaire et des renouvelables en Belgique	201
JULIEN VANDEBURIE	
Un an après Fukushima : qu'est-ce qui a changé ?	209
JULIEN VANDEBURIE	
5 mythes nucléaires sur la nécessité de prolonger Tihange 1	215
JULIEN VANDEBURIE	
Nous sommes tous de Fukushima...	225
ERIC LUYCKX	

DOSSIER 1

CHINE : FACE AU DRAGON

ECOLOGISTES : VERS UNE PENSÉE COMPLEXE SUR LA CHINE

→LAURENCE VAN DE WALLE

Licenciée en sinologie moderne et en relations internationales, elle voyage régulièrement en Chine depuis de nombreuses années. Actuellement conseillère politique du Groupe des Verts au Parlement européen en charge des relations avec la Chine et des télécommunications. Chercheuse-associée d'Etopia.

→EDOUART GAUDOT

Historien et politiste, il a travaillé au Collège d'Europe de Natolin, à Varsovie, où il coordonnait la Chaire de Civilisation européenne. Après un bref passage à la Représentation de la Commission européenne à Paris, il a rejoint Bronislaw Geremek au Parlement européen, puis Daniel Cohn-Bendit en tant que conseiller de campagne. Il est actuellement conseiller politique au Groupe des Verts au Parlement européen. Chercheur-associé d'Etopia.

Entre le succès provisoire des grandes théories incantatoires sur la démondialisation, les appels au protectionnisme et au *made in France* répétés par toute une classe politique nationale en panne d'imagination et le recours à Pékin pour financer les dettes souveraines de l'UE, la Chine fait irruption dans le débat public français, et au-delà, comme un nouveau « péril jaune ». Finis le lotus bleu de Tintin, la féerie cinéphile d'Ang Lee ou le goût de l'orientalisme. La Chine est de plus en plus perçue comme un concurrent, un adversaire et même une menace – et de fait, elle est plus que jamais au centre de tous les débats économiques et politiques bien avant d'être simplement le principal marché stratégique d'avenir.

Faut-il s'inquiéter de la puissance chinoise ? Depuis quelques mois, l'émission satirique française de Canal+, *les Guignols de l'info*, s'amuse à multiplier les situations où Européens et Américains se voient contraints de travailler comme des ouvriers pour le compte de Chinois hilares brandissant des paquets de dollar et d'euros. Moins caricaturaux mais tout aussi explicites, les médias occidentaux semblent aussi emportés par ce nouvel avatar du péril jaune. Fascination/répulsion : on se presse au cinéma pour rêver ou rire devant *Tigres et Dragons* ou *Kung-fu Panda*, mais on s'inquiète que derrière le soft power chinois il y ait un vrai hard power attaché à conquérir le monde.

La Chine chercherait-elle à s'acheter un siège au Conseil européen ? Après tout, Portugal, Italie, Espagne et Grèce représentent aujourd'hui 30% des investissements chinois, et les pays d'Europe centrale environ 10%, ce qui ne correspond pas exactement à la taille respective de leurs économies.

Mais tout cela reste très ambivalent. Les achats de dettes souveraines européennes par des investisseurs institutionnels chinois peuvent tout à faire répondre à d'autres logiques. Par exemple, démontrer pour la Chine sa responsabilité en tant que puissance mondiale, en écho à son intervention en tant que candidate au leadership régional pendant la crise asiatique de 1997-98, quand Pékin avait refusé de dévaluer le yuan alors que les autres pays asiatiques le faisaient et était intervenu pour refinancer directement et sans contrepartie (apparente) certains Etats de la région. Ou bien à des fins intérieures, soulignant haut et fort que la Chine ne s'en laisse pas imposer par des gouvernements européens toujours coupables selon l'histoire officielle d'avoir agressé et colonisé le pays.

Quoi qu'il en soit, et quoi qu'on puisse penser du régime, de sa politique économique et commerciale ou de son comportement au Tibet ou au Xinjiang, c'est une évidence : la Chine est au cœur des

problématiques du monde contemporain – et aucune force politique ne peut faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur la Chine et la place qui lui revient dans la vision du monde pour laquelle elle se bat. C'est l'objectif de ce dossier d'Etopia consacré aux questions soulevées par le développement de la Chine et à leur impact sur le projet écologiste de transformation de la société.

En effet, que ce soit sur le changement climatique, les politiques industrielles, les politiques de R&D et le développement des technologies vertes, les échanges internationaux, l'impact social de la transformation écologique etc., il n'y a pas un seul aspect du message de l'écologie politique qui puisse résister à l'absence d'un discours élaboré et cohérent sur la Chine. Les premiers contacts directs et officiels entre Verts et Chinois n'ont eu lieu qu'en 2002, avec la première délégation du PVE en Chine, menée par l'eurodéputé suédois Per Gahrton – par ailleurs président de la Délégation Chine au Parlement européen. Depuis, l'habitude de dialogue s'est installée. Malgré cela, dans l'espace écologiste francophone, le discours sur la Chine est la plupart du temps au mieux inexistant, au pire réduit aux seules dénonciations des délocalisations sauvages ou de la situation des libertés individuelles. Bien entendu, la question des droits de l'homme reste centrale et il est impensable de la reléguer au second plan. Mais elle ne peut pas être séparée des autres enjeux, sauf à verser dans le cynisme ou la schizophrénie.

L'objectif est donc de nourrir notre réflexion sur la Chine, sa place dans l'économie et l'ordre mondial, d'un point de vue écologiste. Deux grands axes structurent cette approche : un axe économique et plus particulièrement industriel, car c'est dans ce domaine que se convergent et se nouent l'ensemble des problématiques qui concernent l'écologie politique et doivent être prises en compte dans sa réflexion. Et un axe socio-politique qui s'attache aux dynamiques et évolutions dans les structures opaques d'un pouvoir moins absolu qu'on ne le

suppose et la longue marche vers la constitution d'une société civile, en particulier à travers la redéfinition de la question sociale.

Dans la 1^{ère} partie, on verra donc les enjeux économiques et industriels tels qu'ils se profilent dans un rapport sur « l'échange inégal entre l'UE et la Chine » adopté le 23 mai 2012 par le Parlement européen et suivi par Yannick Jadot. L'analyse du dernier plan quinquennal et des dernières évolutions des politiques chinoises industrielle (Jonathan Holslag), énergétique (Alexandra Sombsthay) nous invitent à « prendre au sérieux » la politique environnementale menée par Pékin et tout particulièrement la version locale du Green Deal (Yann Moulier-Boutang).

Cette dynamique économique n'est pas sans contreparties sociales, en particulier dans le domaine des droits collectifs et des travailleurs (Carlos Polenus), mais si le pouvoir chinois semble s'obstiner dans la voie répressive (Marie Holzman), il ne parvient pas vraiment à casser les dynamiques d'une société chinoise en mutations de plus en plus profondes à mesure que sa jeunesse accompagne la mondialisation (Cassandra Shih), et que son ouverture au monde l'amène à remettre en cause son image de soi (Michael Anti) et de sa culture (ChenYan).

Enfin, le dialogue entre le député européen Ecolo Philippe Lamberts et Pierre Defraigne, directeur de la Fondation Madariaga-Collège d'Europe, nous offre une conclusion politique plus générale sur la Chine d'un point de vue écologiste.

Au fond, tout l'enjeu est de prendre au sérieux le défi chinois pour l'Europe. Ce défi est celui de l'inexistante politique industrielle européenne, et de l'ardente nécessité d'en mettre une en œuvre, en particulier dans le domaine des technologies vertes. Parler de la Chine, c'est finalement retourner la tendance eurocentrée qui après avoir réduit la Chine à un Eldorado capitaliste n'y voit plus qu'un

dragon affamé. Parler de ce que fait la Chine revient à parler de ce que ne fait pas l'Europe.

Changeons d'approche. Dépendance aux matières premières, conscience des enjeux environnementaux, développement de l'économie verte : Chine et Europe ont beaucoup plus de défis communs qu'elles ne semblent le reconnaître. Il appartient aux politiques de mettre en valeur ces convergences. Quand nous serons des partenaires à part entière et égaux, sans arrière pensée ou ressentiment colonial, la question des droits de l'homme n'aura plus ce goût amer de prêche dans le désert et de bonne conscience bon marché.

模型

Calligraphie de Hélène Ho

模型 Moshi : modèle¹

Quand on parle de modèle chinois, il faut savoir ce que l'on évoque : le modèle économique, le modèle politique ou le modèle de société ?

Les Occidentaux parlent surtout du modèle économique, dans lequel ils cherchent à déceler le secret de la croissance afin de trouver le remède au mauvais état de leur propre économie. Mais, ce faisant, souscrivent ils aussi au contexte politique ?

En Chine, Les débats font rage ces derniers temps autour de deux thèmes intrinsèquement liés : le modèle chinois et les valeurs universelles. Une partie des théoriciens du modèle chinois en Chine défendent ce dernier pour justifier la légitimité politique du régime actuel. Les autres sont allés jusqu'à dire que ce modèle de société se fonde sur les spécificités de la culture chinoise. Ces deux points de vue se rejoignent dans leur objectif : contrer le modèle démocratique occidental et réfuter les valeurs universelles acclamées de plus en plus par l'opinion publique chinoise. Certains vont jusqu'à faire la promotion du modèle chinois et cherchent à l'exporter pour mieux en défendre la supériorité.

Mais les détracteurs du modèle chinois sont nombreux en Chine. Pour eux, si le succès économique est là, c'est précisément grâce à la politique d'ouverture à l'économie de marché à l'occidentale. Le prix trop élevé à payer sur le plan social, environnemental et humain prouve plutôt à leurs yeux l'échec d'un système hybride dû à l'absence de démocratie. Ceux qui cherchent à justifier le succès du modèle par la spécificité culturelle de la Chine ont simplement oublié que la spécificité n'est pas transposable et le communisme, pas chinois non plus.

Chen Yan

¹ Sept caractères chinois relatifs aux questions abordées par le dossier ont été sélectionnés et insérés dans ce dossier, accompagnés d'une brève explication de Chen Yan. Ils ont été publiés préalablement dans le *Courrier international*.

SORTIR DU FANTASME DE L'IMPUISANCE ET RÉPONDRE AU DÉFI CHINOIS, notamment en matière commerciale. Un point de vue écologiste

→YANNICK JADOT

Député européen Europe Ecologie - Les Verts.
Vice président de la Commission
du commerce international.

Soyons clairs : la Chine n'est plus la belle endormie décrite dans les années 70, repliée sur elle-même et sur son pré-carré immédiat, Vietnam et Corée du Nord. Elle n'est pas non plus l'ogre qui mange nos industries et nos emplois et expliquerait de facto la désindustrialisation, la croissance molle, la montée du chômage et des inégalités en Europe. Enfin, elle n'est pas cet eldorado capitaliste ouvert à qui veut gagner des milliards.

La Chine est une multitude de réalités : puissance industrielle formidable ; dictature politique impitoyable avec ses opposants et ses minorités ; culture millénaire ; oppression sociale ; membre très influent des Nations unies (pratiquant l'obstruction au Conseil de sécurité dès lors qu'il s'agit d'ingérence démocratique au Soudan, en Iran ou en Syrie, et dans les négociations internationales dès lors qu'il s'agit d'édicter des normes internationales contraignantes, en matière de climat ou de droits sociaux) ; propriétaire de millions d'hectares de terres agricoles, notamment en Asie et en Afrique...

La Chine est aussi ce pays où émerge une classe moyenne de plusieurs centaines de millions de personnes quand plusieurs autres centaines de millions continuent de vivre en dessous du seuil de pauvreté, et où surgissent de plus en plus fréquemment revendications démocratiques et rebellions sociales. C'est enfin ce pays qui a fait de l'économie verte une priorité en ayant déjà acquis le statut de leader mondial des énergies renouvelables tout en étant le premier émetteur mondial de CO₂, aussi parce qu'elle produit une bonne partie des produits manufacturés que nous consommons !

Les dirigeants européens dénoncent régulièrement –et à juste titre– les violations des droits de l'homme, de même que le dumping social, environnemental, fiscal et monétaire et le pillage intellectuel dont la Chine use pour doper son économie. Mais ils fantasment sur un marché et une économie en pleine expansion, envient ses réserves financières de plusieurs milliers de milliards de dollars, et se plient en quatre, se concurrençant les uns les autres pour obtenir tel ou tel contrat, même s'il est accompagné d'importants transferts de technologie.

Nous-mêmes sommes donc devenus schizophrènes, pris entre nos besoins et nos pulsions de consommateurs, nos revendications et nos droits de travailleurs, nos convictions et nos devoirs de citoyens, notre appétit individualiste et notre soif de collectif. Nous sommes soumis à des injonctions contradictoires, culpabilisés de ne pas consommer assez pour sortir de la crise, de trop et mal consommer et de participer ainsi à la destruction de la planète et, dorénavant, de consommer des produits fabriqués en Chine (et non pas en Europe), mettant en péril nos industries et nos emplois !

Avec la crise qui s'approfondit et la contestation croissante de la mondialisation qui l'accompagne, la Chine est plus que jamais au centre de tous les débats économiques et politiques.

Au printemps 2012, le Parlement européen se saisira de cette question à travers un rapport parlementaire sur « Chine et l'Union européenne; un échange inégal ?». Précédé par différentes opinions sur l'impact des déséquilibres commerciaux en matière de politiques d'emploi, de développement, d'industrie et de marché intérieur, ce rapport est d'ores et déjà l'objet d'échanges et de débats qui font écho aux nouveaux défis que pose la relation avec la Chine aux sociétés, aux Etats membres et aux institutions européennes.

Cette question doit nous interroger en tant qu'écologistes. Avons-nous une idée, une perception différente de la Chine ? Le travail et les idées que nous défendons dans les différents domaines de la politique européenne prennent-ils une dimension différente lorsqu'il s'agit de la Chine ? Trop souvent, nous n'avons pas de réflexion articulée et cohérente sur ce sujet. Il est temps de mettre la Chine dans notre radar écologiste et de développer une vraie position cohérente et constructive sur cette question, au niveau européen et au niveau national.

Je crois qu'il faut partir d'un constat très simple : le choc avec la Chine est d'abord un choc de modèles. De modèle économique, de modèle social, de modèle démographique et de modèle démocratique. Et ce sont ces différences fondamentales entre nos deux modèles qui causent ces déséquilibres qui inquiètent tant.

D'où un premier élément de réponse. Si l'Europe veut avoir un partenariat constructif et ferme avec la Chine, elle doit prendre conscience que le premier défi posé par la Chine est au moins autant industriel et politique que commercial : seule une politique industrielle commune européenne, fondée sur une vision partagée de l'économie européenne au 21^e siècle et se substituant –ou complétant- les 27 politiques industrielles actuelles, peut offrir des réponses au défi chinois. Il est vain et illusoire de s'imaginer pouvoir traiter directement avec la Chine sur un pied d'égalité comme en rêvaient Berlusconi et Sarkozy et comme se l'imaginent

encore Angela Merkel et le patronat allemand. L'Europe doit être capable de parler d'une seule voix à la Chine.

Dès lors, il deviendra possible d'une part de défendre plus vigoureusement encore nos priorités sociales et environnementales dans les processus de production et d'autre part d'être crédibles sur le plan des droits de l'homme avec Pékin – au lieu de ranger bien vite les drapeaux dès que se profile l'occasion des contrats.

Economiquement, l'Europe reste le premier marché mondial et le premier partenaire commercial de la Chine. Elle est donc le lieu où peuvent se décider et s'imposer des normes pour l'ensemble des marchés mondiaux. Développer ces normes en partenariat avec la Chine, en particulier en matière d'économie verte est bien plus urgent et utile que d'ériger d'illusaires lignes Maginot protectionnistes.

Trois enjeux majeurs à la relation Chine / UE

1. *Parler d'une seule voix*

Je pense que l'absence persistante de politique industrielle commune en Europe est dramatique dans la mesure où cela nous empêche de voir où sont nos objectifs, quels sont nos besoins et donc quelle devrait être notre stratégie d'insertion dans le système mondial en pleine recomposition.

Nous avons clairement cédé à la tentation du cavalier seul et des relations plurilatérales au lieu d'avoir une relation bilatérale EU-Chine menée de façon coordonnée. C'est l'un des enjeux majeurs du débat et un des éléments fondamentaux que les écologistes, qui sont la famille la plus fédéraliste, se doivent de défendre.

2. Une stratégie industrielle concertée

Deuxièmement, nous devons reconnaître que la politique industrielle en Europe peine à voir le jour. En matière d'économie verte, d'investissements ou d'innovation, de technologies avancées, l'absence de prise de décisions communes au niveau européen, renforce évidemment la tentation pluri-bilatérale et surtout les déséquilibres économiques et commerciaux entre Chine et UE.

3. Sortir du fantasme de l'impuissance.

La logique néolibérale nous propose de concurrencer la Chine sur les bas-coûts de production, notamment les coûts salariaux. C'est absurde. Mais la logique souverainiste nous propose l'illusion d'une protection douanière pour rétablir la compétitivité européenne. Il y a beaucoup à perdre à la fermeture brutale et inconsidérée des frontières. Avant d'acheter français ou européen, il faudrait être capable de produire français ou européen. L'enjeu fondamental est de savoir si l'Europe est capable de placer son économie sur les besoins et les enjeux du 21^e siècle et d'ouvrir un dialogue sur le thème du partenariat et de l'intérêt commun eurasiatique et non sur une logique de confrontation.

Les choix stratégiques à faire pour l'Europe sont donc à la fois offensifs et défensifs.

Défensif : conditionner nos échanges au respect de notre modèle social et environnemental

1. Respect des normes du marché intérieur

l'Europe a toute légitimité à s'assurer que tout ce qui rentre sur son marché respecte et correspond aux normes en vigueur dans son marché intérieur. Mieux elle ferait ainsi de ces normes et de leur

rehaussement des leviers de négociations particulièrement efficaces dans ses rapports avec le reste du monde.

2. Respect des normes internationales (sociales, climatiques, droits humains)

Si l'UE maintient sa détermination à négocier des normes contraignantes sur ces sujets au niveau multilatéral, mais qu'elle y rencontre l'opposition de pays comme la Chine qui y voient une ingérence insupportable, alors je considère que l'Union a vocation à édicter ces normes de protection sur son territoire et donc à ses frontières : il s'agirait de protéger le climat ou les travailleurs européens et chinois en refusant par exemple d'importer des marchandises issus de pays qui ne reconnaissent pas la liberté syndicale.

3. Consommer et produire localement

Une politique industrielle commune devrait miser sur les PME, en lien avec les besoins locaux en matière d'alimentation, de transport ou d'énergie, et utiliser les instruments tels que les marchés publics au service de cette économie locale.

Offensif : donner du sens à la politique d'engagement constructif

C'est dans le dialogue et la confrontation des modèles que nous pourrons prendre conscience, à Bruxelles et à Pékin, des formidables potentiels de partenariat entre la Chine et l'Union européenne. Nous partageons quelques données communes qui doivent nous inciter à développer des politiques communes. Par exemple, Europe et Chine sont des continents relativement pauvres en ressources : il serait intéressant de développer des stratégies communes dans ces domaines (efficacité énergétique, sobriété en matières premières etc.). Ce qui

suppose aussi des partenariats en matière de recherche, d'industrie, d'innovation technologique.

De toute évidence, le statu quo est suicidaire, à moins de considérer que l'Europe peut se réduire à une économie de services. Ce n'est pas notre avis. La priorité est de développer une politique industrielle et une politique commerciale européennes respectueuses et conformes à nos valeurs et à nos engagements sur la scène internationale.

Construisons les partenariats du futur qui feront que l'Europe comme la Chine seront des économies fortes au 21^e siècle car elles auront fait le choix de l'économie verte, au service des citoyens et non des marchés.

西方

西方 Xifang : occident

Le mot « occident » englobe en chinois tant l’Inde bouddhiste que l’Occident européen. Le sens du terme et sa coloration est changeante, selon les circonstances : tour à tour barbare, puissant, civilisé, miroir incontournable, ennemi à battre, modèle à suivre, ou tout cela à la fois.

A l’époque moderne, après qu’il eut forcé sa porte, l’Occident est devenu une véritable obsession pour l’Empire du milieu. Après avoir compris que le repli sur soi est une impasse, la Chine post-maoïste revient, malgré elle, sur la voie de l’ouverture vers l’Occident. Comme jadis, la Chine des réformes commence par introduire massivement la technologie et l’art du management afin de rattraper son retard industriel. Viens ensuite le temps du questionnement sur le modèle d’organisation que propose la société occidentale. C’est là que les difficultés émergent. La Chine est impatiente aujourd’hui comme hier de dépasser l’Occident. Elle a du mal à se donner du temps pour digérer le succès de ses efforts matériels. Ces derniers temps, certains auteurs encouragés par l’émergence de la Chine tentent de démontrer l’existence d’un modèle d’efficacité qui combinerait le capitalisme sauvage et la dictature politique ; d’autres réclament l’arrivée du siècle chinois. Le livre « La Chine n’est pas contente », tout comme « La Chine peut dire non » publié 12 ans auparavant, traduit maladroitement cet empressement. Déclarer la guerre à l’Occident, comme prétendre sauver le monde au nom de la Chine, révèle à la fois l’ignorance des auteurs de l’histoire chinoise récente et la méconnaissance de la pluralité et occidentale et chinoise d’aujourd’hui.

Chen Yan

LE GÉANT INCERTAIN

Un cahot sur la Route de la Soie

→JONATHAN HOSLAG

Directeur de recherches auprès de l’Institut Contemporain des études chinoises de Bruxelles (BICCS) et professeur de relations internationales à la Vrije Universiteit Brussel. Il a publié de nombreux ouvrages sur les relations Asie-Europe. Jonathan conseille régulièrement des institutions européennes, des États membres, et des entreprises. Il est un commentateur régulier dans les médias internationaux

Ceux qu’enthousiasme un partenariat entre Chine et Europe invoquent en général deux arguments principaux pour lui annoncer un avenir radieux, le premier se fonde sur le fait que le commerce mènerait à la coopération, le second sur l’idée que la Chine n’est pas enfermée dans une lutte de pouvoir avec l’Europe comme elle l’est avec les États-Unis. Ces deux arguments pourraient se voir rapidement balayés, puisque la Chine et l’Europe sont sur le point d’entamer l’une des plus féroces compétitions possibles : la course à la prospérité.

Nous sommes certes tous familiarisés avec le prescrit de la théorie économique, selon lequel le succès d’un marché crée des opportunités pour d’autres et la concurrence est mère de tous les progrès. Mais ce n’est guère plus que cela : de la théorie économique. Il en va différemment dans le réel. Les citoyens sont réticents à changer leur vie en raison d’événements qu’ils ne contrôlent pas et il ne manque pas d’entrepreneurs politiques prêts à promettre la sécurité par le contrôle du cours des événements économiques. C’est ce qui explique directement pourquoi l’Europe et la Chine devront sans doute faire face un dilemme pressant en matière de sécurité économique. Autant

les gouvernements européens ont cherché à protéger leurs citoyens de l'évolution des réalités économiques par l'érection de digues de dettes, autant Pékin a tenté d'accélérer le développement de son peuple laborieux par la réorientation des flux mondiaux de richesse vers son vaste marché. Tôt ou tard, ce hiatus mènera à la collision : une fois que s'effondreront les châteaux de crédits de l'Europe, il apparaîtra clairement que ses atouts initiaux, ses prouesses technologiques, son inventivité et son esprit d'entreprise sont largement dépassés par des acteurs plus ambitieux de l'Est.

Certes, de nombreux Européens sont encore dans un état de déni. Nombreux sont ceux qui se sont retirés dans leurs petits empêtres confortables remplis de livres de cuisine ou ont cherché refuge dans les alcôves de l'État-providence. Les chômeurs et les travailleurs pauvres qui ne peuvent guère s'organiser sont encore inaudibles. Les politiciens européens continuent à faire ce que la plupart d'entre eux ont fait depuis des décennies – laisser le secteur public compenser les nombreuses industries en perte de vitesse ou essayer de trouver un bouc émissaire capable de détourner l'inquiétude : que ce soient les régions adoptant un comportement de passager clandestin, les migrants, les capitalistes ou les eurocrates. Ce n'est que rarement qu'ils osent rappeler à leur électorat la règle de base de la cigale et de la fourmi : on ne devrait pas dépenser plus que ce qu'on gagne réellement et la prospérité requiert de travailler beaucoup et dur.

La question devient dès lors celle de la réduction de l'écart entre ce que les gens dépensent et ce qu'ils gagnent... C'est ici que la Chine émerge comme un défi de taille. Quelle que soit la manière dont l'Europe essaiera de relancer son économie, il sera très difficile de le faire sans provoquer une collision avec le géant d'Asie. Envisageons quelques scénarios.

Tout d'abord, l'Europe pourrait décider de suivre l'exemple américain et de demander à Pékin d'acheter ses obligations. À l'heure actuelle, le trillion de dollars de titres du Trésor américain que

détient la Chine est incomparablement plus élevé que les quelques dizaines de milliards d'obligations souveraines achetées aux pays européens. Pékin répugne à dépenser beaucoup sur les obligations européennes, principalement en raison du fait que l'euro n'a pas le statut de monnaie de réserve du dollar et que le gouvernement chinois est en quête d'investissements plus rentables pour son trésor de guerre, comme l'achat de ressources, de marques connues, et de savoir-faire. Quand bien même elle le ferait, cela n'aiderait guère à soulager les problèmes de l'Europe.

Deuxièmement, l'Europe pourrait parvenir à attirer davantage d'investissements chinois et à exporter davantage. Mais la question est ici de tout simplement de savoir pourquoi les entreprises chinoises créeraient des emplois en Europe alors que les nôtres, y croulent sous le poids de salaires et d'impôts élevés en particulier dans les États membres les plus riches? Pourquoi, autrement dit, devrait-on s'attendre à voir nos exportations augmenter fortement si la plupart des industries européennes préfèrent produire leurs biens directement en Chine ?

Troisièmement, l'Europe pourrait passer au vert. Comme les ressources deviennent rares, la construction d'une économie verte est une option d'adaptation plausible à l'évolution des perspectives mondiales. Les industries sans carbone, le recyclage, l'ingénierie intelligente, la durabilité des produits pourraient aider l'Europe à créer des emplois, innover et réduire sa dépendance aux marchés turbulents des matières premières. Mais en vérité, sans taxation des produits moins chers et plus polluants venus de l'Est, les consommateurs européens risquent bien de ne pas être particulièrement acheteurs des biens verts.

Quatrièmement, le fait que les industries soient vertes ou non importe peu, du moment qu'elles créent des emplois. Les pays européens redécouvrent de plus en plus des concepts comme « politique industrielle » et « industries stratégiques ». La Commission européenne leur emboîte le pas. Mais la réindustrialisation sera difficile à

atteindre, parce que, pour le moment, la Chine propose des salaires plus bas, un marché de consommation en expansion, du crédit pas cher accessible, des fonds énormes en faveur de l'innovation, et bien d'autres choses. L'économie chinoise est plus grande, plus dynamique, et mieux protégée. Encore une fois, sans barrières politiques, les projets européens de réindustrialisation ne mèneront à rien.

Ce qui précède ne doit pas être lu comme un plaidoyer protectionniste. Le protectionnisme est le moyen le plus coûteux pour essayer de retrouver de la croissance et entraîne, par définition, un impact désastreux sur la stabilité internationale. Le problème est bien que l'Europe a négligé sa compétitivité économique depuis si longtemps, que ses décideurs politiques ont à choisir entre Charybde et Scylla : soit opérer des coupes sombres dans l'État-providence, soit choisir de nouvelles stratégies de défense face à la concurrence chinoise.

La politique industrielle chinoise

En aucun cas, il ne faut s'attendre à ce que la Chine réforme drastiquement son économie. Elle poursuivra grossso modo sa politique industrielle, dont les racines plongent dans son histoire. Le souvenir des puissances étrangères attaquant la côte chinoise et de l'extorsion opérée par les deux superpuissances de la guerre froide a décidé Mao Zedong à viser la réduction de la dépendance aux marchés extérieurs. Cette tentative ne fut pas couronnée de succès – pensons seulement au désastreux Grand bond en avant. Après cette période, des réformateurs tels que Zhou Enlai, Zhao Ziyang et Deng Xiaoping ont toutefois continué à insister sur le caractère sélectif de l'ouverture. Il s'agissait d'utiliser dans le court terme les moyens de production étrangers, l'investissement et le savoir-faire, mais de construire des industries chinoises indépendantes à long terme. Cet objectif est toujours demeuré le principal depuis lors.

Les dirigeants chinois continuent à penser, aujourd’hui encore, que leur pays est beaucoup trop dépendant des intermédiaires étrangers. Les entreprises étrangères contrôlent environ la moitié des exportations chinoises et dominent les industries de technologie de pointe. Beaucoup de décideurs y voient une source de vulnérabilité : si certains investisseurs importants devaient s’en aller, ils plongeraient dans le désarroi l’économie nationale. Les plaintes portent également sur le fait que ces entreprises amassent d’énormes profits en se positionnant comme gardiens du pont entre marché du travail chinois bon marché et consommateurs étrangers. Comme l’a dit un fonctionnaire : « C’est simplement une question d’équité que de bénéficier plus de notre propre travail acharné, plutôt que d’assister aux retours des flux de profits vers les multinationales ou les pays développés. »

D’autres soutiennent que tant que la croissance repose sur les entreprises étrangères, la République populaire ne retrouvera jamais sa position légitime de grande puissance et demeurent très sensibles aux interférences des acteurs occidentaux. La plupart des Chinois reconnaissent certes avoir énormément bénéficié de l’adoption de quelques-uns des principes du libre-échange, mais ils ne veulent plus être soumis aux diktats occidentaux ou avoir à subir des négociations aussi pénibles que celles ayant conduit à l’entrée dans l’Organisation mondiale du commerce en 2001. Les dirigeants chinois sont déterminés à établir leurs propres normes et à développer les capacités économiques nécessaires à l’accession au statut de grande puissance.

Inutile de dire qu’une bonne partie de l’élaboration chinoise en matière de sécurité et de puissance économiques a été inspirée par le comportement d’autres nations commerçantes. Les chercheurs chinois ont soigneusement étudié le nationalisme économique du Japon et de la Corée du Sud, qui les amenés à conclure à l’utilité de l’intervention gouvernementale dans la construction d’industries fortes. En outre, même les pays riches qui portent aujourd’hui la bannière du libre-échange doivent, pense-t-on, beaucoup de leur

prospérité à leur politique passée de nationalisme économique. La Chine n'ignore pas non plus que nombre de pays continuent de protéger leur marché d'une manière ou d'une autre. C'est surtout dans les négociations avec les États-Unis que les diplomates tiennent à souligner combien il est difficile pour les entreprises chinoises de pénétrer le marché américain et à quel point Washington restreint encore l'exportation de technologies de pointe. Ailleurs, les sociétés minières chinoises ont souvent dû subir des négociations particulièrement dures lorsqu'elles essayaient de conclure des accords avec les gouvernements de pays riches en ressources. Les industries naissantes de Chine sont également confrontées à rude concurrence de la part d'entreprises soutenues par les gouvernement des autres pays émergents comme la Corée du Sud, le Brésil et l'Inde.

Tout cela conduit le gouvernement chinois à entretenir une vision très anarchique de l'ordre économique mondial – dans laquelle l'intervention étatique apparaît normale et où la seule manière de survivre demeure de devenir plus puissant que les autres. Wang Yizhou, un économiste influent, a déclaré : « La caractéristique fondamentale des relations internationales est la lutte de tous pour sa propre existence et son propre développement dans un contexte international relativement désordonné. » Dans pareille situation, la sécurité économique reste la pierre angulaire et, comme le formule un expert de l'École centrale du Parti, il s'agit de défendre « les intérêts économiques fondamentaux du pays contre le sabotage étranger et de créer un environnement sain pour le développement national durable. »

Ces opinions peuvent paraître un peu désuètes à beaucoup d'Européens. Plusieurs interlocuteurs chinois admettent également que de telles attitudes compliquent l'émergence de leur pays. En réalité, les décideurs ont également tendance à chercher un terrain d'entente entre l'objectif ultime de sécurité économique et la prudence que requiert le marché international. Mais tant que la Chine se sent incertaine, l'obsession de la puissance et de la sécurité

économiques demeureront. Puissance, sécurité, stabilité et indépendance économiques continueront à constituer des repères par rapport auxquels seront évaluées les réalisations du Parti communiste, des arguments en vertu desquels les nationalistes pourront exiger que les nouveaux dirigeants du Parti se montrent fort, et des justifications utilisées par les influentes entreprises d'État pour s'assurer le soutien massif des pouvoirs publics.

Le gouvernement affecte une grande part de ce que les ménages parviennent à épargner à l'expansion de la capacité de production de son industrie. Celles en difficulté, comme l'acier, le textile et l'électroménager perçoivent encore des milliards de dollars de subventions pour relocaliser leurs usines dans des zones moins coûteuses de l'intérieur du pays. Ces secteurs enregistrent en conséquence des taux importants de surcapacité. Pékin veut également que ses champions nationaux excellent dans des créneaux de pointe. Ce sont pas moins de 25 milliards de dollars qui ont été engagés pour soutenir quelques grands producteurs chinois de puces informatiques, 15 milliards pour le développement de technologies chinoises en matière de voitures propres, et encore 12 milliards pour deux fabricants chinois d'équipements solaires. La surcapacité s'est donc également développée dans ces nouveaux secteurs. Des milliards ont été déboursés pour aider ces champions nationaux à augmenter leur production et des milliards supplémentaires sont désormais dépensés pour les aider à siphonner des marchés étrangers saturés. À cette fin, Pékin investit des efforts particuliers dans la construction de marques chinoises mondiales, la mise en place de réseaux de vente chinois globaux, et le dépassement des obstacles politiques dans les pays d'accueil.

La croissance verte en Chine

Comme indiqué précédemment, les technologies vertes constituent un élément particulier de la politique industrielle chinoise. En quelques années, la République populaire a commencé à transformer le redoutable défi de la dégradation environnementale en une opportunité de croissance verte – qui commence à préoccuper les entreprises occidentales. Chaque année, la pollution coûte environ quatre points du PIB chinois, soit pas moins de 170 milliards de dollars. La sécurité alimentaire est menacée par l'érosion des sols. Un sixième des rivières chinoises ne peuvent plus être utilisées à des fins d'irrigation. Les poissons, l'eau potable, et le lait contiennent des métaux lourds. Environ dix pourcents du riz chinois contient un excès de cadmium. La prévalence du cancer est en plein essor depuis les « villes tumeurs » de l'intérieur du pays – où un nombre anormalement élevé de résidents est affecté par les mêmes types de cancer – jusque dans les centres urbains grisâtres et les zones industrielles du long de la côte. Beaucoup de familles ont vu tout ce pour quoi elles ont travaillé si durement être détruit par d'étranges maladies, des coûts de soins de santé exponentiels et, dans un nombre croissant de cas, la mort.

Rien de surprenant dès lors à ce que la protection de l'environnement soit devenue pour le gouvernement chinois une question de sécurité nationale. De nombreux observateurs occidentaux sont impressionnés par le rythme de fermeture de centrales électriques polluantes, le lancement de grands programmes de conservation, l'obligation faite aux cadres locaux de privilégier la croissance verte, et l'implication progressive de la société civile dans la lutte contre les problèmes environnementaux. Mais, du fait du développement inégal de la prise de conscience écologique et de la nécessité pour les fonctionnaires de trouver un équilibre entre emploi et environnement, la situation sur le terrain ne progresse que lentement. « Des succès fragiles dans une ville sont souvent réduits à néant par un empoisonnement persistant quelques kilomètres plus loin », souligne un expert de l'Université de Pékin.

Montant (milliard de US\$)	Débiteur	Secteur	Créancier
8,9	LDK	Solaire	China Development Bank
7,3	Suntech	Solaire	China Development Bank
6,5	Sinovel	Eolien	China Development Bank
6,1	Goldwind	Eolien	China Development Bank
5,3	Yingli	Solaire	China Development Bank
4,4	Trina	Solaire	China Development Bank
4,4	JA	Solaire	China Development Bank
2,2	BYD	Véhicules propres	Bank of China
2,1	Geely	Véhicules propres via Volvo	Diverses banques
0,1	China Wind Power	Eolien	Agricultural Development Bank
0,1	China Longyuan	Eolien	N.a.

Sélection d'engagement entre producteurs de technologies propres et banques chinoises (en 2009 et 2010)

Le chemin de la croissance verte reste long et tortueux, mais s'il est un domaine où la Chine a progressé à la vitesse de l'éclair, c'est dans l'initiation d'une révolution en matière de technologies vertes. Aucun pays, et pas même les 27 États de l'UE dans leur ensemble, n'a dépensé autant pour l'achat d'éoliennes, de dispositifs d'énergie solaire, de centrales au charbon propres, de bâtiments énergétiquement performants, de voitures hybrides, etc. Rien que l'année dernière, ce sont 49 milliards de dollars qui ont été versés dans des projets d'énergie verte. La Chine dispose désormais de la plus grande capacité d'énergie éolienne du monde et vise également à devenir leader dans l'énergie solaire.

L'Europe avait toujours supposé qu'elle deviendrait numéro un du développement et de la commercialisation de technologies vertes. Plusieurs États membres et la Commission européenne, voyaient

même dans ce secteur une nouvelle opportunité d'alimentation de la croissance européenne atone. Mais plutôt que d'acheter à l'Europe ses technologies vertes, les entreprises chinoises viennent rivaliser avec leurs pairs européens, tant à domicile qu'à l'extérieur. « La technologie verte est le prochain champ de bataille économique », soutenait un fonctionnaire allemand à Pékin. Et de poursuivre : « Nous voulons bien sûr lutter contre la pollution, nous n'avons pas peur de la concurrence chinoise, mais nous voulons que ce combat soit mené à armes égales. »

La préoccupation la plus importante porte, sans surprise, sur la possibilité pour les entreprises chinoises de puiser dans les réserves financières infinies de banques dédiées à des politiques spécifiques. En 2010, la China Development Bank a annoncé qu'elle allait prêter plus de 35 milliards de dollars à des compagnies d'électricité éolienne et solaire. D'autres banques ont promis un montant supplémentaire de 54 milliards. En plus de cet énorme montant, le gouvernement central et plusieurs gouvernements locaux ont commencé à financer des projets de recherche ambitieux dans les universités et les entreprises. De surcroît, différentes politiques ont été mises en place pour favoriser les producteurs nationaux dans les appels d'offres gouvernementaux. Un énorme marché a donc émergé, en grande partie fermé aux compagnies étrangères, et dans lequel les entreprises chinoises se servent de leur monopole intérieur pour accroître leur investissement dans l'innovation et commencer à vendre à l'étranger.

La Chine poursuit donc bel et bien une espèce de mercantilisme vert mais, vu d'un peu plus près, ce ne peut être la source principale des craintes européennes de se faire dépasser. La vérité est plutôt que l'Europe n'a pas tellement d'avance. Dans le top 30 mondial des brevets de technologie verte, ne se trouve pas une seule entreprise européenne. La plupart des entreprises pionnières proviennent des États-Unis et du Japon... Le problème le plus fondamental est donc que l'Europe n'a jamais investi suffisamment dans les technologies

vertes pour devenir un véritable leader mondial. L'obsession à l'égard du mercantilisme vert de la Chine ne constitue rien de plus qu'un simple symptôme de sa propre faiblesse et de son manque d'ambition.

	Chine	EU
2005	9	9
2006	13	11
2007	20	14
2008	25	15
2009	29	16
2010	42	19

Exportations de produits de technologies propres¹ (milliards US\$). Source : Comtrade

Les ambitions économiques de la Chine en Afrique

Les aspirations économiques de la Chine continuent à orienter ses politiques vis-à-vis de l'Afrique, où elle répond de manière très pragmatique à l'instabilité dans la région. La part de la Chine dans le commerce avec l'Afrique a augmenté de façon spectaculaire et c'est même elle qui est désormais la principale source des nouveaux flux d'investissement et de crédit là-bas. Les entreprises chinoises sont maintenant présentes dans pratiquement tous les secteurs de l'économie africaine : l'exploitation minière, l'énergie, l'agriculture, les infrastructures, le commerce de détail, etc. Bien que le comportement chinois en Afrique soit sujet à de nombreuses critiques, on remarquera que plusieurs grandes entreprises chinoises ont ajusté leurs normes afin de répondre aux attentes locales : à contrecœur, bien sûr, mais elles semblent commencer à comprendre que leur présence à long terme dépendra en grande partie de l'avancement des sociétés africaines.

.....
1 Systèmes et compasants liés à la production d'énergie éolienne, solaire photovoltaïque, lampes économiques et batteries pour véhicules électriques

Pourtant, globalement, les politiques de la Chine à l'égard de l'Afrique restent caractérisées par les concepts de résilience et de pragmatisme, en particulier au niveau politique. Elle a par exemple fait preuve de beaucoup de résilience pour renouer des relations après des troubles politiques et des changements de régime. Les amitiés politiques dont Pékin aime parler ne sont des amitiés que dans la mesure où elles servent ses intérêts économiques. C'est à cette fin que la Chine diversifie de plus en plus ses partenariats avec les pays africains au-delà du gouvernement central : en se retenant de mener des discussions de couloir avec des groupes d'opposition, en entretenant des relations directes entre l'Armée populaire de libération et les hommes forts des armées locales, en établissant des partenariats économiques directs avec les gouvernements locaux, ou par le biais de l'impressionnante offensive de séduction du Parti communiste envers les mouvements politiques africains. Il est donc également faux d'affirmer que Pékin ne se soucierait pas vraiment de la façon dont les dirigeants politiques sont chassés et encore moins de la façon dont les organisations africaines régionales y répondent.

Plusieurs motivations guident cette diplomatie caméléon. En premier lieu, la plupart des fonctionnaires ont découvert que, en tant que pays en développement, la République populaire ne peut pas se permettre d'être pointilleuse et doit au contraire se montrer souple. En outre, la Chine ne considère pas les coups d'État comme une menace majeure à ses intérêts économiques. Certes, elle a dû évacuer un grand nombre d'expatriés (environ 35 000 rien qu'en Libye) mais dans l'ensemble, les menaces à sa sécurité sont restées limitées. Les changements de régime ont également renforcé la position de négociation de la Chine et ouvert aux entreprises des portes pour lancer des projets d'infrastructure de prestige. En outre, l'opinion commune est que la volatilité politique est inhérente au stade de développement de l'Afrique et que les coups d'État demeureront fréquents tant que ces pays restent bloqués dans la pauvreté. Un fort consensus existe parmi les décideurs chinois quant à la non compatibilité de la société

africaine et de son développement avec la démocratie. Ils présupposent également que la promotion de la démocratie n'est qu'un prétexte dont les puissances occidentales se servent pour soutenir leurs intérêts. J'ai toujours été frappé de constater combien, pour beaucoup de fonctionnaires et d'experts à Pékin, la bannière de la démocratie n'est qu'un prétexte de l'Occident pour contrebalancer l'influence croissante de la Chine sur le continent africain.

Plutôt que d'essayer de façonnier les réalités politiques en Afrique, Pékin préfère toujours s'ajuster de façon pragmatique à la situation volatile de la région. La grande question reste, cependant, de déterminer comment la Chine réagirait si l'instabilité politique devait engendrer pour elle d'importants sacrifices en termes de vies humaines ou d'intérêts économiques. Le gouvernement chinois entend être paré à de telles éventualités. Un consensus se dégage selon lequel sa présence économique mondiale en expansion exige également de meilleures capacités à protéger ses intérêts, dont une capacité militaire. Les puissances montantes n'aiment généralement pas être entraînées dans de lointains jeux géostratégiques, mais une fois que les enjeux deviennent plus importants, elles trouvent assez de raisons pour affirmer que ce n'était pas leur appétit de richesses et de puissance qui les a incités à changer de direction, mais seulement la grande incertitude du monde qui les entoure.

Un géant incertain

En dépit de ses ambitions et de sa croissance, la continuation d'une politique industrielle téméraire et sa forte dépendance aux ressources de pays instables d'Afrique montrent combien la Chine reste une puissance particulièrement incertaine. Cependant, la tragédie veut que dans sa quête de sécurité économique et de stabilité sociale, elle tend à ne faire qu'empirer la situation. Le nationalisme économique a piégé le pays dans un état de vulnérabilité de plus en plus profond.

C'est ce puissant sentiment historique de vulnérabilité, fruit d'une longue période d'anarchie interne et de colonialisme, qui a permis au Parti communiste de mener la quête de la stabilité, quête réalisée sur la voie de l'industrialisation et de la substitution aux importations. Le stratégie d'ouverture sélective de Deng et Zhao a apporté la croissance, et de celle-ci a émergé une seconde vulnérabilité puisque la Chine est devenue de plus en plus dépendante des entreprises étrangères. Dans les années 1990, Pékin a donc élaboré un plan ambitieux de construction d'industries nationales dans la coquille protégée de son marché intérieur. La vulnérabilité a cependant refait surface rapidement sous la forme de surcapacité excédentaire et de dépendance aux consommateurs des marchés extérieurs. Cette situation a donné un surcroît de poids aux efforts déployés par le gouvernement pour produire des champions nationaux d'envergure véritablement mondiale. Tandis que cette politique n'a fait qu'aggraver le problème de surproduction, la présence mondiale croissante de la Chine la rendait en outre plus vulnérable aux réactions des pays partenaires allant du protectionnisme à l'égard des investisseurs chinois jusqu'à la sinophobie pure et simple. Une politique économique étrangère plus active et confiante n'en est que plus nécessaire. Prise aussi profondément au le piège de la vulnérabilité, la Chine arrive maintenant à un stade où son nouvel activisme global soulève de plus en plus de suspicions et encourage les autres puissances à contrebalancer son influence grandissante. La recrudescence des frictions économiques avec l'Europe ne sont probablement que le signe avant-coureur d'une nouvelle période de turbulences entre la Chine et le reste du monde.

天意

天意

Que signifie « la volonté du ciel » ? C'est la volonté du peuple, nous répondent les anciens sages. En effet, la volonté du ciel, s'exprimant soit via des phénomènes naturels tels que les tremblements de terre, le tarissement d'un fleuve, soit par des actes violents du peuple (émeute ou révolte), fait parti du fameux mythe de mandat du ciel. Le mandat céleste, selon la théorie confucianiste du fondamentalisme du peuple, est la légitimité politique accordée au détendeur du pouvoir par le peuple. Au début d'une nouvelle dynastie, les nouveaux empereurs se déclarent détenteurs du mandat du ciel au nom de la volonté du peuple. A l'inverse, ceux qui perdent le pouvoir perdent le mandat.

De notre temps, il est rare que l'on fasse allusion au mandat du ciel à propos du mécontentement populaire.

Depuis quelques années, sous le slogan de « la société harmonieuse », la Chine devient de plus en plus inégalitaire et conflictuelle. Comme le montre l'histoire ci-contre, des agents municipaux peuvent battre à mort un passant filmant leurs brutalités. Ce genre de violence peut être tout à fait considéré comme un accident en temps normal. Mais dans une société où les rapports sociaux sont de plus en plus tendus, la colère locale peut se transformer rapidement en mécontentement général. Les réactions extrêmement vives à travers la Chine, des sites Internet jusqu'à la presse officielle, montrent une exaspération certaine de la population contre les pouvoirs locaux prédateurs. Dans ce contexte, mettre en parallèle la volonté du ciel et la colère populaire revient à justifier les contestations et à mettre en garde les pouvoirs publics contre le risque de perte du mandat du ciel.

Chen Yan

LA CHINE FACE AUX DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

→ALEXANDRA SOMBSTHAY

Policy Officer à la Commission Européenne.
Chercheuse-associée d'Etopia

Premier émetteur mondial de gaz à effets de serre, premier consommateur mondial d'énergie, deuxième économie mondiale... les chiffres pour qualifier la Chine donnent des vertiges. La tête tourne lorsqu'on ajoute à ceux-ci que la Chine est le plus grand partenaire commercial de l'UE mais aussi un partenaire de paix. Un partenaire donc.

Pour comprendre les défis du changement climatique et énergétique en Chine, puis tenter des esquisses de solutions, on ne peut faire l'économie des chiffres.

Le rapport 2011 de l'Agence Internationale de l'énergie ('World Energy Outlook', 2011) regorge d'informations essentielles pour bien saisir le défi chinois. Forte de 1,3 milliards d'habitants en 2009, la Chine affichait une demande énergétique de 2.130 milliards de tonne équivalent-pétrole, alors que 8 ans plus tôt, elle atteignait les 870 milliards : cette augmentation, minime en termes relatifs (5%) inquiète de par l'ampleur des chiffres absolus¹. A titre de comparaison, la demande énergétique belge était de 40 milliards en 2007.

¹ <http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2010/belgium2009.pdf>

La croissance chinoise présente un paradoxe énergétique : d'un côté la Chine se rue sur les ressources traditionnelles (pétrole, gaz, charbon, nucléaire) pour nourrir sa croissance et de l'autre, elle investit massivement – pour assurer sa croissance à venir- dans les éléments d'une révolution verte, à savoir les énergies renouvelables et les gains en efficacité énergétique. Un nouveau type de yin et de yang.

Le yin ou la course effrénée aux énergies traditionnelles

Aujourd’hui, 66% des besoins en énergie sont couverts par le charbon, dont la Chine est devenu un importateur net depuis 2009 et restera le premier consommateur mondial jusqu'en... 2035. La demande chinoise en gaz naturel est également en constante progression: l'Agence Internationale de L'Energie prévoit qu'elle passe de 85bcm en 2010 à plus de 600 bcm en 2035!

Forte d'une armada d'entreprises d'états, de banques invitées à prêter à taux réduit, de régulateurs aliénés au gouvernement central, la Chine a entrepris un virage historique dans la production d'énergie tous azimuts : investissements dans des pipelines pour relier l'Asie Centrale et importer du gaz turkmène (au nez des russes encore médusés de cette audace), investissements pétroliers en Afrique, construction forcenée de centrales nucléaires, exploration de pétrole off-shore..., la liste est longue.

Profitant de la crise économique et financière et de la chute sub-séquente du prix du baril, la Chine a acquis en un temps record des matières premières et des avoirs dans des sites majeurs de productions de pétrole (Arabie Saoudite, Russie, Brésil : 3 accords scellés en 2010²).

² China's energy security: Prospects, challenges and opportunities. Dr Zhang Jian (Chief Economist, World Bank); The Brookings Institution – Center for Northeast Asian and Policy Studies.

Cet appétit pour les ressources fossiles en dehors de son territoire n'est pas sans conséquence au niveau géopolitique : les délicats équilibres construits depuis des décennies doivent être repensés, les alliances refondées avec l'inclusion de la Chine comme nouvel acteur.

L'Arctique et la Mer de Chine sont désormais les nouveaux champs de bataille pour ce pays soucieux de préserver un droit d'accès sur les ressources naturelles, ce qui n'est pas sans susciter des tensions notamment du côté des Etats-Unis, jaloux de leurs zones d'influences.

A cet égard, la politique chinoise de sécurité énergétique devient un réel enjeu de sécurité au sens premier du terme, comme le démontre le soudain intérêt de l'OTAN ou de puissants Think-Tanks américains, spécialisés dans les questions de défense.

Autre conséquence de cette course effrénée aux énergies traditionnelles : le coût **environnemental**. A force de construire des centrales nucléaires avides en eau ou des barrages hydro-électriques pour lesquels des cours d'eau ont dû être déroutés, la terre chinoise se vide de précieuse ressources hydrauliques sous-terraines.

Chaque année, environ 2 millions d'hectares de terre arable sont abandonnés par les fermiers chinois puisque devenues trop arides pour y cultiver quoi que ce soit. Les rivières débordent de leurs lits forcés créant ainsi des inondations massives, les métaux lourds envahissent les légumes du quotidien, l'air déborde de particules en tous genres. L'écosystème chinois sature.

Le yang ou la Chine comme nouveau green leader

L'énergie renouvelable n'est pas en reste de cette croissance faraïneuse : la Chine se place désormais dans le peloton mondial de tête pour la production d'éoliennes et de cellules photovoltaïques. Sa

capacité à équiper ses villes en énergies renouvelables est également saisissante : aidées par le soutien de la Banque Chinoise au Développement, les entreprises chinoises du secteur solaire ont bénéficié (au cours des 5 dernières années) d'un coup de pouce de 30 milliards de dollars sous forme de prêt à taux réduits, permettant ainsi une diminution notoire des coûts de production³ et une diffusion large de ces technologies sur le territoire domestique, notamment.

Les plans affichés par le gouvernement pour les cinq années à venir (12^e plan quinquennal publié en mars 2011 lors de la réunion de Congrès du Parti Communiste) sont à la hauteur des ambitions chinoises : d'ici 2015, la Chine entend se doter de 500.000 véhicules électriques ou hybrides, puis atteindre 5 millions d'ici 2020 !

Intégration des énergies renouvelables ou véhicules électriques sont autant de challenges qui ont poussé la Chine à lancer un travail de fond sur les réseaux électriques.

Deux entreprises d'Etat se partagent cette tâche : State Grid Corporation of China et Southern Grid. Toutes deux ont pour mission de renforcer les réseaux électriques, assurer l'intégration des énergies renouvelables aux réseaux et moderniser le système de sorte à permettre la pénétration des véhicules électriques.

Ces tâches, bien connues des opérateurs européens, ont généré des investissements massifs dans les réseaux chinois mais ont aussi donné le 'top départ' d'une course aux standards.

Standards pour les stations de chargement des véhicules électriques, standards pour les compteurs intelligents, standards domotiques, standards pour les technologies des bâtiments à basse consommation d'énergie, standards pour les véhicules électriques eux-mêmes, etc. : la Chine frappe désormais tous azimuts et dépose dans les

³ Provocant au passage l'indignation des sénateurs américains dans une lettre adressée au Président Obama en août 2011; The Guardian, 12 Septembre 2011: How China dominates solar power

foras internationaux de standardisation des propositions pour tous les secteurs de sorte à ce que les standards chinois deviennent les standards mondiaux. Cette réactivité et cette aptitude à utiliser les instances internationales n'ont été –hélas – que peu anticipées, que ce soit par les européens ou les américains.

Même du côté des fermes éoliennes où il était connu que les technologies chinoises ne faisaient pas long feu, on sent désormais une évolution dans le chef des ingénieurs chinois qui se forment de plus en plus aux techniques de maintenance européenne, permettant ainsi d'enrichir leur pays d'une compétence additionnelle, celle d'allonger la durée de vie du matériel.

La soif consommatrice chinoise : une opportunité pour une Europe verte?

La Chine se révèle donc un partenaire pour le moins ambivalent et vis-à-vis duquel il est difficile de se positionner en pure opposition ou simple partenariat. C'est là tout l'art du yin et du yang.

Positionner l'Europe comme partenaire crédible

Face à cette soif d'énergie, soif d'électricité, soif d'air pur, soif d'eau potable..., comment les pays occidentaux peuvent-ils devenir partenaires de cette révolution copernicienne?

Côté efficacité énergétique, la Chine accuse un retard considérable : elle affiche certes des ambitions intéressantes mais non suffisantes. Le 12^e plan quinquennal prévoit que d'ici 2015, l'intensité énergétique par point de GDP ne dépasse pas 16%⁴, ce qui est une ambition plus que modeste si l'on prend en considération que la seule transition vers une économie de services suffira à atteindre cet objectif.

⁴ Valeur à comparer avec celle 'business as usual': 18%; également à comparer avec l'objectif plus ambitieux du précédent plan quinquennal à savoir 20%

Canaliser la demande énergétique chinoise passera nécessairement par un effort considérable dans deux secteurs principaux : l'industrie et le bâtiment. Sur chacun de ces points, l'Europe a une carte à jouer.

L'industrie tout d'abord : actuellement les process industriels souffrent d'une certaine ignorance des méthodes de production peu énergivores, alors que nombreuses sont les industries en Chine à forte consommation énergétique⁵. Pourtant, dès 1998, la Chine a vu fleurir en son sein l'industrie de la conservation d'énergie avec trois entreprises de services énergétiques, aussi appelés ESCO⁶. En 2006, près de 100 ESCOs finançaient plus de 400 projets de conservation d'énergie dans 16 provinces, soit des investissements totalisant 280 millions de dollars. Cette politique s'est avérée porteuse puisque entre 2006 et 2010, la consommation des industries a baissé de 400 millions de tonnes de charbon standards⁷.

Mais bien n'est pas assez : la Chine nous envie notre norme européenne de management de l'énergie dans les systèmes⁸. Si SASAC⁹, l'instance responsable de la supervision des entreprises d'Etat (qui représentent la bagatelle de 60% de l'activité industrielle en Chine), venait à adopter notre méthodologie, alors non seulement les effets seraient considérables mais en plus cela créerait de véritables opportunités pour des collaborations privées sino-européennes.

Le secteur du bâtiment est un secteur d'avenir en Chine, et c'est peu de le dire : d'après le 12^e plan quinquennal, le taux d'urbanisation doit dépasser les 51% d'ici 2015 !

⁵ Les industries à forte consommation comprennent notamment les industries du raffinage de pétrole, de la cokerfaction et du traitement des combustibles nucléaires, la fabrication de produits minéraux non-métalliques, la métallurgie (des métaux ferreux et non-ferreux), ainsi que la production et l'approvisionnement en électricité et en chauffage

⁶ ESCO: Energy Saving CCompany

⁷ Environ 60% du volume global des économies d'énergie à l'échelle nationale

⁸ Norme CEN/CENELEC EN 16001:2009 (E): Systèmes de management de l'énergie - Exigences et recommandations de mise en œuvre. Ce texte s'impose déjà en Europe comme un véritable outil pour développer une gestion méthodique de l'énergie, améliorer son efficacité énergétique et accompagner les organisations dans leurs démarches de maîtrise et de réduction des ressources énergétiques.

⁹ State Asset Supervision Authority of Companies

45 milliards de m² sont construits chaque année. Alors que le taux d'urbanisation est actuellement de 46%, il doit atteindre 65% en 2035¹⁰. Actuellement, le secteur résidentiel compte pour 30% de la demande énergétique chinoise totale. Pour parer aux challenges de cette urbanisation à tout-va, la Chine a décidé de créer de nouvelles zones urbaines dites 'eco-zones'.

Fort de sa capacité régulatrice 'top-down', le gouvernement central a instruit les provinces de construire des pôles éco-efficaces comme celui de Tianjin ou Shenyang.

L'Union européenne s'est dotée au cours des dernières années d'une solide législation en matière de performance énergétique des bâtiments mais aussi de solutions intégrées au niveau local, permettant d'inclure dans une même planification urbaine des outils de gestion des déchets, d'intégration des énergies renouvelables, gestion des réseaux intelligents, mobilité douce, etc...

Il est urgent que l'Europe se positionne auprès de la Chine comme leader de la planification urbaine durable et que non seulement nos technologies innovantes mais également notre savoir-faire puisse abreuver les besoins chinois.

Repenser notre développement 'vert'

Vient maintenant l'épineuse question de la compétitivité européenne face aux technologies vertes chinoises : allons-nous être débordés? La question devrait être différente, à savoir : allons-nous rebondir?

Parce qu'en effet, ce n'est pas dans le chef de la Chine qu'il convient de chercher une réponse à des inquiétudes européennes, mais bien dans le nôtre.

¹⁰ World Energy Outlook 2011, IEA

Il est évident que la consommation énergétique chinoise galopante va appauvrir plus vite que prévu la planète de ses ressources en énergie fossile. Partant, la solution viendra de l'Europe et de sa capacité à créer en son sein des solutions innovantes de consommation, des solutions innovantes de production d'énergie et des solutions innovantes de société plus respectueuse des ressources.

A titre d'exemple, les systèmes de coordination entre gestionnaires de réseaux de transport d'électricité sont des plus novateurs et permettent de faire face à l'intégration massive d'énergies renouvelables dans le réseau.

Mais l'Europe doit veiller à ne pas se reposer sur ses lauriers : il est important et urgent qu'elle investisse de nouveaux moyens dans la recherche pour accélérer le développement des technologies vertes. Il est également essentiel qu'elle se dote d'une politique industrielle qui réponde aux nouveaux enjeux de notre société, à savoir les enjeux climatiques et environnementaux.

Si la course enclenchée par la Chine peut nous servir de piqûre de rappel, alors c'est un bien et nous aurons su capitaliser sur ce qui se présentait initialement comme un risque. Seule une Europe plus forte et plus unie sera capable de relever ses défis et c'est vers quoi nous devons tendre.

暴力

暴力 Violence

Ces deux caractères signifient respectivement manifestation et force. Apparemment, dès l'Antiquité, les inventeurs de caractères avaient compris que le secret de la force est sa dissuasion. Selon cette logique, la force de l'Etat, légale et justifiée, constitue une arme efficace pour enrayer la violence. Mais, pour les Confucéens, dans la perspective d'un ordre harmonieux, la force est nécessaire mais en aucun cas suffisante car le gouvernement s'exerce par la vertu.

Depuis deux mois, des individus ont agressé des écoles et tué des enfants avant de se suicider. Cette forme de violence quasiment inédite a choqué. Confirmant les analyses de l'opinion, le premier ministre Wen Jiabao reconnaît que les causes profondes de ces actes sont à chercher dans les questions sociales. La Chine paye-t-elle les frais de 30 ans de transformation sociale ? Certainement. De source officielle, les conflits sociaux se multiplient de manière inquiétante ces dernières années. L'inégalité ostentatoire entre les couches sociales, les injustices infligées aux plus démunis, l'alliance entre riches et puissants ont généralisé le mécontentement et renforcé le sentiment d'impuissance de la population. Le gouvernement en est conscient. Toutes les mesures visant à endiguer la montée de la violence sociétale sont bonnes à prendre : répression policière, censure de la presse, sécurité à tout crin, stabilité à tout prix...

Et voilà le résultat. Gouverner par la force sans la vertu est une voie sans espoir. Mais vertu sans Etat de droit est illusion. Sans parler de la nécessité de réforme démocratique, la leçon à tirer de ces faits violents n'est-elle pas l'échec de la violence étatique ? Rappelons un vieux proverbe chinois : quand le peuple ne craint plus la mort, que faire de la menace de mort ?

Chen Yan

LE GREEN DEAL CHINOIS : UNE AFFAIRE SÉRIEUSE

→YANN MOULIER BOUTANG

Professeur de sciences économiques à l'Université de Technologie de Compiègne, à l'UTSEUS (Université Sino-Européenne de Technologie à l'Université de Shanghai) et à l'International Adjunct Professor au centre Fernand-Braudel de l'Université de Binghamton-New York (États-Unis). Codirecteur de la Revue *Multitudes*

Les pays du Nord auraient tort de moquer la Chine lorsque cette dernière affirme avoir intégré les objectifs de l'écologie dans son plan de développement. La taille même des défis écologiques auxquels le pays le plus peuplé de la planète a à faire face confère à la lutte pour un développement soutenable un caractère plus urgent qu'ailleurs. L'une des raisons pour lesquelles le gouvernement prête une attention soutenue à un véritables nouvelle donne (New Deal) verte est que celle-ci s'insère dans une stratégie de requalification (*up grading*) de l'appareil productif du pays qui dessine une colonisation capitaliste de l'Hinterland non Han. Il s'agit un coup de billard à trois bandes : le durcissement de la norme écologique permet de contraindre les entreprises étrangères à localiser une partie de leur potentiel de recherche sur la zone qui a été la grande bénéficiaire du développement ces 30 dernières années (premier effet), de délocaliser leurs ateliers dans l'intérieur en particulier vers Chong Qing mais aussi vers le Xinjiang, le Tibet et la Mongolie Intérieure où le développement industriel permettra une colonisation han plus rapide pour répondre aux problèmes des minorités.

La frontière chinoise. Au delà désormais de l' « atelier du monde »

Lorsque la Chine a commencé son ascension industrielle à la fin du XX^e siècle, il était courant de faire le parallèle avec l'ascension japonaise après Meiji (1866) ou l'ascension de la Corée du Sud après 1953 : elle allait se spécialiser dans l'industrie textile, puis dans les produits industriels de basse qualité, puis dans la sidérurgie et la construction navale. Et petit à petit elle noircirait *lentement* la matrice de Leontief des tableaux des échanges interindustriels. La Chine serait longtemps « l'atelier du monde » pour le travail peu qualifié et la production ayant déménagé des pays du centre de l'accumulation. Elle édifierait une industrie « nationale » réempruntant le chemin suivi par les pays d'Europe, puis par les Etats-Unis, puis par le Japon et la Corée.

La croissance chinoise s'est avérée bien plus rapide que toute celles observées auparavant dans l'histoire du capitalisme, y compris celle des Etats-Unis, déjouant les théories des « étapes obligées » de la croissance.

La dimension du pays a joué car le développement d'une demande intérieure dans la bande côtière (l'équivalent dans le modèle brésilien du triangle Sao Paulo/ Rio de Janeiro/ Minas Gerais) pour limitée qu'elle soit, a fait entrer dans le marché mondial solvable entre 350 et 400 millions d'habitants et 100 millions de salariés l'équivalent du total de la main d'œuvre active américaine . Les 36 ans de socialisme réel et l'expérience de la gestion d'un secteur industriel d'Etat ont donné d'autre part une base de départ non négligeable au gouvernement chinois. Enfin et surtout, le passage à un développement capitaliste se situant résolument au sein de la mondialisation et donc ni dans une politique de substitution des importations, ni dans une spécialisation sectorielle, a créé un développement reposant sur l'installation durable de firmes multinationales occidentales et japonaises et une

production de segments de produits monde. La Chine a attaché ainsi son char aux entreprises à fort degré de technologie (informatique en particulier) et pas seulement aux activités à faible valeur ajoutée comme le textile. Certes sa contribution aux segments supérieurs des produits à forte valeur ajoutée est encore modeste, mais il faudra bientôt parler de cette caractéristique au passé.

L'intrication que l'on constate entre la Chine et les Etats-Unis et décrite par l'historien américain Niall Ferguson comme la Chimerica¹ et Moritz Schularick² et repris en France par le Cercle Turgot Chinamérique³, n'est pas seulement le cercle vertueux et vicieux découvert à partir de 2007. Certes, L'endettement des ménages (jusqu'au 130 % du revenu en 2006) et l'endettement public issus du déficit de la balance commerciale et du déficit budgétaire largement produits par les guerres (d'Irak, d'Afghanistan) n'étaient et ne sont tenables que parce que le dollar demeure la monnaie internationale⁴ et que les bons du Trésor américains sont achetés et stockés massivement par la banque centrale de Chine dont les réserves de change sont passées de 156,1 milliards de dollars en janvier 2000 à 3 262,5 milliards en décembre 2011 soit une multiplication par 20 en onze an⁵ par suite des excédents de sa balance commerciale. Les Etats-Unis ne peuvent donc pas trop exiger une réévaluation brutale du Yuan comme ils l'avaient imposé au Japon avec les accords du Plaza, ni laisser filer massivement le dollar à la baisse sans s'exposer de la part de la Banque Centrale chinoise à une vente non moins massive de la colossale quantité de bons du trésor américain qu'elle détient et donc à augmenter fortement le coût des emprunts pour l'Etat fédéral américains.

1 Ferguson, Niall (2008-11-17). «Team 'Chimerica'». The Washington Post.

2 Moritz Schularick (2007), "Chimerica and the Global Asset Market Boom", International Finance, 10(3)

3 Le cercle Turgot , Jean-Louis Chambon, La Chinamérique Un couple contre-nature ? Editions d'Organisation, Paris, 2010

4 La dette extérieure des Etats-Unis est payée par ces derniers en dollar, c'est-à-dire qu'ils ne rencontrent pas la contrainte extérieure comme l'Europe et le Japon y ont été soumis dès la crise pétrolière de 1974.

5 Sources Les Echos, Spécial Bilan, 2011-2012, Comprendre la crise, janvier 2012, p. 43.

Ce mécanisme stabilisateur qu'on pourrait résumer ainsi : « les Etats-Unis et la Chine se tiennent par la barbichette » a fonctionné et fonctionne encore car la Chine pour tirer ses exportations vitales pour sa croissance tant que sa demande intérieure est très faible (à peine 30 % du PIB est dépensé en consommation intérieure) a besoin de la croissance américaine et donc soutient l'endettement américain. Mais il s'effondrerait comme un château de cartes au premier choc exogène comme une récession mondiale de grande ampleur s'il ne reflétait pas assez fidèlement dans la sphère macroéconomique et financière ce qui se passe dans la production mondiale : une interdépendance croissante, transversale, trans branches et intra branche industrielle. Cette structure de dépendance comme un fractal, se reproduit à tous les niveaux : des industries de main d'œuvre aux industries de forte technologie. Du textile proche de la vente de matière première (soie traitée) aux nouveaux matériaux faits à partir de fibres de bambous ou de tissus intelligents avec capteurs.

Le débat actuellement en cours au Brésil est intéressant car il concerne le secteur de l'énergie. La découverte de très grandes réserves de pétrole à grande profondeur (5000 à 7000 m de profondeur dans l'Atlantique le long des côtes brésiliennes sous le dôme de sel, mais également dans le Bassin amazonien du Rio Negro proche de la frontière de l'Equateur, entraîne un fort développement de l'industrie extractive sous la houlette de la Petrobras devenue l'un des toute première entreprise mondiale.

Contrairement à ce qui se passe pour le minerai de fer, le soja OGM, la bauxite, le bois pour la pâte à papier, la Chine ne s'est pas positionnée simplement comme importatrice du pétrole brésilien (comme elle le fait en Iran, au Soudan), mais comme fournisseur de biens d'équipement de l'industrie du forage. Sinopec, une compagnie pétrolière chinoise est entrée pour 40 % dans le capital de la compagnie espagnole Repsol⁶ et s'en est servi pour pénétrer le

⁶ Chris V. Nicholson, Repsol Sells 40% Stake to Chinese Oil Producer, New York Times, October 1, 2010.

marché brésilien. Le géant de l'Amérique Latine est maintenant préoccupé par le fait que le contenu en importation chinoise de ses futures exportations de pétrole sera important. Et qu'une partie substantiel de la valeur ajoutée associée à l'extraction des matières premières va tomber dans l'escarcelle chinoise.

De la transformation écologique à la production industrielle de cette transformation

Mais l'exemple de croissance le plus spectaculaire de la Chine concerne les industries « vertes », c'est-à-dire la fourniture d'équipement industriel pour la transition énergétique qui vise à remplacer les énergies fossiles (pétrole, charbon, lignite, gaz, gaz de schistes) et les énergies polluantes non carbonées (nucléaire, hydroélectrique à partir de barrages géants) par des énergies renouvelables (énergie géothermique, éolien, photovoltaïque). Récemment les industriels allemands, américains, français et japonais de la filière photovoltaïque se sont plaints de la concurrence écrasante de l'industrie chinoise au moment même où leurs gouvernements respectifs mettent fin aux dégrèvements fiscaux des ménages ou des entreprises qui s'équipent en énergie solaire. Le congrès américain sensibilisé propose déjà des mesures de rétorsion si les exportateurs chinois n'acceptent pas une auto limitation de leur pénétration sur les marchés, un peu comme les constructeurs japonais avaient du s'y résoudre dans les années 1970.

La filière française du photovoltaïque (fabrication de panneaux solaires) était sérieusement freinée dans son développement⁷ et Photowatt a déposé son bilan, en novembre 2011. La filière allemande et danoise pourtant plus avancée que la française, la filière américaine sont également en difficulté. D'où viennent les difficultés ? De la concurrence chinoise. Il ne s'agit plus là de la contrefaçon, de la sous traitance mais de secteurs stratégiques de la transition éner-

⁷ <http://ecologie.blog.lemonde.fr/2011/03/10/coup-de-froid-sur-la-filiere-photovoltaïque/>

gétique dans un pays dont la combustion permanente des mines de charbon à ciel ouvert en Mongolie Intérieure produit la moitié de ses émissions de gaz à effet de serre. Dans une interview au magazine Internet Plein Soleil (TECSO), Thierry Miremont, devenu fin 2010 directeur général de Photowatt, expliquait ainsi les difficultés de son entreprise. « L'entreprise chinoise Suntech Power, dirigée par lez milliardaire Shi Zhengrong qui produisait à peu près autant que Photowatt en 2004, est aujourd'hui le leader du marché avec une production annuelle estimée à 1.250 GW en 2010, alors que Photowatt n'était capable que d'en produire 70 MW sur la même année, soit près de 20 fois moins. »⁸

Certes, les partisans du protectionnisme invoquent les bas salaires chinois, les conditions de travail peu regardantes sur le maniement du silicium. Mais à la décharge de la partie chinoise, il faut remarquer que leurs concurrents payent l'absence de politique industrielle, c'est-à-dire la pauvreté des moyens, et le caractère timoré des politiques d'aide à la transition énergétique. Dès que les dispositifs incitatifs sont couronnés de succès, c'est-à-dire qu'ils commencent à ouvrir la voie à une diffusion massive, ils commencent à coûter cher aux pouvoirs publics, ces derniers reculent et reviennent sur leurs engagements précédents ce qui a un effet très négatif sur la crédibilité des politiques publiques. On a vu en France comment nombre d'engagements du Grenelle de l'environnement se sont évanois ou se sont déliés jusqu'à être vidés de leur contenu (ainsi le marchés des permis d'émission ou la taxe carbone).

Mais la deuxième raison du rapide succès chinois montre que la leçon écologique n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Tandis que les industriels des pays riches dans une logique de la perfection technique de la production industrielle se focalisaient sur le rendement énergétique des cellules photovoltaïques et essayaient de passer de à plus de 17 %, ceux de l'Empire du Milieu ont choisi de travailler

⁸ http://energie.lexpansion.com/energies-renouvelables/solaire-photovoltaïque-les-raisons-de-la-puissance-chinoise_a-33-5506.html

avec du silicium le plus pur possible⁹. Il s'agit pour l'instant d'une matière première couteuse tant que l'industrie électronique repose encore sur elle. Résultat, le coût de la production européenne, japonaise et américaine est demeuré élevé. Suivant les principes de la récupération (le fameux PLM, *product life management*, gestion du produit tout au long de sa vie), la firme chinoise guidée avant tout par une logique commerciale a privilégié la variable coût pour le consommateur et a entrepris de faire des panneaux photovoltaïques à partir du silicium déjà utilisé et recyclé. Ce silicium provient essentiellement des ordinateurs désossés en Chine (souvent par des enfants ce qui n'est pas sans poser de problèmes).

Dans la filière de l'énergie éolienne, la Chine a également conquis un rôle déterminant en dix ans¹⁰. En terme de parc éolien installé, son rôle demeure encore modeste : en 2008 elle ne représentait que 1% des capacités de production mondiale installée contre 36 % en Allemagne, 23 % l'Espagne, 16 % le Japon, 8% les Etats-Unis soit le même pourcentage que la France (1%). Mais du côté de la production des éoliennes, tout autre est le tableau .En 2011, les entreprises chinoises Sinovel et Goldwin possédaient 21 % des parts du marché mondial très loin devant le danois Vestas (12%) l'américain GEWind (10%), l'allemand Enercon et l'espagnol Gamesa avec 7% chacun¹¹. En termes d'investissement en 2010 les pays du Sud ont dépassé pour la première fois les pays développés. La Chine a elle seule a investi près de 49 milliards d'euros sur les 211 dépensés dans les énergies vertes¹². Elle a également pris pied sur le marché américain en acquérant le Shady Oaks en Illinois. Comme dans le cas des technologies des trains à grande vitesse (où l'offre industrielle

⁹ Voir par exemple l'acquisition en juin 2010 par Total de AE Polysilicon, basée à Fairless Hills près de Philadelphie aux Etats-Unis, une start up qui développe une nouvelle technologie de production de silicium de qualité solaire, utilisé pour la fabrication de panneaux photovoltaïques. Le silicium purifié sert à la fabrication des cellules qui composent les panneaux photovoltaïques. Il s'agit donc d'une étape clé, qui doit être sécurisée pour garantir l'approvisionnement de l'aval de la chaîne.

¹⁰ <http://lenergiedavancer.com/la-chine-un-poids-lourd-des-energies-renouvelables/2011/07/07/>

¹¹ L'énergie éolienne chinoise est passée de 146 MW (en 1997), à 764 MW en 2004, à 5912 MW en 2007 et à 41800 MW fin 2010

¹² L'École de finance et de management de Francfort, Programme des Nations unies pour l'environnement et Bloomberg New Energy Finance, « Tendance globale des investissements dans les énergies renouvelables 2011 »

chinoise se concentre sur le prix du paquet global en innovant sur le ballast), les solutions éoliennes chinoises sont moins exigeantes sur l'absence de variations du courant.

Le créneau visé par l'industrie chinoise est celui de produits et de solutions robustes et les moins chers possibles alimentant le marché intérieur chinois mais aussi le marché des pays émergents.

Le programme officiel du gouvernement de passer du « made in China » au « designed in China » révèle moins tant un effort sur les technologies de pointe que sur les technologies robustes, simples qui permettent d'abaisser les prix et de concurrencer les pays développés sur le marché mondial du sud, le plus dynamique.

Le bilan qu'on peut dresser sur le volet de la transition énergétique à partir des énergies renouvelables en Chine est donc loin d'être médiocre. Du point de vue écologique global cependant plusieurs limites apparaissent toutefois. La première est que comme l'Allemagne et la Pologne, l'économie chinoise continue de recourir massivement aux centrales charbon et ce d'autant plus que l'essentiel de la pollution locale générée (nous ne parlons pas de l'effet de serre global) touche le territoire de la Mongolie Intérieure où des troubles ont éclatés récemment. La deuxième limite est la filière du nucléaire civil que l'Empire du milieu n'a nullement l'intention d'abandonner malgré le risque sismique élevé qui touche une grande partie du pays. La troisième limite est l'épineuse question des barrages géants. Le nouveau projet de construction du plus grand barrage du monde d'une capacité de production d'énergie deux fois supérieure à celle du Barrage des Trois Gorges (38 GW) sur le Yarlung Tsangpo (le Brahmapoutre) suscite des inquiétudes. Enfin dernière limite, déjà signalée plus haut, les conditions de travail et de sécurité des industries de recyclage à la base du dynamisme de la filière photovoltaïque ne sont sans doute pas soutenable à long terme.

Une politique écologiste globale demeure un énorme défi

La transition énergétique par le passage à une croissance dé-carbonnée, n'est qu'un aspect du problème écologique en Chine. Le productivisme est encore au poste de commande d'autant que l'approvisionnement régulier en courant industriel demeure un problème encore récurrent. Si des efforts d'économie d'énergie sont faits en direction des ménages, la consommation d'énergie par l'industrie demeure forte.

Mais, les problèmes cruciaux pour la Chine de la quantité et de la qualité de l'eau, du traitement des déchets, de la pollution chimique des sols et de la désertification des sols arables, sont loin d'afficher un bilan aussi favorable. Le pays qui ne possède que 7% de terres arables perd 27 000 km² par an. Les politiques de reforestation au Nord Ouest de Pékin pour freiner la désertification, largement compromises par les jeux Olympiques n'ont pas enrayé ce phénomène qui menace directement la capitale du pays. La pénurie d'eau dans la Chine du Nord est du Nord Ouest est une donnée plus que millénaire. Des systèmes de canaux d'irrigation couverts ont été mis en place depuis longtemps. L'écosystème de la Chine du Nord est déjà très sensible aux sécheresses dont dépendent les récoltes de blé. Les énormes besoins en eau de l'industrialisation et de la concentration urbaine ajoutent une charge supplémentaire sur un milieu naturel déjà fragile. Le grenier à eau de la Chine du Nord et du grand Ouest est le Tibet. Dans ce haut plateau de l'Himalaya la fonte des glaciers diminue la capacité de stockage et surtout la régularisation des débits des fleuves. Problème annexe, lié au réchauffement climatique, la fonte des glaciers a révélé et fait fondre l'*iced oil*, des gisements bitumineux à ciel ouvert. C'est dire l'étendue des défis qui restent à relever et qui s'ajoutent à la faible qualité environnementale (en matière de pollution atmosphérique, d'accidents industriels) d'un pays qui connaît une urbanisation massive et une fuite vers la zone

Le coti ère que les autorités souhaitent freiner notamment par la réforme du Hu Kow (le laissez passer intérieur).

La pression sociale constitue un aiguillon de plus en plus présent. Nombre « d'incidents de masse » ont pour origine les négligences des autorités locales en matière de pollution ou de corruption, cette dernière expliquant largement l'inertie dans l'application des normes qui commencent à émerger.

Mais si dans ces défis écologiques (en particulier le traitement des déchets), le gouvernement adopte la même méthode que ce qui a été fait dans le domaine des énergies renouvelables, des progrès rapides pourraient s'opérer.

腐敗

腐败 Corruption

Pour une fois, les deux idéogrammes coïncident parfaitement avec le mot corruption qui signifie pourriture. En effet, pour la Chine comme pour le reste du monde, la corruption est un fléau qui mine de l'intérieur tout système politique. Ce qui distingue un régime d'un autre, ce sont les moyens utilisés contre ce fléau. Dans un système démocratique, la séparation des pouvoirs constitue la garantie essentielle contre la corruption et tout abus de pouvoir. Dans certains pays asiatiques qui se dotent d'un système politique hybride, le moyen de lutte est la punition légale et sévère, ce que le texte ci-contre tente de nous démontrer pour le cas de Singapour.

Mais ce qui n'est pas évident, c'est que, malgré la détermination de certains dirigeants chinois comme Wen Jiabao et la multitude des institutions et des mesures contre ce fléau en Chine, la corruption ait toujours le vent en poupe. Les sondages confirment régulièrement que la corruption figure parmi les premiers soucis de la population depuis des années. D'après les chiffres officiels, de 1978 à 2007, la totalité des cadres condamnés pour raison de corruption dépasse les 5 millions. Malgré les campagnes périodiques, la corruption s'aggrave et s'étend chaque année. Parallèlement, corruption et anti-corruption surtout sont un sujet permanent et omniprésent dans la propagande relayée par la presse officielle.

On peut considérer légitimement que la cause de ce phénomène paradoxal est l'absence de tout contre-pouvoir en Chine. On peut aussi s'interroger sur la vraie fonction de la propagande et des déclarations d'intentions médiatisées. Elles ne sont pas efficaces pour réduire la corruption mais montrent par contre, avec éloquence, la volonté de lutte sans faille des dirigeants du parti.

Chen Yan

ET LE SORT DE « JEN » ?¹

→CARLOS POLENUS

Conseiller spécial de la Confédération Syndicale Internationale, il est devenu un expert des questions syndicales et ouvrières en Chine. Auparavant, il a été secrétaire fédéral du BBTK (Setca flamand), il a enseigné l'économie et travaillé en Afrique

La Chine n'est pas près de disparaître de l'actualité. Pour les nationnalistes, c'est une dictature Han qui opprime les minorités ethniques, pour les démocrates, il s'agit d'un système politique autoritaire cheminant vers le statut de superpuissance, pour les entrepreneurs est un pays de cocagne doté d'énormes marchés et d'une grande liberté d'entreprise, à savoir la liberté de payer des salaires peu élevés, d'imposer de longues heures de travail, et de polluer sans relâche.

L'évolution sociale de « Jen », le travailleur chinois moyen, est, elle peu connue.

En 2007, après quatre années de préparation académique et de débat, une nouvelle législation a été adoptée en matière de travail. Elle concerne tous les travailleurs : ouvriers, employés et fonctionnaires. Il est intéressant de constater que l'Internet a été impliqué dans l'élaboration de la réforme. Au cours de l'année 2006, ce sont pas moins de 190 000 commentaires en ligne qui ont été traités par un professeur d'université et son équipe, avant la phase finale de marchandage politique.

.....
1 Traduction du néerlandais par Edgar Szoc

Le seul pays au monde dans lequel une démarche similaire a été menée est le Brésil. Sous la présidence de Lula, les droits syndicaux ont en effet sensiblement progressé, notamment en termes de droit d'initiative d'établissement d'un syndicat, de protection des délégués syndicaux d'entreprise et de contrôle de l'application de la législation sociale et du travail.

En Chine, c'est une population de plus de 300 millions de travailleurs qui a désormais sans aucune équivoque droit à un contrat de travail écrit reprenant le salaire horaire, le nombre d'heures ouvrées hebdomadairement, la tarification des heures supplémentaires, et l'interdiction des châtiments corporels. C'est donc un marché du travail formel qui est créé. Un employeur qui ne paierait plus de salaire depuis six mois à un travailleur migrant venu de la campagne, ne pourra plus prétendre devant un tribunal qu'il n'a jamais entendu parler de cette personne.

La retenue sur salaire ou le non-paiement de celui-ci sont dorénavant considérés comme des vols. Les sanctions arbitraires et physique sont interdites, le licenciement sans préavis ni indemnité est illégal.

L'application de cette loi a été rapide grâce à la mise en place d'un système national de comités de médiation individuelle. Ceux-ci donnent aux travailleurs migrants la possibilité de déposer gratuitement plainte sans obligation de rester dans la province où ils travaillent, ni de recourir aux services onéreux d'un avocat du travail. Les plus de 600 000 plaintes annuelles ont démontré l'utilité pratique du système.

Le syndicat unique chinois, l'ACFTU (All China Federation of Trade Unions) a négocié et promu cette loi, mais n'en constitue pas l'agent actif sur le terrain des entreprises. C'est d'ailleurs, de manière plus générale, que son impact s'avère supérieur sur le contrôle réglementaire au plan national que sur les entreprises elles-mêmes.

Des études datant de 2010 ont permis de constater que 11% d'employés supplémentaires disposaient désormais d'un contrat écrit et que 6% se trouvaient en cours d'une procédure fondée sur le nouveau Code du travail. Ce sont en particulier les travailleurs migrants, qui constituaient la partie la plus vulnérable du marché de l'emploi, qui bénéficient de la nouvelle législation. Une zone grise subsiste toutefois de manière non négligeable, puisqu'elle constituerait 16% de la force de travail.

Le marché chinois de l'emploi est particulièrement segmenté : environ 200 millions de travailleurs paysans ont quitté les provinces intérieures pour aller travailler dans les provinces côtières. Leur salaire y est nettement plus élevé que dans les campagnes – mais au prix d'une lourde exploitation physique, sociale et même culturelle. Ils ne disposent pas des mêmes droits que les travailleurs urbains et n'ont pratiquement pas accès aux services sociaux tels que la garde d'enfants, l'école, les soins de santé, le logement, etc.

Beaucoup en reviennent avec des récits d'horreur. Mais ils se sont également frottés à la modernité et se sont acquis quelques compétences. C'est parfois à la campagne même qu'ils montent leur propre affaire.

La politique chinoise de l'enfant unique commence à atteindre son point de basculement démographique. La population est vieillissante et l'afflux de nouveaux travailleurs sur le marché va diminuant. La jeune génération issue de la campagne n'est par ailleurs plus prête à subir le même travail d'esclave que les précédentes. Ils veulent de la ville, mais ils veulent aussi y rester et profiter des avantages de la modernité. C'est avec les images télévisées de l'Exposition de Shanghai et des Jeux olympiques de Pékin qu'ils ont grandi.

Pour attirer des travailleurs en suffisance, certaines villes et provinces côtières améliorent leurs conditions de séjour. Trente d'entre elles ont augmenté le salaire minimum en vigueur. Les salaires minimums

en Chine constituent d'ailleurs moins un véritable plancher qu'un objectif à atteindre pour les migrants.

Pour répondre à la pénurie de travailleurs, les entreprises engagent également des étudiants. Les lignes de production de biens d'exportation comme les iPod, iPhone ou iTab destinés aux consommateurs occidentaux branchés sont occupées par des travailleurs qui, dans 99% des cas, y restent moins d'une année. C'est de cette façon que les étudiants les plus pauvres gagnent l'argent nécessaire à leur scolarité. Quant aux enseignants, ils conservent leur emploi en fournissant au recrutement des groupes d'étudiants à engager en bloc.

Lorsque les 30% des étudiants travaillant au sein de l'usine Honda à Nanhai (province du Guangdong) ont constaté que l'augmentation du salaire minimum provincial ne leur était pas appliquée, ils ont organisé une grève. Bien que relevant du ministère de l'Éducation, et donc en dehors du périmètre du droit du travail, ils ont réussi leur grève puisque l'augmentation de salaire leur a été accordée. Elle a d'ailleurs donné le coup d'envoi à une série d'arrêts de travail, de manifestations et de grèves dans plus de 1000 entreprises exportatrices du Guangdong. C'est également à l'extérieur de la province du Guangdong que les travailleurs ont mené le combat – tout en se limitant à des revendications d'ordre économique. La presse leur a témoigné beaucoup de sympathie et les médias sociaux se sont chargés de les soutenir et de les relayer.

L'ACFTU a réagi rapidement à cette occasion de mettre le système actuel de négociations collectives en surchauffe, en exigeant de passer du droit actuel à l'information en matière de salaires à un système de salaire négocié entre délégués syndicaux et chefs d'entreprise.

L'accord de coopération conclu entre la CSI (Confédération syndicale internationale) et l'ACFTU y a d'ailleurs joué un rôle : le savoir-faire en matière de négociations collectives, de relations industrielles, de

droit de grève, de médiation des conflits collectifs, etc. a fait l'objet d'un large échange entre les deux organisations.

Le temps est donc venu de prendre nos responsabilités. Grâce à l'amélioration du partenariat avec des universitaires et des militants syndicaux chinois, le mouvement syndical international est à même d'obtenir de réels progrès.

科学

科学 Science

Rares sont les mots comme la science, la démocratie et la liberté à être si lourdement chargés d'émotion et d'amertume dans l'histoire moderne de la Chine. Pourtant, ils ne sont chinois que depuis une centaine d'années. Les idéogrammes pour transcrire ces mots ont été choisis par les Japonais avant d'être adoptés par les lettrés de l'Empire du Milieu. En 1915, tandis que les élites du pays étaient sur le point de suivre résolument la voie de l'occidentalisation, les concepts de science et de démocratie n'avaient pas encore trouvé leurs noms propres en chinois. On les baptisaient phonétiquement Monsieur Sai et Mr De – en reprenant la première syllabe de leur nom en Anglais- et en réclamant leur établissement en Chine.

Les destins chinois de la démocratie et de la science sont radicalement différents mais tous deux extraordinairement brillants. Tous deux sont prisées à la fois par la population et par les dirigeants politiques. Le mot démocratie est tellement apprécié que le régime de Mao en a fait un monopole. Ni la presse, ni la population, ni les étudiants n'ont le droit de l'employer.

La situation de la science est encore plus privilégiée. Durant toutes les années -Mao et il y en a encore de beaux vestiges aujourd'hui, la science s'écrivait en majuscules. Il y avait les sciences, et il y avait La Science, la mère de toutes les sciences : le communisme ! Mao n'avait-t-il pas dit : « le marxisme-léninisme est l'essence de la science du prolétariat du monde entier. » ? Sous l'œil bienveillant de la Grande Science, les sciences s'en sortaient bien mieux que la démocratie. Les institutions chargées des recherches scientifiques ou de l'enseignement ont été établies. A part la courte période des dix ans de Révolution culturelle, les chercheurs sont plutôt respectés. L'un des seuls bémols est que, pour être un bon scientifique (expert), il vaut mieux être d'abord un révolutionnaire (rouge) docile.

Aujourd’hui, la science est à la mode au détriment de sa sœur la démocratie. Politique scientifique, gestion scientifique, décision scientifique, bref, on ne doit rien faire sans la science. Le dernier déploiement de cette mode est incontestablement la théorie du développement scientifique lancée en juin de cette année par le dernier grand Maître à penser Hu Jintao. Le 17ème congrès du PCC honora cette « théorie scientifique » en la consacrant doctrine du Parti. Vive la science ! A condition qu’elle demeure la servante de la politique.

Chen Yan

DROITS DE L'HOMME : LES CONTRADICTIONS D'UNE «VOIE CHINOISE» ?

→MARIE HOLZMAN

Sinologue, présidente de l'association Solidarité Chine fondée en 1989, auteur de nombreux ouvrages sur la Chine contemporaine, dont «Chine, on bâillonne pas la lumière», (Gawsewitch, 2009), traductrice de nombreux textes chinois dont «L'empire des Bas-fonds», de Liao Yiwu (Bleu de Chine) et éditeur d'ouvrages sur la Chine, dont «L'insoumise de Lhassa», de Gyaltsen Drolkar, chez François Bourrin, 2011

L'irruption de la Chine comme sauveur de l'Europe au sommet du G20 de Cannes en novembre 2011 ne va rien faire pour améliorer la défense des droits de l'Homme en Chine. En effet, l'opinion publique occidentale, qui avait déjà largement tendance à considérer que leurs médias se penchaient trop souvent sur le cas de quelques personnalités médiatiques en difficulté, tels Ai Weiwei, Liu Xiaobo ou Hu Jia, et qu'il fallait laisser les Chinois se débrouiller entre eux pour régler progressivement leurs problèmes intérieurs, va se sentir confortée dans ce genre de certitudes. La Chine ne vient-elle pas de prouver avec éclat que, non seulement un pays communiste était capable de rester au pouvoir alors que les dictateurs tombaient les uns après les autres dans le reste du monde, mais aussi qu'elle savait mieux intervenir dans les marchés financiers que les pays dits développés eux-mêmes ?

Un comble, n'est-ce pas ? Du coup, les associations humanitaires qui viennent en aide aux plus démunis peinent déjà à rassembler des fonds pour alimenter leur action. Pierre Haski, qui est à l'origine d'une très belle initiative puisqu'il a lancé « Les enfants du Ningxia » pour aider à la scolarité de plusieurs centaines de petites filles dans cette province du Nord-Est, où de nombreux Chinois musulmans tentent de survivre dans des conditions climatiques difficiles, avoue qu'il a du mal à convaincre les donateurs à poursuivre leur aide. Ces derniers rétorquent : « Puisque la Chine est si riche, c'est à elle de prendre le relais et d'assurer la scolarisation de ses enfants. » Pierre Haski constate avec regret que, même si son association a réussi en l'espace de quelques années à créer une dynamique autour de quelques établissements scolaires du Ningxia, le gouvernement local n'a pas pris le relais et que, faute de soutiens financiers, ces enfants seront de nouveau renvoyés dans la pauvreté.

De leur côté, les internautes chinois protestent : « Pourquoi nos dirigeants vont-ils verser des milliards de dollars à l'étranger, alors que nous ne trouvons pas à nous loger avec nos salaires de misère, ni à soigner nos vieux parents dans des hôpitaux devenus de plus en plus onéreux ? » Poursuivons dans le paradoxe, et voyons ce que pensent les milliardaires chinois de leur propre pays. Et tout d'abord, combien sont-ils ? Il y aurait un million de Chinois millionnaires et 213 milliardaires en dollars, selon la revue Forbes, avec, en quatrième position Robin Li, fondateur du moteur de recherche Baidu et première fortune du pays avec 9,4 milliards de dollars. Les trois premiers sont des entrepreneurs. Selon une étude publiée en Chine même par le Hurun Report et la Banque de Chine, un sondage réalisé auprès de 980 millionnaires chinois montre que 46% d'entre eux pensent à quitter la Chine¹. Les raisons ? Ils trouvent que l'éducation des enfants (encore elle !), la rigidité du système qui freine la modernisation du pays, l'environnement social qui se dégrade et l'insécurité alimentaire sont des raisons suffisantes pour aller tenter

1 In « latribune.fr du 31/10/2011

l'aventure ailleurs. Un autre sondage réalisé par China Merchants Bank et Bain & Co montre aussi que 27% de ceux qui étaient à la tête de fortunes dépassant la dizaine de millions d'euros avaient déjà émigré, et que 47 % se préparaient à émigrer² ! Là encore, les raisons invoquées sont l'éducation des enfants, la pollution des grandes villes chinoises, la santé, la qualité de la vie. Personne n'évoque directement le fait que les milliardaires sont fréquemment la cible des attaques de la justice chinoise et que tous les ans, l'un ou l'autre d'entre eux se retrouve derrière les barreaux, ou carrément condamné à mort, mais il est facile d'imaginer que ce genre de détail pèse lourd dans leur désir de posséder un passeport étranger, ou au moins un permis de résidence à l'étranger.

Poursuivons l'enquête auprès des super-nantis et posons-nous la question qui fâche : si les droits de l'homme étaient réellement respectés en Chine, ses riches ressortissants ne s'y sentirait-ils pas plus en sécurité ? Dans un article décrivant l'oligarchie chinoise, la chercheuse Valérie Niquet remarque que l'élite chinoise a réussi à sortir 123 milliards de dollars pour la seule année 2010³, soit un peu plus que ce que la Chine a proposé au sommet du G20 à Cannes pour aider l'Europe à sortir de la crise. « Comme dans la Chine du Guomindang si décriée, la corruption est partout, gangrène régulièrement dénoncée, mais contre laquelle le parti ne peut lutter tant elle est inscrite dans le système lui-même. » Nous y voilà ! La corruption nous ramène directement à notre sujet : qui dit corruption dit abus de pouvoir, qui dit abus de pouvoir dit violence, et la violence est devenue le moteur de la société chinoise.

Des incidents de masse aux enlèvements, des expulsions brutales aux immolations par le feu, des explosions de colère mettant les villes sens dessus dessous, des lourdes condamnations aux intimidations par la torture, les événements rapportés quotidiennement par la presse en Chine, les journalistes de Hong Kong, les internautes et

² In CNBC.com, article de Shaun Rein publié le 12/9/2011

³ french.china.org.cn 22/6/2011.

les twitters, ainsi que la presse occidentale, rien n'est fait pour rassurer le lecteur concernant la douceur de vivre à la chinoise. Même l'expression *weiwen* (maintenir la stabilité, qui est une contraction de *weichi wending*) est associée maintenant au caractère *fei* (frais). Autrement dit, le concept de « stabilité » est directement à celui de la répression puisque la question est de savoir combien vont coûter les frais (*weiwenfei*) associés au maintien de ce délicat équilibre. La réponse a été donnée en mars 2011, lorsque le budget de la police a été porté à 624 milliards de yuan, soit un peu plus que le budget de la défense nationale.

Le cas le plus emblématique des méthodes du *weiwen* est celui d'un avocat aveugle du nom de Chen Guangcheng, dont la situation attire l'attention d'un nombre de plus en plus considérable de gens à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine. Cet homme aura fêté son quarantième anniversaire, le 12 novembre 2011, dans des conditions d'autant plus difficiles à imaginer qu'il est littéralement soustrait de la vue du monde depuis de nombreux mois. Parce que Chen Guangcheng s'était aventuré à défendre les victimes de pratiques dont personne n'a le droit de parler en Chine, les avortements forcés, il fut condamné à quatre ans et trois mois de prison. Après avoir purgé sa peine, il a été reconduit chez lui par la police, dans son village de Dongshigu, à Linyi, dans la province du Shandong. Dès son arrivée, une surveillance constante du moindre de ses mouvements a empêché qui que ce soit d'entrer directement avec lui. Pire encore, sa femme, son enfant de six ans, et sa belle-mère, ont été pratiquement assignées à résidence en même temps que lui.

Au printemps 2011, Chen Guangcheng a réussi à enregistrer une vidéo de lui-même décrivant les conditions impossibles dans lesquelles il était condamné à survivre, et faisant un discours encourageant ses concitoyens à prendre leur destin en main, à utiliser tous les moyens possibles de communications pour se battre pour la démocratisation du pays, et à faire parvenir secrètement ce témoignage à des amis

en-dehors de son district pour qu'il soit mis en ligne. Furieux, les vigiles chargés de sa surveillance l'ont sauvagement battu, ainsi que sa femme, pour leur faire passer le goût de la rébellion, mais l'affaire a tellement ému ses nombreux supporters que Chen Guangcheng est devenu une idole nationale. Des dizaines d'intellectuels connus se sont fait photographier avec des lunettes noires, comme en porte Chen, et nombreux sont ceux qui ont mis son portrait sur leur téléphone portable ou leur fond d'écran.

De plus une sorte de pèlerinage s'est créé autour de Dongshigu. Des journalistes, ou des avocats défenseurs des droits civiques ont tenté de s'en approcher, seuls ou en petits groupes, mais personne n'a réussi à passer la barrière invisible instaurée par les bandes de voyous qui ont été désignés pour effectuer ce genre de sale besogne. Certains ont été battus, d'autres dépouillés de leurs appareils photos, ordinateurs ou effets personnels, certains ont été emmenés ailleurs de force, et d'autres ont été plus ou moins gravement blessés. A chaque tentative, les participants postent le récit de leurs efforts en ligne, et ces tweets sont consultés plusieurs centaines de milliers de fois avant d'être effacés par la censure. En quelques mois, le prénom de Chen Guangcheng est même devenu une sorte de slogan politique : « Nous voulons la lumière (*guang*), nous voulons la sincérité (*cheng*) », qui appelle à l'émergence d'une nouvelle société. Et c'est sans doute grâce à cette pression populaire qu'une première victoire a été remportée : la fillette du couple Chen a été autorisée à se rendre à l'école. Il est pourtant difficile d'imaginer la mesquinerie des réactions au niveau local ! Maintenant que la petite peut, comme la plupart des enfants de son âge à la campagne, se rendre à l'internat durant la semaine, elle n'est plus autorisée à rentrer chez elle le dimanche.

Cette guerre souterraine qui se déroule autour du cas Chen pose la question des responsabilités : qui veut la peau de ce malheureux aveugle autodidacte ? Les autorités locales, au niveau du village ou du district, peuvent prendre quelques initiatives malheureuses, comme

donner l'ordre de tabasser Chen tous les jours, ce qui est le cas, selon les dernières informations que nous avons pu obtenir. Elles ne peuvent toutefois pas exiger le budget nécessaire à une surveillance constante, nuit et jour, exercée à l'aide de dizaines de malfrats qui ne reculent devant aucune brutalité pour maintenir les curieux en dehors du périmètre du village, et faire régner la terreur dans le village. De plus, nombreux sont les militants chinois qui, ayant tenté d'approcher le village de Dongshigu, ont été retenus par la police, et maltraités dans des bourgades aux alentours, pendant plusieurs jours, sans qu'aucun d'entre eux puisse être défendu par une quelconque forme de légalité. Seul un dirigeant au plus haut niveau peut donner l'ordre d'une persécution aussi brutale, prolongée et inique. Alors ? De qui s'agit-il ? Hu Jintao, Wen Jiabao ou Zhou Yongkang ? Peu importe, au plus haut sommet de l'Etat, il a été décidé de faire de Chen Guangcheng un exemple à ne pas suivre, et la base, consciente du feu vert qui lui a été accordé, ne fait que refléter la violence de l'Etat en exécutant ses ordres. De plus, tout recul est devenu impossible : si le pouvoir cessait de persécuter Chen Guangcheng, ce serait une forme d'encouragement à tous ceux qui souhaitent protester contre un système de contrôle des naissances trop violent, ou tout autre abus de pouvoir en Chine.

Il existe d'autres victimes de ces décisions catégoriques du pouvoir. Ce qui varie, c'est leur exécution. Si Hu Jintao, par exemple déclare : « Personne ne peut approcher Liu Xiaobo, et nous ne céderons à aucune pression extérieure », la justice le condamne à onze ans de prison ferme, et ce n'est pas l'attribution du Prix Nobel de la paix qui va y changer quoi que ce soit. Même chose pour Gao Zhisheng, également avocat défenseur des droits civiques, qui est retenu quelque part et dont on est absolument sans nouvelles depuis mai 2010. En avril 2010, il était réapparu, suite à de très fortes pressions internationales et avait pu, durant les quinze jours de liberté dont il a profité, raconter les horribles tortures dont il avait été victime depuis sa première arrestation, en 2008. Pourquoi un tel acharne-

ment ? La cause est claire : en défendant des membres du mouvement spirituel Falungong, Gao Zhisheng s'était aventuré dans l'une des nombreuses zones déclarées interdites par le pouvoir, qui persécute tous les adeptes de Falungong depuis 1999. Quant à des intellectuels comme Liu Xiaobo ou des artistes comme Ai Weiwei, ils font aussi office de modèle à ne pas suivre : « Vous prétendez que vous savez mieux que nous comment gouverner la Chine ? Voilà ce qu'il va vous en coûter. »

Depuis 2011, il ne suffit plus d'intimider la population à l'aide de quelques personnages emblématiques placés sous les verrous, il faut également condamner au silence des personnes un peu moins connues et leur instiller une terreur qui aura un effet prolongé sur leur entourage. Les cas des deux avocats défenseurs des droits civiques Teng Biao et Jiang Tianyong sont très révélateurs de ce nouvel état d'esprit. Teng Biao, fervent abolitionniste et infatigable défenseur des victimes d'une justice aveugle, a été kidnappé à deux reprises, une fois durant quelques jours en décembre 2010, l'autre fois, du 19 février au 29 avril. Il a été arrêté à l'issue d'une réunion avec ses collègues, où ils ont discuté des façons de venir en aide à Chen Guangcheng. Jiang Tianyong, arrêté en même temps que Teng Biao et tout aussi actif dans la défense des expropriés, des minorités ethniques opprimées, des condamnés après extorsion d'aveux sous la torture, a disparu jusqu'au 19 avril. Ce qui est particulièrement frappant dans le cas de ces deux hommes, c'est qu'ils n'ont recommencé à communiquer sur leurs blogs ou sur Twitter que plusieurs mois après leur retour à la maison. Le témoignage de Jiang Tianyong sur les conditions de son incarcération, rapporté seulement à la mi-septembre dans le South China Morning Post⁴, est poignant. Pendant soixante jours, personne n'a su où il se trouvait, et il a dû passer l'essentiel de son temps assis le dos droit, sans bouger, en regardant un mur. Il a aussitôt été violemment battu, parfois privé de sommeil pendant cinq jours d'affilée, souvent persécuté psychologiquement. Il se souvient

⁴ Article de Ng Tze-wei du 14 septembre 2011.

avoir entendu une femme torturée dans la pièce à côté de la sienne durant la nuit du 21 mars. Il était persuadé qu'il s'agissait de sa propre épouse... Quand, plusieurs jours après, il a fini par comprendre qu'il ne s'agissait pas de sa femme, il était déjà si perturbé qu'il ne parvenait plus à dormir la nuit malgré un état de grand épuisement.

La question qui se pose est, évidemment, pourquoi Jiang Tianyong est sorti de sa réserve cinq mois après sa libération, pourquoi il a repris ses twit au mois d'août, et pourquoi il n'a pas été aussitôt arrêté, alors que les autorités policières lui avaient clairement signalé qu'il ne devait pas s'exprimer sur ses conditions d'incarcération. La réponse est complexe. Il est probable que l'effet de terreur provoqué sur Jiang par son incarcération a duré quelques semaines, et que sa famille, tout aussi effrayée, a fait pression sur lui pour qu'il se tienne coit pendant un moment. Et si, en septembre, il a tout de même accordé une interview à une journaliste de Hong Kong, c'est que, au fond, les autorités ne sont pas si mécontentes de faire indirectement savoir à toute la mouvance militante pour l'émergence d'une véritable société civile, le traitement qui leur sera réservé s'ils s'aventurent sur des terrains qui leur sont interdits.

Cette brève analyse de quelques cas particuliers de violations des droits de l'homme en Chine ne doit pas faire oublier les quelque cent mille incidents annuels reconnus par le gouvernement chinois. De tous côtés, et de toutes les couches sociales montent des revendications qui exigent satisfaction, et une volonté d'en découdre avec les décisions bureaucratiques contraires aux intérêts du peuple. La Lettre d'information de la Commission Enquête Chine⁵ est un bimensuel qui rend compte de l'évolution des conflits sociaux, de la vie du syndicat officiel AFCTU, et de ses ambiguïtés, de l'inflation, de l'évolution des chiffres du chômage, etc. Cette lettre décrypte, cas après cas, le contenu des revendications exprimées par les manifestants de ces innombrables « incidents ». Par exemple, le 8 septembre 2011, grève

⁵ Pour s'abonner à cette lettre, le courriel est : comenchine@wanadoo.fr

de dix mille ouvrières de la lingerie de luxe. Elles touchent entre 78 et 100€ par mois, et la réponse de la direction à une demande d'augmentation a été de proposer une prime inaccessible ! Il leur faudrait réaliser 40 pièces en 38 minutes pour augmenter leur maigre salaire. Le 23 septembre, plusieurs centaines de villageois de Lufeng, dans la province du Guangdong, ont protesté contre la saisie de terres par les autorités. Plus d'une douzaine de policiers ont été blessés et des bâtiments de la municipalité ont été saccagés. Le 10 janvier à Zhengzhou (province du Henan), des milliers de chauffeurs de taxi se sont mis en grève pour obtenir le retrait de la décision de la municipalité de faire travailler les 10 600 chauffeurs sept jours sur sept. Réponse des autorités locales : un millier de policiers ont été appelés en renfort pour maintenir l'ordre. Imaginez qu'il se produit à l'heure actuelle plus d'un « incident » de ce genre toutes les cinq minutes en Chine...

Un commentateur chinois, Liang Jing, analysait sur son blog, le 1^{er} novembre 2011, les causes de cette violence en évoquant le cas de Zhili, bourgade du Zhejiang où ont explosé des émeutes d'une brutalité inattendue en octobre 2011. Alors que, depuis la fin des années 1990, les cadres locaux se sont enrichis sur l'expropriation des paysans et la vente des terrains aux entreprises locales, ce filon commence à s'étioler, et il s'agit maintenant de chasser les petits patrons chinois au profit d'entreprises à capitaux étrangers, ou d'entreprises plus ou moins subventionnées par l'Etat. Ces entreprises, bénéficiant de capitaux plus importants, peuvent racheter les terrains à prix fort. Pour déloger les patrons locaux, la municipalité a décidé d'augmenter les impôts locaux, sans préavis ni concertation avec la population. Comme le résume Liang Jing, « la façon de régler les problèmes suit les mêmes recettes habituelles : d'un côté, l'on réprime et de l'autre, on bloque l'information. » Et de conclure : « Pour les fonctionnaires locaux et nationaux, le seul problème c'est d'éviter que les conflits ne prennent trop d'ampleur au cours de l'année en cours. L'attitude est simple : 'si le prochain conflit est encore plus violent, peu importe,

la responsabilité retombera sur les épaules de mon successeur, et je pourrai m'en laver les mains'.

Pour le moment, Hu Jintao est à la tête du pays. Xi Jinping sera probablement son successeur. Personne ne sait ce que pense Xi Jinping, ni quelle sera sa stratégie pour calmer les tensions grandissantes au sein de la population. La plupart des observateurs estiment qu'il ne pourra pas faire autrement que poursuivre une politique répressive, car le moindre relâchement de la dictature permettrait à tous les conflits latents d'exploser simultanément, et le pouvoir ne pourrait plus reprendre la main. Que ce soit en Chine intérieure, au Tibet, au Xinjiang, le moteur actuel du gouvernement chinois tourne à la dynamite de l'explosion sociale.

On voit bien que seule l'émergence d'une véritable société civile, capable de se défendre, de s'appuyer sur une justice au-dessus du parti, et au service des citoyens, permettra de sortir de ce cercle vicieux. La prise de conscience de la société est de plus en plus aigüë, et le pouvoir se sent en sursis, c'est pourquoi sa réaction reste immuable : censure de la presse, contrôle de l'Internet, propagande à tout crin, et répression. Sa grande terreur est évidemment la réplique d'une révolution de Jasmin. Ce n'est pas un hasard si l'immolation par le feu de plus d'une dizaine de moines du monastère de Kirti, et de deux nonnes des environs, dans la province du Sichuan, ont provoqué une réaction démesurée : en novembre 2011, cela faisait en effet plus de huit mois que le monastère était isolé du monde, les deux mille moines du monastère étant littéralement mis en état de siège par 30.000 hommes de la police armée. Le Président du Conseil Européen, le Président des Etats-Unis ont notamment demandé à l'Etat chinois d'entamer un dialogue avec la population tibétaine pour sortir de cette impasse, de revoir sa politique concernant la liberté religieuse et culturelle. Pour le moment, rien n'y fait : la seule réponse du pouvoir chinois reste la violence. Et le reste du monde est impuissant à l'endiguer.

人权

人权 Droits de l'Homme

A l'origine, le concept vient d'Occident. Le mot, composé de 2 idéogrammes est un néologisme. Les Chinois ont eu du mal à deviner son sens car la notion de Droit est étrangère à leur culture. Les 2 caractères signifient respectivement l'homme et le pouvoir. Il fallait mettre l'accent sur l'homme en tant qu'individu d'une part et injecter la notion du droit dans la perception du concept. Plus d'un siècle a passé; les vicissitudes politiques et idéologiques n'ont pas favorisé outre mesure l'acception du concept. Surtout, le régime de Mao avait complètement évincé le mot du vocabulaire de la Chine populaire.

Mais surprise, on assiste, 25 ans après le lancement de la réforme, au retour puissant de la notion de droit et à une résurgence phénoménale de la conscience de la population en matière de droits de l'Homme. Un mouvement baptisé *défense des droits des individus* se fait de plus en plus entendre depuis le début du millénaire. Succédant au mouvement des Lumières animé par les intellectuels dans les années 1980 et 1990, des avocats, des juristes, des journalistes et des internautes citoyens s'élèvent contre les injustices sociales et s'emparent notamment via Internet des cas des individus laissés pour compte de la transformation sociétale pour prendre leur défense. C'est ainsi que les migrants, les paysans, les ouvriers renvoyés, les expropriés etc. s'incrustent peu à peu dans le débat public.

Par calcul stratégique, le régime communiste finissant a bien été obligé de réinscrire les droits de l'Homme dans sa constitution en 2004. Chose paradoxale. Bien que la notion soit reconnue par la Constitution, l'emploi du mot « Droits de l'Homme » est toujours ultra sensible pour la presse, alors que le mouvement de défense des droits des individus s'élargit, s'enracine dans la société et s'exprime de plus en plus ouvertement en substituant le mot individu à celui d'homme.

Chen Yan

L'INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX RENVERSERONT-ILS LA CHINE ?¹

→CASSANDRA SHI

Cassandra Shi a étudié l'économie et la finance à l'Université des Sciences et Technologies de Beijing.

Elle poursuit actuellement une spécialisation en systèmes d'information et de la sécurité des informations à l'Université Carnegie Mellon (USA). Ses recherches portent sur la censure sur Internet et le mouvement pour les droits numériques en Chine.

Au cours du débat de novembre de la primaire républicaine au Wofford College de Spartanburg, en Caroline du Sud, l'ancien ambassadeur américain en Chine Jon Huntsman a défié la ligne dure de ses opposants en matière de commerce et de politique monétaire de la Chine. Huntsman a appelé les Américains à s'allier avec les 500 millions d'internautes chinois, plus nombreux chaque jour, à leur tendre les bras et à les amener à un changement qui « abattrait probablement la Chine » – ce dont les États-Unis pourraient tirer un avantage économique sans déclencher de guerre commerciale.

¹ Traduit de l'anglais par Edgar Szoc

De Hillary Clinton à Jon Huntsman, les politiciens américains semblent particulièrement friands de la génération de jeunes internautes chinois. Mais les nuances machiavéliques du commentaire de Huntsman incarnent parfaitement un des thèmes de propagande favoris du régime chinois : les États-Unis seraient la cheville ouvrière d'un complot visant à saper la Chine en se servant de l'Internet comme d'une arme. Comparé aux autres candidats républicains extrémistes, Huntsman manifeste toutefois clairement l'attitude la plus modérée à l'égard des relations sino-américaines. S'il était élu président ou vice-président, les capitalistes d'État chinois, qui cherissent le concept de mercantilisme, seraient sans aucun doute être ravis d'accueillir Huntsman au banquet d'État à Zhongnanhai, lors de son retour à Pékin.

Même si l'expression « abattre la Chine » doit se comprendre en termes de rhétorique de campagne, Huntsman s'est néanmoins trompé. Non seulement parce qu'il sous-estimé le patriotisme de la jeunesse chinoise - une génération technophile qui n'a aucune raison d'essayer de perturber l'économie chinoise – mais également parce qu'il a commis l'erreur – fréquente – de surestimer la portée du changement social et politique que l'Internet et les médias sociaux seraient en train de produire en Chine. C'est plus vraisemblablement la croissance de la précarité économique chinoise – inflation forte, bulles immobilières, prêts gouvernementaux de mauvaise qualité, conflits fonciers, etc. – qui jouera le rôle principal dans le déclenchement de tout changement social significatif.

Dès le moment où il a été introduit à la fin des années 90, l'Internet a fréquemment concouru aux nombreux changements que la Chine a connus. Comme ailleurs, l'Internet a réduit la distance entre toutes les composantes de la société - les provinces et Pékin, la base et les élites, les initiés du Parti et ses *outsiders*, la Chine et le monde. L'année 2009 a constitué un moment décisif pour l'Internet en Chine grâce au lancement de Sina Microblog - un cousin chinois de Twitter – dont la

popularité est allée croissante. Même si Sina Microblog est en partie censuré, les Chinois s'y expriment plus librement qu'à aucun autre moment depuis que le PCC a pris le contrôle de la Chine. L'accident de train à grande vitesse à Wenzhou en juillet 2011 a témoigné de l'influence partielle des médias sociaux. Cinq jours seulement après le déraillement, plus de dix millions de commentaires avaient été postés sur l'accident, la plupart critiquant avec sévérité et colère le ministère des chemins de fer. Le sixième jour, le PCC a interdit tous les commentaires et recherches relatifs au déraillement et Microblog est devenu muet sur le sujet à partir de là. Bien que la colère publique couvait, les média sociaux ne sont pas parvenus à générer beaucoup plus.

Le gouvernement chinois garde un œil sur la montée du microblogging, mais n'a pas l'intention de l'arrêter. Wang Chen, directeur de l'Office d'information d'État sur Internet, qui agit sous tutelle du Conseil d'État, a signé un éditorial dans le People's Daily appelant à utiliser les sites de microblogging, comme Sina pour façonne l'opinion publique. Par conséquent, l'attitude du PCC et son positionnement public envers les nouveaux médias sociaux et plates-formes de communication sont clairs : le PCC n'a pas seulement peur de leur pouvoir : il s'appropriera également ces nouvelles technologies à des fins de propagande. S'appuyer sur les médias de tout format pour renforcer le pouvoir du gouvernement, voilà une stratégie que le PCC a hérité de la période de Yan'an des années 1930.

La raison pour laquelle le PCC permet le maintien de microblogs, c'est qu'ils ne constituent pas des plates-formes de parole véritablement libre, mais plutôt un ersatz affaibli de Twitter. En outre, ces microblogs sont une réponse directe à l'interdiction de Twitter par le PCC en juillet 2009 – Sina Microblog a été lancé un mois plus tard. Dès la naissance du microblogging en Chine, sa fonction d'organisation d'activités *off-line* et de réunions publiques, qui pourrait être perçue comme une tentative de « subversion du pouvoir d'État », a été strictement contrôlée. Tous les messages encourageant pareilles activités sont immédiatement filtrés

ou supprimés, la police aidant même dans certains cas à appréhender le « posteur ». Lorsque les microblogs perdent leur capacité fondamentale d'organisation sociale, ils retombent aisément sous le contrôle du gouvernement. Au cours de printemps arabe, Twitter et Facebook ont permis aux citoyens mécontents du gouvernement de constituer des organisations et de lancer des partis politiques. Les frères jumeaux chinois de Twitter et Facebook (respectivement Sina Microblog et Renren) doivent restreindre et contrôler leurs propres communautés pour faire en sorte que l'expression publique de colère et d'indignation face aux problèmes sociaux ne sortent pas du périmètre restreint que le PCC est prêt à concéder à la dissidence. Si l'influence en ligne d'une plateforme de médias sociaux ne peut se transférer avec succès à l'activité *off-line*, elle n'aura tout simplement pas le pouvoir d'instiguer un mouvement bien organisé à large échelle, susceptible d'« abattre la Chine ».

Alors que les crises financières et de la dette balayaient la zone euro et les États-Unis, le monde s'émerveillait du miracle que constituait la forte résilience de la croissance économique chinoise. Mais la bulle qui sous-tend ce miracle est en cours d'éclatement, le marché immobilier chinois tanguant follement entre pics et abysses, et les exportations du secteur manufacturier baissant au rythme du ralentissement de la demande mondiale. En bref, l'économie chinoise souffre d'une gueule de bois carabinée, consécutive à sa surconsommation de crédit. Les flux sortants d'argent spéculatif au cours des dix premiers jours de décembre 2011 ont constitué un signal fort de ralentissement économique : les dépôts détenus par les « Big Four » (les quatre grandes banques publiques) ont diminué de près de 400 milliards de RMB (environ 50 milliards d'euros), dont une bonne partie a vraisemblablement filé vers les paradis fiscaux. Suite à ces signaux, la Banque centrale chinoise a été forcée de relâcher sa politique monétaire et d'effectuer ainsi une volte-face retentissante. Ce jeu de va-et-vient entre assouplissement et serrage de vis monétaires est toutefois particulièrement précaire et difficile à maîtriser. La question demeure d'ailleurs ouverte de savoir si le

PCC dispose de suffisamment de dextérité pour que cette tactique permette à l'économie chinoise de traverser le ralentissement sans provoquer des problèmes plus sérieux une fois que la croissance sera revenue. Tout semble annoncer que l'hiver arrive.

Bien plus que l'expression publique d'opinions « disharmonieuses » sur les médias sociaux, ce sont en effet des questions telles que celles de l'atterrissement brutal de l'économie – atterrissage qui semble plus probable que jamais – et des différends économiques entre gouvernements locaux et citoyens qui maintiennent le politburo éveillé jusque tard dans la nuit. La semaine précédant la rédaction de cet article, Wukan, un village côtier de la Province de Guandong s'est révolté suite à un litige foncier opposant les villageois et des responsables gouvernementaux – une source très courante de tensions sociales dans la Chine contemporaine. Dans cette situation délicate, les médias sociaux et microblogs n'ont que lontainement servi de moyen de communication pour la révolte, et sont loin de constituer la cause de la lutte de ces courageux villageois contre des autorités hors de contrôle. La récession économique ainsi que l'exploitation et l'appropriation par les pouvoirs locaux de biens privé, le tout sous la menace de créances douteuses et de faillite, constitue un terreau fertile pour de nouvelles révoltes. Si la situation économique continue à s'aggraver, les villageois de Wukan seront suivis par d'autres dans la nécessité de prendre position et de défendre leurs droits. Le PCC sera alors contraint à gouverner une société qu'il aura rendu de plus en plus intractables. Si l'économie devait s'effondrer, le PCC, son idéologie et sa débrouillardise, seraient soumis à une pression d'une force inédite. Et face à l'augmentation de la fréquence et l'intensité de ces manifestations économiquement motivées, le PCC pourrait finalement perdre le contrôle de la situation.

LES LEÇONS DU PASSÉ D'UN TITAN EN LARMES

le nouvel ordre mondial paradoxal de la Chine

→MICHAEL ANTI

De son vrai nom Zhao Jing, est un journaliste et chroniqueur politique populaire pour divers médias chinois et anglophones. Suite aux pressions du gouvernement chinois, son blog MSN ainsi que son compte Facebook ont été supprimés. Il est l'un des blogueurs et microblogueurs les plus influents de Chine.

Le matin du 14 septembre, je visitais le Parlement européen de Strasbourg tandis que, sur les écrans du café souterrain et sur les iPads des députés, assistants et lobbyistes, défilait la même nouvelle venue de Chine : dans son discours d'ouverture du Forum économique mondial, tenu à Dalian, le premier ministre Wen Jiabao fixe des préconditions au sauvetage potentiel des pays d'Europe méridionale, Italie comprise, emportés par la crise de la dette. Le sujet fut naturellement abordé avec les gens que j'y rencontrais pour dîner : la Chine pouvait-elle, la Chine devait-elle aider l'Europe ?

Je ne suis absolument pas nationaliste mais le seul fait que le visage et les mots de Wen apparaissent partout dans ce bâtiment moderne du Parlement, un des hauts lieux de la politique européenne, m'a rappelé à quel point le monde avait été bouleversé. Selon un rapport de 2010 de la Banque mondiale, le Revenu national brut était de 4260 dollars par tête en Chine et de 35150 en Italie. Depuis quand discute-t-on de l'aide qu'un pays virtuellement dépourvu de toute forme de *welfare* devrait apporter à un autre, huit fois plus riche et au *welfare* surdimensionné, plutôt que du contraire ?

Depuis la réforme fiscale de Zhu Rongji en 1994, qui est parvenu à transférer au gouvernement central la perception de la plupart des impôts, les dirigeants chinois parlent d'une voix plus forte et disposent d'une confiance exagérée. Combinée à une politique de changes stricte, la réforme de Zhu a fait du gouvernement de Pékin le plus riche de la planète. Chen Yun, un collègue et rival conservateur de Deng Xiaoping, l'homme fort du réformisme de l'ère post Mao a lancé un jour cet avertissement aux décideurs politiques chinois : « L'autorité politique du gouvernement central doit être renforcée via l'autorité économique ». Après avoir laissé les gouvernements locaux à eux-mêmes et sacrifié les intérêts du secteur privé et le bien-être de ses citoyens, Pékin peut désormais s'acheter tout ce qu'il souhaite dans le monde, en faisant usage de ses plus de trois milliards de réserves de devise.

Mais il y a une chose que la Chine ne veut pas acheter et qui montre un autre visage de ce titan en croissance : le saumon norvégien. Parmi les auditeurs du discours de Wen à Dalian, se trouvait le prince Haakon de Norvège. Sa visite à Pékin marquait le début d'une série d'efforts visant à apaiser les tensions entre la Chine et ce pays scandinave pacifique. En octobre dernier, la visite officielle de la ministre norvégienne de la pêche et de des affaires maritimes a été annulée suite à l'attribution du Prix Nobel de la paix à Liu Xiaobo. Mais, quelques jours après la présence du prince à Dalian, le ministre de l'énergie et du pétrole, Ola Borten Moe, assistait à Pékin à une Conférence des dirigeants sur la séquestration du carbone et cherchait à y rencontrer ses homologues chinois. S'il y était parvenu, la glaciation des relations sino-norvégiennes, qui durait depuis un an, aurait pris fin. Mais ce fut un échec pour Moe également. Pékin considère toujours la moindre critique en termes de Droits de l'Homme comme interventionniste et insultante à l'égard du deuxième pays le plus puissant du monde. Comment la Norvège a-t-elle donc pu blesser cette grande puissance ?

Voici trois ans, je me suis trompé quant à la confiance émergente que la Chine avait en elle-même. J'étais invité par la BBC radio à commenter en direct la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin. Le studio provisoire était installé à South Gong et Drum Lane, un quartier où se retrouve la jeune classe moyenne pékinoise. Pris par l'excitation, je déclarai : « Aujourd'hui, la Chine n'est plus l'homme malade de l'Asie orientale », ce qui renvoyait aux reproches que se sont pour la première fois adressés les Chinois à la fin du XIX^e siècle, après l'échec de la résistance aux invasions étrangères. Et de poursuivre : « Et nous ne sommes plus des victimes. Désormais, les Chinois doivent être plus ouverts et confiants de façon à accepter les critiques extérieures comme justifiées et sans les prendre pour des attaques, parce que nos blessures historiques ont cicatrisé. »

Peut-être avis-je raison à l'époque – et encore plus, quelques mois plus tard. Alors que la Chine était pour la première fois le pays le plus médaillé d'or aux Jeux olympiques et renflouait des Etats-Unis en proie à la crise financière, la considérer comme un pays fragile et blessé serait apparu étrange. Mais, pour autant que je sache ce qui s'est passé en Chine au cours des trois dernières années, ces blessures anciennes n'ont pas complètement cicatrisé. À vrai dire, elles se sont aggravées.

Voici près de 150 ans que ces blessures furent ouvertes pour la première fois lorsque la première guerre de l'opium a contraint la Chine à ouvrir à l'Ouest ses portes longtemps fermées et à laisser Hong Kong à la Grande Bretagne. Ce fut le début d'une série de traités inégaux menant à l'effondrement du monde céleste sinocentrique. Les élites chinoises traditionnelles considéraient le monde autour d'eux comme Tianxia (littéralement Tout-sous-le-ciel) et se sentaient vivre dans une Chine bénie entourée d'une douzaine d'États vassaux amicaux. Mais la Chine perdit son influence sur le Royaume de Ryuku au profit du Japon lors de la bataille d'Okinawa en 1879, sur le Vietnam au profit de la France en 1885, sur la Corée au profit du Japon en 1895, et lui céda même Taïwan, qui faisait partie de son territoire. De la Mandchourie

à Pékin et Nankin, le Japon étendait son occupation et commettait des massacres sur le jadis glorieux sol chinois. Du fait de l'invasion japonaise, la pensée libérale en matière de libertés individuelles fut taxée d'extravagance. La guerre civile succéda à la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la victoire des communistes en octobre 1949 : plus d'un siècle d'humiliation nationale avait déjà profondément transformé l'état d'esprit des Chinois, et y avait ancré un complexe de victime, mélange de suffisance et de délire de persécution.

Les blessures profondes guérissent lentement. Lorsque le président Mao déclara « Les Chinois se sont mis debout », nombreux furent ceux qui pleurèrent de joie. Sans acceptation par le reste du monde de la Chine comme membre normal de la communauté internationale, ce type de rituel de redressement constituait le seul mode de guérison pour les victimes. Les rituels devinrent des manuels scolaires, des livres et de la propagande parce que ce sont les outils les plus commodes pour convaincre le peuple de la légitimité du gouvernement communiste. Au nom de l'éducation patriotique, toutes les générations ont dû réciter le détail de l'ensemble des crimes commis par les colonisateurs européens, les « fantômes » japonais et les impérialistes américains, il y a des dizaines d'années voire des siècles. Ils en savent en revanche peu sur la politique et l'économie contemporaines de ces démocraties occidentales. Seule la malveillance intrinsèque de l'Ouest est à même de fonder la légitimité du régime. Ce qu'on peut voir comme nationalisme, je le vois comme d'anciennes plaies laissées intentionnellement et artificiellement ouvertes.

Deng Xiaoping, pragmatique homme fort, décida de libérer de prison les académiques et les dirigeants, de renvoyer les étudiants de la campagne vers les collèges, et, en 1978, de dissocier les paysans de leurs communes pour donner une chance à la Chine d'entrer dans le monde. En stratège, il demanda à ceux qui le suivaient de dissimuler leurs capacités et d'endurer leur temps (« *Tao guang yang hui* »). C'est typique de la sagesse chinoise traditionnelle : gagner avant que vos rivaux ne

l'aient même remarqué. Qui plus est, en 1989, Tiananmen prouva que, dans l'esprit de Deng, la prospérité n'était permise que contrôlée par le parti, et que toute voix politique dissidente serait réduite au silence.

Le fait de devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce en 2001 fit réellement entrer la Chine dans le monde. Elle en devint rapidement l'usine, et désormais la deuxième économie. Les blessures historiques sont partiellement guéries. Si nous considérons la Chine comme en voie de normalisation, le monde la voit se lever. On se souviendra des Jeux de Pékin comme un des meilleurs moments de la Chine par rapport au reste du monde : elle était assez forte mais pas trop.

On ne peut toutefois pas dissimuler ses ambitions pour toujours, en particulier lorsqu'on est le numéro 2 et le créancier du numéro 1, les Etats-Unis. Même si le monde était assez aveugle pour vous faire confiance, vous vous trahiriez vous-mêmes. À partir du moment où des dirigeants militaires commencent à esquisser publiquement une version chinoise de la doctrine Monroe, qui inclut la Mer chinoise du Sud comme un des éléments centraux de ses intérêts stratégiques, il paraît difficile de continuer à évoquer Deng Xiaoping et sa dissimulation des capacités.

Pour empirer encore la situation, l'éducation patriotique n'a pas été modifiée. C'est à peine croyable : les enfants de la deuxième puissance du monde n'apprennent rien sur la démocratie, les libertés et la responsabilité, mais plutôt à quel point la Chine est un pays victime, opprimé par l'Occident dans le passé et le présent. Si la Chine est un titan, c'est d'une espèce étrange et larmoyante. Son corps est bien solide mais son esprit est rempli d'un savoir daté et tordu.

Par exemple, le manuel d'histoire officiel pour le lycée mentionne la politique japonaise de l'après-guerre en UNE seule phrase qui suit des chapitres entiers consacrés aux invasions nipponnes : « Depuis les années '80, l'ambition japonaise en matière de pouvoir politique s'est renforcée et ses dépenses militaires ont connu une croissance

constante, suscitant prudence et malaise chez ses voisins asiatiques. » Après des années de lecture de pareils manuels, comment espérer comprendre que le Japon d'aujourd'hui n'est plus un monstre militarisé mais une démocratie épaise de paix ?

Lorsque la jeunesse chinoise va à la rencontre du monde, elle ne dispose donc pas des connaissances adéquates pour comprendre qui se trouve face à elle. Tout autant que le reste du monde, elle est désorientée par cette Chine paradoxale, à la fois forte et faible, riche et pauvre, gentille et cruelle. La censure informationnelle et la propagande éducative ont mis les Chinois en état de dissonance cognitive. C'est pourquoi, même les étudiants d'universités d'élite telles que celle de Pékin ou de Tsinghua peuvent parfois éprouver des sentiments de nationalisme très puissant : leur conception de la Chine est celle d'un titan en larmes, physiquement fort mais mentalement fragile.

Les dirigeants chinois n'échappent pas à cette éducation victimale et partagent donc cette vision d'un ordre mondial paradoxal – où ils pensent pouvoir sauver une Europe pourtant beaucoup plus riche, tout en étant blessés par l'attribution d'un prix à un écrivain.

Sans révolution cognitive, les Chinois ne pourront apprendre que de l'histoire qu'ils lisent. Après avoir analysé le vieux système vassal *Tianxia*, le professeur de Harvard, John Fairbank, a prédit dans *L'ordre mondial chinois : les relations extérieures chinoises de la Chine traditionnelle*, célèbre livre publié dans les années '60, que cette expérience politique « contient même une certaine forme indéterminée de pertinence quant aux problèmes de la Chine contemporaine. » Affirmer que la Chine qui se redresse en revient partiellement à sa vision du monde sinocentrique traditionnelle *Tianxia* serait prématuré mais la punition de la Norvège par la Chine n'est pas sans rappeler la pratique des anciens empereurs chinois consistant à prélever un tribut sur ses voisins jugés non coopératifs – le commerce étant considéré comme la récompense de la loyauté, et pas comme un besoin mutuel.

Ce n'est pas seulement le gouvernement mais également l'homme de la rue et les médias qui fouillent la tradition chinoise pour comprendre le nouvel ordre mondial. Le 5 octobre, treize marins chinois étaient brutalement assassinés sur la rivière Mékong près d'un port thaïlandais. Deux jours plus tard, un internaute chinois postait des photos choquantes des corps sur un site de discussions très fréquenté, déclenchant une vague médiatique et une série de déclarations du ministre chinois des Affaires étrangères. Sous pression chinoise, la Thaïlande a reconnu que des policiers thaïs étaient suspectés. Mais la Chine ne s'en est pas tenue là et décida finalement en novembre d'envoyer mille soldats pour co-patrouiller la zone du triangle d'Or du Mékong, qu'entourent la Thaïlande, le Myanmar et le Laos. La plupart des citoyens de l'*Internet chinois*, dont une grande partie n'est pas nationaliste, ont soutenu cette opération.

Au moment même de l'éruption de colère des bloggers à propos des meurtres du Mékong, Lou Yongzhen, un entrepreneur chinois était abattu en Angola, le 23 octobre. Le jour d'après, l'information était postée sur l'Internet chinois mais seulement brièvement reprise dans la presse locale de la ville de Lou. D'après les médias, l'ambassade chinoise en Afrique n'a même pas répondu aux appels de la famille de la victime. Si le meurtre en Afrique n'a pas eu le même impact que celui du fleuve Mékong, c'est que celui-ci a eu lieu dans une zone d'anciens états traditionnellement vassaux, alors que celui-là s'est produit dans un pays situé en dehors de l'imaginaire familier des Chinois.

John Fairbank a affirmé que la « pertinence indéterminée », autrement dit l'imprévisibilité de l'avenir chinois constitue la source même de l'obsession du pays à l'égard de complots à son encontre. Elle ne peut être effacée que par les Chinois eux-mêmes, qui inciterait se titan en larmes à se tourner vers des valeurs universelles et pas vers son passé arrogant.

LES PARADOXES DU SOFT POWER CHINOIS

→CHEN YAN

Historien et journaliste, Chen Yan a enseigné l'histoire à l'Université de Wuhan. En France depuis 1982, il est journaliste et a enseigné à l'Université Paris VII et à l'Université de Lyon 3. Il a publié *L'Éveil de la Chine. Les bouleversements intellectuels après Mao* (2002) et, avec Marie Holzman, *Écrits édifiants et curieux sur la Chine du XXIe siècle. Voyage à travers la pensée chinoise contemporaine* (2003). Chen Yan est secrétaire général de l'Association des intellectuels chinois en Europe. Il a créé en 2005 le forum Chine-Europe dont il est président exécutif.

Le concept de soft power a été introduit en Chine dans les années 1990, mais il n'a rencontré de véritable écho qu'au milieu de notre décennie. En 2007, il a été officiellement adopté comme l'un des éléments composants de la force nationale (dans un discours de Hu Jintao au 17^e congrès du Parti). Depuis lors, Pékin a lancé une offensive d'envergure sur la scène internationale afin d'élargir son soft power. Quatre ans plus tard, à la mi-octobre 2011, la sixième session du comité central du PCC a réaffirmé l'établissement d'une stratégie de soft power. Pourtant, quand on observe le déroulement de cette offensive à partir de 2007, la route vers la construction d'un soft power semble encore longue et ardue, malgré un impressionnant déploiement de moyens par la Chine populaire. Vu sous un certain angle, cet effort de construction d'un soft power par le régime de Pékin révèle bien souvent des paradoxes.

Soft power ou hard power?

Au milieu de notre décennie, la Chine bénéficiait d'une situation plutôt propice pour son intégration au sein de la communauté internationale et la Chine se sentait à la fois plus respectable et mieux respectée. Bénéficiaire de la mondialisation, car elle avait adhéré à l'O.M.C. en 2001, la Chine s'est vu proposer par la France de rejoindre le club du G8 en 2003. Elle a obtenu l'organisation des Jeux Olympiques pour 2008 en 2001 et la tenue de l'Exposition universelle de 2010 à Shanghai en 2002. Les hommes forts de Pékin semblaient plus confiants sur la scène internationale et dans leurs rapports avec la population. Sur le plan économique, la croissance continue se maintenait à deux chiffres, sans que les conflits sociaux et les effets néfastes de la course aux gains aient atteint un seuil insupportable comme c'est le cas de nos jours.

En décembre 2003, au cours de sa visite aux Etats-Unis, Wen Jiabao, le premier ministre chinois, proclamait au monde entier que « la renaissance de la nation chinoise se fera de manière pacifique ». Formule employée pour contrecarrer celle de « la menace chinoise », elle est révélatrice d'une prise de conscience de la situation inédite de la Chine concernant sa place dans le monde. Dans une certaine mesure, cette déclaration constituait le premier pas de la nouvelle stratégie du soft power de la Chine. Pékin, fort de son poids grandissant sur le plan économique, cherchait à soigner son image afin de gagner plus de respectabilité au sein de la communauté internationale. Parmi les mesures concrètes pour le développement d'un soft power chinois, les efforts pour construire un réseau mondial d'instituts Confucius dès 2004, l'organisation impressionnante des JO à Pékin en 2008 et la grande offensive médiatique vers l'extérieur à partir de 2009 sont les plus significatives. En même temps, la Chine multipliait les programmes d'aide en Afrique et en Amérique latine. En Asie, Pékin adoptait une attitude tout à fait conciliante avec ses voisins de la mer de Chine du Sud en signant une « Déclaration conjointe

concernant le comportement des pays de la mer de Chine du Sud » en novembre 2002.

Le concept du soft power tel qu'il est défini par Joseph Nye, à savoir la force d'attraction ou la capacité de séduire, est à mettre en relation avec le hard power, la puissance de contraindre, d'inciter. C'est justement l'articulation entre ces deux forces qui pose problème. Peut-on concevoir un pays avec un fort soft power sans hard power ? Peut-on construire un soft power sans passer par l'étape du hard power ? La réponse est vite trouvée.

En réalité, dès le début de la réforme lancée fin 1970, le discours officiel est en faveur du renforcement du hard power. Depuis le mot d'ordre « Le développement est primordial (*Fazhan shi yingdaoli*) » de Deng Xiaoping au lendemain du massacre de Tian'anmen jusqu'au slogan de Hu Jintao concernant une « vision scientifique du développement (*kexue fazhanguan*) » (juillet 2003), on a voulu exprimer le même esprit. Ce n'est sans doute pas par hasard que la Chine a attendu jusqu'à la décennie 2000 pour se lancer dans la course au soft power avec le monde occidental. Durant toute la décennie de 1990, afin de sortir de l'isolement diplomatique, Pékin avait grand besoin d'une bonne image sur la scène internationale. Mais ce n'est qu'après le tournant de notre siècle que les autorités de Pékin s'estiment suffisamment fortes pour déclarer qu'elles entendent se doter d'un soft power fort. Autrement dit, le bon usage du soft power est au moins aussi important pour renforcer le hard power que pour bâtir une bonne image.

Pourtant, le lancement et la mise en œuvre de la politique du soft power n'ont pas calmé la controverse en la matière. Aujourd'hui, dans l'opinion chinoise, le débat sur la nécessité de construire un soft power n'est toujours pas clos. D'un côté, on aimerait que le pays devienne attractif, digne de sa grande civilisation, capable d'être aimé par les pauvres et respecté par les forts de ce monde. De l'autre, on

pense que le soft power n'est que, au mieux, un peu de poudre aux yeux, au pire un piège tendu par les Occidentaux. Selon cette opinion, l'histoire moderne de la Chine et celle du monde montrent bien que la carte géopolitique du monde telle qu'elle existe aujourd'hui a été dessinée au détriment de la Chine par le hard power, et non pas par le soft power. Par conséquent, il suffit d'avoir un hard power dominant pour dicter ses propres lois et élargir son aire d'influence. En analysant l'avancée actuelle de la politique du soft power chinois, avec ses percées et ses échecs, les détracteurs du soft power chinois n'ont sans doute pas complètement tort, mais les raisons qu'ils avancent ne sont pas forcément celles qu'ils dénonçaient non plus.

Dans la panoplie de la stratégie du soft power chinois, la création des instituts Confucius constitue une carte forte. En effet, le développement extraordinaire dans le monde des Instituts Confucius, en tant que symbole culturel de la Chine, est un succès. Depuis la création du premier Institut Confucius en Corée du Sud en 2004, en 7 ans, plus de 350 ont été créés dans le monde entier. Des centaines d'instituts se trouvent encore sur une liste d'attente. Mais, ce succès révèle en même temps une faiblesse. La rapidité du développement est plutôt imputable à l'engagement de la part de l'Etat chinois à la fois sur le plan financier et sur celui des effectifs mis à disposition qu'à l'attraction des activités des Instituts à proprement parler. Il y a certainement un engouement pour l'enseignement de la langue chinoise dans le monde dû à la vitesse de la croissance économique et un regain d'intérêt pour la culture traditionnelle chinoise. A propos du développement rapide des Instituts Confucius, le responsable de l'organisme, Madame Xu Lin explique que l'Institut se fonde strictement sur l'enseignement de la langue et de la culture afin d'assurer sa promotion. Cela revient à dire que le succès relatif de l'Institut est dû à l'effort, dans un premier temps, de le cantonner sur une position relativement éloignée de l'idéologie officielle en cours. Ce constat peut conduire à tirer deux différentes conclusions : la première est qu'afin de s'asseoir sur une base solide, l'Institut Confucius devra

continuer sur cette ligne et viser à jouer un rôle positif, à long terme, pour la promotion de la culture traditionnelle de la Chine. La deuxième conclusion sera qu'il faut maintenir l'engagement financier de l'Etat chinois pour que l'Institut puisse se développer, et donc que c'est le hard power qui est la clé du succès.

Pour le régime chinois, le constat du soft power de la culture traditionnelle est sans doute une bonne nouvelle. Mais, elle n'est pas suffisante. Le soft power doit aussi pouvoir renforcer, sinon la légitimité politique, mais du moins la force d'attraction du régime actuel. Durant ces dernières années, la Chine avance, sur le plan économique, à pas de géant sur le continent africain. Les Instituts de Confucius s'y multiplient en même temps que les investisseurs chinois s'y installent. La Chine répète qu'elle ne renouvelle pas les mêmes fautes que les anciens colonialistes occidentaux avaient commises, à savoir l'exploitation des peuples africains, le traitement inégal des gouvernements etc. Ces affirmations ont eu un certain succès surtout auprès des régimes autocrates africains qui partagent avec Pékin les intérêts de l'opacité de négociations et de décisions sans aucune considération politique et sociale. Ils chantent volontiers les louanges de la Chine en reprenant tout à fait les termes utilisés par la Chine elle-même : la Chine nous traite d'égal à égal. Le Président du Niger avait même dit : « Nous suivrons la Chine jusqu'à la lune ». En octobre 2006, plus de 40 pays africains dont 24 chefs d'Etat étaient présents à Pékin pour le premier Sommet Chine Afrique. Et cela a été présenté comme un fort symbole de la grande percée de la diplomatie chinoise en Afrique. Pourtant, il est tout de même difficile de qualifier cette percée de grand bond en avant ni d'un succès durable du soft power chinois.

Dans les différents commentaires sur le succès du soft power chinois, il y a d'abord une confusion entre le soft et le hard power. Si certains pays africains, notamment les pays autocrates renvoient une bonne image de la Chine, il faut se demander si réellement la

Chine leur apparaissait si attractive ? Ou bien s'ils ont peur que la Chine n'investisse plus ? Il est difficile d'imaginer que, sans l'aide de forts investissements économiques, on puisse facilement imposer son autoportrait au monde, y compris en Afrique. En second lieu, même avec l'aide d'importants investissements économiques, le soft power chinois n'a pas convaincu tout le monde en Afrique. Le continent africain n'est pas unifié sous un seul empire où règne la censure comme c'est le cas en Chine. Les opinions en Afrique ne sont pas unanimes. De plus en plus de voix, aussi bien en provenance de l'opposition ou des différents médias, dénoncent les comportements des investisseurs chinois : peu respect des droits élémentaires des ouvriers, corruption ou connivence politique, destruction écologique, etc. Certains n'hésitent pas à accuser la Chine de « nouveau colonialisme en Afrique ». Et, enfin, l'alignement de la Chine avec les régimes les plus détestables du monde, le Soudan en Afrique par exemple, suscitant l'indignation générale, ne contribue pas à renforcer le soft power chinois. Concernant le cas du Soudan, l'indépendance du Soudan du Sud en juillet dernier ne renforce ni le soft power chinois, ni son hard power.

Epée à double tranchant

La stratégie du soft power chinois s'est basée en partie sur une évaluation du rapport de forces entre les Occidentaux et la Chine. Dans les années 1990 déjà, certains intellectuels de la Nouvelle gauche pensaient que, si la Chine s'était fait critiquer sur la scène internationale à cause de l'état des droits de l'Homme, c'était parce que la Chine ne possédait pas suffisamment de moyens, ni d'organes de communication pour diffuser sa propre voix. Autrement dit, pour qu'on entende la voix de la Chine, il faut que la Chine, d'une part, saisisse toutes les occasions propices pour affirmer au monde entier sa volonté et montrer son « vrai visage » (le visage qu'elle veut bien montrer au monde), et qu'elle s'attaque au manque de moyens de

diffusion de l'autre. Au lieu de faire face aux problèmes inhérents du régime, cette explication les déplace sur un terrain nationaliste et sur celui du rapport de forces propagandistes et de la capacité de manipulation de l'opinion. Il faudra, du coup, obtenir par tous les moyens le plus de droits possibles à la parole. En d'autres termes, si la Chine est critiquée par l'opinion internationale, c'est parce qu'elle n'est pas assez forte en soft power. Cette conception a petit à petit gagné les hautes sphères du pouvoir. Deux types de mesures ont été prises afin d'augmenter le soft power national : ériger de puissants outils de communication et lancer des opérations de charme de grande envergure en direction de la communauté internationale. En 2009, la Chine a annoncé un programme de 5 milliards d'euros pour le développement de ses médias en direction de l'étranger afin de promouvoir la puissance émergente chinoise. Dans ce vaste offensive médiatique, il y a d'une part, l'expansion de la télévision centrale (CCTV) avec le lancement des chaînes en français, en espagnol, en russe et en arabe et la création par l'Agence Chine Nouvelle d'une chaîne internationale d'informations, CNC (China Xinhua news network corp.). D'autre part, le *Globe Times*, journal très influent dans le domaine international, s'est vu dorer d'une version anglaise. Récemment, l'installation par l'agence Xinhua d'espaces publicitaires dans le Times Square de New York pour la promotion d'une bonne image de la Chine fait bien évidemment partie de cette stratégie de l'élargissement des moyens de diffusion.

Parmi les grandes opérations de charme internationale, on peut citer les Jeux Olympiques à Pékin en 2008, la Foire du livre à Francfort en 2009, l'Exposition universelle à Shanghai en 2010, etc. L'exemple de l'organisation des J.O. est assez significatif. Il s'agissait en effet d'une occasion rêvée pour donner un signal au monde entier : voici la Chine qui revient au centre du monde ! Dans son élan de construction de son soft power, la Chine entendait bien saisir une telle opportunité. Elle a voulu non seulement organiser les plus grands jeux de l'histoire olympique, mais aussi une tournée de la

flamme olympique autour de la planète, afin de montrer au monde son désir d'ouverture et son intégration internationale. Mais ce qui s'est réellement déroulé n'est pas allé dans ce sens-là. Les efforts pour améliorer son image ont été anéantis par les vrais problèmes des droits de l'Homme, d'abord au Tibet et ensuite en Chine même. Les manifestations au Tibet et la violente répression chinoise ont suscité l'indignation du monde entier. Il y a eu des contestations partout dans le monde, et surtout dans les métropoles occidentales : Paris, Londres, Los Angeles, Canberra, etc. qui ont suivi le parcours de la flamme olympique. Ces réactions en chaîne ont bien montré que la bonne image du régime ne pouvait se dissocier de la réalité de la société. Au bout du compte, le pouvoir de Pékin a eu beau jouer les jeux, elle a réussi à organiser les J.O., mais son image n'en a pourtant pas été améliorée. Le message du retour de la Chine au centre du monde a été éclipsé par la question tibétaine.

A l'intérieur de la Chine, le gouvernement avait promis de faciliter le travail des journalistes étrangers sur place ; les journalistes chinois voulaient profiter de ce nouvel état de tolérance et la population a été momentanément autorisée à manifester dans un petit parc de la capitale réservé à cet effet. L'effet produit a été d'autant plus ridicule que les manifestants ont promptement cessé d'utiliser ce parc. Il ressortait en tout cas clairement que l'ouverture ne pouvait pas se limiter à quelques rares avancées dans des domaines bien précis, mais, pour l'essentiel, la liberté d'expression n'était pas mieux garantie qu'avant. Et les dirigeants ne pouvaient d'ailleurs pas laisser la porte ouverte trop longtemps sans risquer de voir une déferlante populaire qui aurait profité de ces nouveaux espaces de liberté. Augmenter le soft power oblige à se plier à des valeurs reconnues dans le monde entier. Essayer d'imposer aux autres une image de soi trop bien formatée ne relève pas vraiment du soft power.

Sur le chemin de la stratégie du soft power, la Foire du Livre de Francfort est un événement probablement aussi important que les J.O. de Pékin. En octobre 2009, la Chine a été invitée par la Foire du Livre de Francfort comme invité d'honneur. Pékin a saisi l'occasion, et envoyé une délégation de plus de mille personnes sous la direction de Xi Jinping, le successeur de Hu Jintao en personne. Afin de prendre une place prépondérante, la Chine a déboursé cinq millions d'euros dans l'organisation de cette Foire. Forte de ses investissements, la Chine a pu sélectionner les membres de sa délégation, interdisant la participation de dissidents à la fois de l'intérieur et de l'extérieur de la Chine. Elle a également essayé de contrôler les médias en Allemagne afin d'organiser une information unique concernant la Chine. Sous la pression de la Chine, l'organisateur de la Foire s'est vu obligé de suivre les diktats des Chinois. Mais l'arrivée de Mme Dai Qing, une célèbre écrivain dissidente, a dérangé ce plan. Elle a été accueillie comme un héro pour la liberté de l'expression. A partir de ce moment-là, la Chine a été critiquée presqu'unaniment par la presse allemande. Celle-ci l'a accusé de vouloir exporter la censure en Allemagne. La participation de Dai Qing et d'autres dissidents, notamment Beiling, un poète exilé depuis le massacre de la place Tiananmen en 1989, a attiré l'attention de l'opinion internationale sur l'état de la Chine en matière de liberté d'expression. Finalement, cet événement devint un fiasco du soft power chinois et l'image de la Chine en est sortie noircie.

En observant ces deux événements majeurs et l'offensive médiatique internationale, on peut constater que la volonté de soigner son image et l'investissement dans les moyens de diffusion ne vont pas forcément de pair avec le résultat escompté. Pire, pour un régime non démocratique, les efforts d'améliorer son image peuvent devenir une épée à double tranchant. Face à ce paradoxe, il est possible de choisir deux directions opposées. L'une est d'aller plus loin dans la réforme du système en suivant la direction induite par la bonne image. La deuxième est de renoncer aux efforts du soft power et de

s'abandonner au hard power. Malheureusement, si l'on observe la suite des événements, force est de constater que la Chine semble avoir choisi la deuxième direction.

Après les J.O. de Pékin, certains signes montraient déjà le changement. A la fin de cette année, Pékin annulait unilatéralement le sommet Chine-Union Européenne de Lyon, pour punir la France qui présidait l'UE à ce moment, en raison d'une rencontre du Président Sarkozy avec le Dalai Lama. Le véritable changement d'attitude se situe probablement au sommet de Copenhague sur le climat. Le refus de la Chine de signer un accord contraignant sur le climat et l'arrogance des diplomates chinois ont impressionné le monde. A l'intérieur du pays, contre toute attente et malgré les demandes insistantes des pays occidentaux, Pékin condamnait Liu Xiaobo à onze ans de prison le matin de Noël 2009. En même temps, sur le plan international, Pékin imposait ses exigences, soit en s'appuyant sur ses investissements, soit en menaçant de rupture les relations commerciales. Fin 2009, le Cambodge a ainsi expulsé des réfugiés ouïghours contre les recommandations du Haut commissariat aux réfugiés auprès de l'ONU. Début 2010, d'après le journal français *Libération*, les instances chinoises à Paris ont essayé d'intimider une chaîne française pour empêcher la diffusion des deux téléfilms : l'un concerne le Tibet, l'autre le mouvement démocratique du printemps 1989. Il est clair que ces décisions et les moyens utilisés ne vont pas tout à fait dans le sens de renforcer le pouvoir de séduire, et nous sommes loin aussi de la fameuse politique de cacher ses forces en attendant l'opportunité (*taoguangyanghui*) comme le suggérait Deng Xiaoping.

Indispensable ou inapplicable?

En retraçant la trajectoire souvent contradictoire de la stratégie chinoise du soft power, on pourrait affirmer que, depuis le milieu de notre décennie, l'influence de la Chine sur le monde a considérablement augmenté. Mais il est tout de même difficile de conclure que la stratégie du soft power a fortement contribué à cette augmentation. Le poids de la Chine dépend aujourd'hui, plus que jamais, de sa croissance économique et non pas de sa séduction morale ou culturelle. Dans l'imaginaire occidental comme parmi ses voisins, la Chine est toujours un pays avec une grande tradition culturelle, un potentiel immense de développement, mais l'image dominante de la Chine est encore celle d'un pays qui fait peur par son poids démographique et par son arrogance. Si la stratégie du soft power a été conçue pour améliorer l'image de la Chine d'une part, et augmenter son influence dans le monde de l'autre, les résultats de cette stratégie sont pour le moins mitigés. Pourtant, la montée en puissance de la Chine n'a pas cessé de susciter de l'espoir ou de l'illusion. Un pays comme la Chine, comme la propagande officielle aime bien le répéter, avec sa tradition pacifique, sa culture confucéenne de la compassion, devrait pouvoir contribuer à la paix du monde et attirer l'adhésion à ses valeurs.

L'avenir nous réserve encore des surprises. Il n'est pas exclu qu'un jour un soft power chinois suivi dans la réalité par une politique conforme aux valeurs universelles, devienne un élément attractif et rassurant pour le monde entier. Mais pour l'heure actuelle, ce n'est pas encore le cas. A part les raisons susmentionnées de la déficience du soft power chinois, notamment la confusion entre le soft et le hard power, nous pourrons sans doute poser d'autres questions sur la carence de cette stratégie. La première concerne le bien-fondé de la stratégie : peut-on considérer la construction d'un soft power comme une politique exclusive d'un régime qui écarterait toute autre force créative de la société ? Autrement dit, le soft power peut-il devenir

un instrument exclusivement consacré à l'intérêt du régime et qui se développerait sans avoir obtenu l'adhésion de la société civile ? Prenons l'exemple de l'artiste Ai Weiwei. Grâce à sa renommée mondiale, Ai Weiwei aurait pu être un élément majeur pour le pouvoir qui aurait ainsi pu justifier, que, grâce à sa direction, la renaissance culturelle de la Chine était en marche. Malheureusement, Ai est non seulement un artiste de talent, mais aussi un esprit critique et libre. Pour contrer la critique et la liberté, Pékin préfère sacrifier le soft power incarné par Ai Weiwei.

La deuxième question est celle sur la compatibilité même de la nature du régime de Chine et la tendance universaliste du soft power : un régime dictatorial ou autoritaire peut-il construire un soft power solide ? Peut-on prétendre attirer l'adhésion des autres sans reconnaître et adhérer aux valeurs universelles ? Le cas de Liu Xiaobo, prix Nobel de la paix de 2010, semble donner une réponse négative à cette question. La Charte 08, dont Liu Xiaobo est l'un des auteurs, a été fermement condamnée comme un texte anti-gouvernemental. Non seulement la liberté d'expression est reconnue universellement comme une valeur fondamentale du monde moderne, mais aussi la Charte 08, en partie grâce à laquelle Liu Xiaobo a reçu la plus prestigieuse distinction du monde, n'est pas, dans ses principes, très éloignée de la Constitution chinoise en vigueur. Pourquoi donc condamner Liu Xiaobo à onze ans de prison ? Et pourquoi persister dans une position intransigeante contre cette distinction pour s'enfoncer chaque jour davantage dans la destruction de son propre soft power ? Peut-on donc penser que le soft power chinois est, comme sa Constitution, indispensable dans son architecture, inapplicable dans les faits ?

LA CHINE, MIROIR DE NOTRE IMPUSSANCE

Entretien entre Pierre Defraigne et Philippe Lamberts¹

→PIERRE DEFRAIGNE

Directeur exécutif de la Fondation Madariaga - Collège d'Europe. Outre une prestigieuse carrière à la Commission européenne, il a créé la branche bruxelloise de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Il est également professeur d'économie à l'Institut d'études européennes aux Facultés universitaires Saint-Louis et à l'Université Catholique de Louvain, ainsi qu'au Collège d'Europe à Bruges, et professeur invité à l'Université de Zhejiang, en Chine.

→PHILIPPE LAMBERTS

Ingénieur civil (mathématiques appliquées) de l'Université Catholique de Louvain. Après une carrière chez IBM, il est élu eurodéputé vert (Ecolo) en juin 2009. Membre de ce parti depuis 1991, il s'implique progressivement dans la politique européenne, principalement à travers le Parti Vert Européen, dont il est le co-président depuis 2006. Comme Membre du Parlement Européen, il se concentre sur les dossiers d'économie et de finance et en particulier les questions bancaire, macroéconomique et fiscale. Il s'occupe également des questions de politique industrielle, de recherche et d'innovation et a un grand intérêt pour les relations avec la Chine.

www.philippelamberts.eu

Comment évaluez-vous la situation actuelle de la Chine, les défis qu'elle aura à affronter et les rapports que les sociétés et institutions européennes entretiennent avec la Chine ?

Pierre Defraigne : Ces rapports sont caractérisés par un binôme inutile de posture morale et de cynisme commercial. Il serait pourtant nécessaire de prendre enfin un regard analytique pour envisager nos

¹ Propos recueillis par Edgar Szoc

relations avec la Chine comme des relations de puissance à puissance avec toutes les conséquences qui en découlent. Pour ce faire, il faut tout d'abord reconnaître le miracle économique qui a été accompli en Chine et prendre la (dé)mesure des défis qui l'attendent au cours de ce siècle. La poursuite du déploiement de la Chine implique en effet un bouleversement des équilibres climatiques, géopolitiques et d'accès aux ressources. C'est donc un défi non seulement pour la Chine mais, plus généralement, pour la construction de rapports commerciaux fondés sur le droit et non pas sur la force.

D'une certaine manière, du point de vue des autorités chinoises, le plus dur reste à faire : investir sa propre technologie dans un pays vieillissant ; rendre ses grandes villes habitables (alors qu'elles sont de véritables désastres en termes écologiques : Pékin est une cuvette sans datcha, au bord du désert) ; réduire les énormes écarts de développements entre régions, qui posent une question à la fois sociale et éthique. Le pari du XXII^{ème} Plan quinquennal, c'est de passer d'une croissance tirée par les exportations et les investissements directs étrangers à une croissance fondée sur la consommation intérieure. La population chinoise a fait jusqu'à présent plus d'efforts que nécessaire, notamment du fait de la sous-évaluation de sa monnaie et de la part excessive des investissements dans le PIB.

L'ensemble de ces défis paraissent ingérables mais, depuis trente ans, la Chine nous a habitués à nous étonner. Ses dirigeants possèdent en outre une vision à long terme dont nous ne sommes plus capables, et un rapport à la gouvernance fondé sur des expérimentations menant à des réformes réfléchies. Sa réussite est d'ailleurs dans notre intérêt : un échec de la Chine serait un échec du monde.

Philippe Lamberts : Le Parti communiste chinois (PCC), dont l'objectif premier est la stabilité, sait pertinemment bien qu'il est assis sur trois bombes : sociale (l'explosion des inégalités), environnementale (l'avancée de la désertification dans le monde se fait

essentiellement en Chine ; seules 10% de ses terres sont arables, etc.), financière (une bulle sur le logement et les infrastructures, dont une bonne partie ne sera jamais rentable).

Je partage le constat de Pierre quant au rapport à l'expérimentation du régime : le XII^{ème} Plan quinquennal comprend ainsi par exemple un système de *Cap and Trade* et de taxe en matière de CO₂. Mais on sent bien que cette capacité sera plus nécessaire que jamais dans les années à venir. Les mouvements sociaux sont en ébullition – on en a compté 80 000 l'an passé, ce qui a d'ailleurs mené à la mise en place d'un cadre de négociations collectives à Pékin et Guandong. C'est d'ailleurs peut-être par là que viendra la démocratie. Dernier exemple de ce pragmatisme réformiste : suite à une révolte à Wukan, le gouvernement provincial décide de démettre les dirigeants locaux corrompus et d'organiser des élections... qui mettent à la tête de la municipalité, le chef de la révolte !

En termes comparatifs, ce qui me frappe, c'est en effet la capacité des élites chinoises à penser à long terme et à projeter leur avenir sous la forme d'une montée progressive dans la chaîne de valeur, là où la Commission et la Banque centrale européennes se cantonnent dans une position dogmatique de réduction des coûts salariaux. Ils ont de la productivité une conception beaucoup plus intéressante que les dirigeants européens. On sent d'ailleurs chez les futurs dirigeants chinois une profonde attente d'une UE qui soit un véritable partenaire dans la gouvernance multipolaire. C'était particulièrement clair à Copenhague et à Durban. À Copenhague, l'UE a été tellement obsédée par le lien transatlantique qu'elle en a oublié la Chine. À Durban, Connie Hedegaard (Commissaire européenne à l'action pour le climat) a opéré un revirement stratégique de bon sens : il est en réalité plus facile de discuter avec la Chine qu'avec les États-Unis sur les questions climatiques puisque, d'une part, ces derniers font de la reconnaissance même de l'origine humaine du réchauffement un enjeu de politique intérieure, et que d'autre part,

les Chinois sont dans la situation – malheureusement assez rare – d'être à la fois parmi les plus gros émetteurs et parmi les premières victimes du réchauffement.

Pierre Defraigne : L'attente est en effet très forte du côté de la Chine mais elle se double désormais d'un grand ressentiment face aux piétres performances de l'UE, qui était considérée comme un modèle à suivre. Il faut voir la vérité en face et admettre que, dans nos rapports à la Chine, la question de nos propres défaillances est centrale et affecte notre autorité morale. Si nous continuons de faire de notre modèle social la variable d'ajustement de la course à la productivité, nos plaidoyers en termes de Droits de l'Homme sonneront de plus en plus creux. Ce qui nous fait peur dans la Chine, c'est notre propre impuissance, et en particulier celle de la démocratie chrétienne et de la social-démocratie à sauver l'essence des valeurs de notre modèle social.

Pour résumer, nous avons avec la Chine, une société qui en a bavé mais qui regarde le siècle à venir avec enthousiasme, là où, nous, Européens, menons une guerre de retardement et nous condamnons à l'impuissance, faute de répondre à la question fédérale.

À quoi pourrait – et devrait – ressembler une politique chinoise des Verts européens ?

Philippe Lamberts : La politique chinoise des Verts est encore en gestation : jusqu'ici, elle était essentiellement axée sur un discours en matière de Droits de l'Homme. Or il va de soi que la Chine a une importance trop déterminante pour n'être appréhendée que sous cet angle. Mais les positions évoluent : s'il a initialement fallu surmonter de nombreuses réticences internes à l'idée d'envoyer une mission en Chine pour d'autres sujets que les Droits de l'Homme, ce n'est désormais plus le cas et un véritable dialogue a pu s'engager. C'est d'autant plus important que l'UE dispose d'atouts colossaux

inexploités pour des relations de partenariat avec la Chine. D'une part, nous ne souffrons pas des déséquilibres macroéconomiques américains : notre balance courante est relativement équilibrée. Ensuite, nous n'entretenons pas avec la Chine de rivalités géostratégiques aussi profondes que les Etats-Unis : notre 7^{ème} Flotte n'est pas en Mer de Chine et nos relations avec Taïwan ne sont pas aussi problématiques pour les Chinois que celles des Américains. Enfin, la conscience des limites physiques de la planète, c'est en Chine et dans l'UE qu'elle se trouve, bien plus qu'aux Etats-Unis.

La Chine est d'ailleurs preneuse d'une coopération de fond : si, jusque récemment, ce qu'elle attendait de nous, c'était de la technologie, c'est surtout le lien entre cette technologie et son application sociale concrète qui l'intéresse désormais – comment réaliser une ville durable, comment refonder la mobilité, etc. Notre agenda de *Green New Deal* suscite d'ailleurs leur intérêt : je suis allé le présenter à un département interne du Comité central et j'ai trouvé face à moi de véritables interlocuteurs disposant d'une grande liberté de parole.

Pierre Defraigne : L'idée même d'une politique chinoise de l'UE pose la question centrale du fédéralisme et du principe unificateur de l'UE. Le seul qui soit cohérent avec notre histoire, c'est notre modèle social. Si les inégalités sont plus fortes en Chine qu'aux Etats-Unis, au moins les Chinois sont-ils d'accord pour considérer que cet état de fait constitue un problème et ils ont longtemps considéré l'Europe comme indicatrice du chemin à suivre. Si nous ne refondons pas ce modèle social qui est notre cœur, nous serons condamnés à devenir un appendice des Etats-Unis et piégés dans une démarche « *The West against the Rest* ». Il est de notoriété publique que l'establishment allemand voit la mission historique de l'Allemagne, comme celle d'un pivot entre les Etats-Unis et les pays de l'Est. Les Chinois se méfient de cette tentation atlantiste qu'ils associent à une Europe faible. Ils aspirent à avoir un autre interlocuteur que les seuls Etats-Unis et souhaitent stabilité et prédictibilité. Si les officiels chinois

restent diplomates à cet égard, la presse se fait en revanche bien plus directement l'écho de cette préoccupation. Au fond, la Chine constitue la vraie raison de faire l'Europe.

DOSSIER 2

L'EUROPE EN OFFENSIVE

EUROPE FÉDÉRALE VS APOCALYPSE DU CAPITAL¹

→YANN MOULIER-BOUTANG

Professeur de sciences économiques à l'Université de Technologie de Compiègne, à l'UTSEUS (Université Sino-Européenne de Technologie à l'Université de Shanghai) et à l'International Adjunct Professor au centre Fernand-Braudel de l'Université de Binghamton-New York (États-Unis). Codirecteur de la Revue *Multitudes*.

Trois éléments sont cruciaux pour évaluer l'onde de choc de la crise actuelle qui secoue l'Euro et les dettes des États européens (dites dettes souveraines).

La crise des dettes souveraines n'est pas La crise finale

La crise de la dette souveraine et le début de crise des parités entre les monnaies internationales (passées et futures) est la suite logique de la crise des subprimes qui a failli emporter le système financier en septembre 2008. La dette des ménages américains a failli entraîner le système financier mais celui-ci s'est souvenu de la leçon de 1929 (ne jamais laisser s'installer la crise financière). La quasi banqueroute des petits États de l'Union Européenne (Irlande, Grèce, Hongrie, Portugal), a fortiori celle des gros États (le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne), et évidemment celle des États-Unis comme celle de l'Euro n'ont pas eu lieu et n'auront pas lieu. Il y a eu une Northern Rock (panique financière et retraits des dépôts), une Lehmann Brother (faillite), pas plus. Les cinq banques centrales du monde les plus déterminantes (l'Américaine, l'Européenne, la Japonaise, la Chinoise et la banque d'Angleterre), ont eu recours à des garanties colossales de dépôts, à des émissions massives de bons du trésor et des rachats de ceux-ci

¹ Cet article a également été publié dans la revue *Multitudes* et dans le *Green European Journal* (www.greenEuropeanjournal.eu)

par paquets de 600 milliards de dollars. La Banque Centrale Européenne au centre de la tourmente, s'est mise à racheter massivement des obligations circulant sur le marché (le second marché) bien qu'en théorie cela lui soit défendu. Des formalistes ont hurlé au coup d'État. Ils préféreraient sans doute un éclatement de l'Euro et de l'intégration européenne. C'est pourtant la seule bonne nouvelle (avec l'apparition des partis verts) sur le plan institutionnel depuis 60 ans. Même au niveau européen, malgré l'indécision foncière des États membres, la lenteur de la chancelière Merkel à réagir, la BCE pratique exactement la même politique que Ben Bernanke aux États-Unis : taux directeur de l'intérêt le plus bas possible, soutien d'actifs totalement pourris notés B moins, soutien de la livre sterling moribonde. La FED doit se débrouiller avec une bande de fous furieux républicains qui sont prêts à faire n'importe quoi pour essayer de placer le Président américain en situation délicate l'année de sa possible réélection. La BCE doit se débrouiller avec des chefs d'État d'autant plus jaloux de leurs prérogatives qu'elles se réduisent comme peau de chagrin, et que la crise est en train d'avoir la peau de l'indépendance et de la souveraineté « nationale » en matière de politique budgétaire. Il est fondamental que le champion allemand de la rigueur monétaire, ait été écarté de la succession de Jean Claude Trichet au profit d'un Italien. L'euro est très loin d'aller à vau l'eau. Et la crise d'euro scepticisme constitue le chant du vilain cygne des nations.

La crise actuelle exprime une dévalorisation rapide des pays dit développés, par rapport aux pays émergents et au reste du monde

Certains économistes parlent d'une phase B d'un Kondratief (du nom de cet économiste menchevik russe exilé aux États-Unis qui fit apparaître des cycles longs de 30 à 50 ans où des périodes de croissance rapide, d'inflation, sont suivies de dépression durable, de baisse des prix, de chômage et souvent de guerres). L'ennui de ce rapprochement de la dépression qui commence avec 1975, c'est que cette phase B ne vaut que pour une partie du monde et que de

surcroît les prix ne sont pas du tout orientés à la baisse. Pourvu qu'on sorte de la vieille Europe et du Japon (et bientôt des États-Unis) qu'on regarde chez les petits dragons asiatiques, dans les BRIC et désormais en Afrique, la crise est plus que relative. Au contraire, la crise exprime plutôt le rééquilibrage du monde au profit du Sud et de l'Asie. L'économie capitaliste a récupéré plus d'un milliard de consommateurs (les 400 millions de personnes sorties de la pauvreté, et le développement de classes moyennes parvenant à tirer la consommation intérieure des BRIC) et plus de 500 millions de salariés (dont une partie considérable d'ouvriers d'industrie qui compense la prétendue « désindustrialisation »).

Il serait stupide de nier que les espaces d'expansion fulgurante se rétrécissent et se ralentissent, mais il s'agit pour la Chine d'atterrir de 10 à 12 % de croissance à 7-8 %. Une croissance annuelle de 1 ou 2 % par an, attend en revanche les pays de l'ex centre. Mais ce ralentissement tient également aux limites écologiques plus rapidement touchées dans les espaces de vieille industrialisation et d'agriculture intensive. Et last but not least : la croissance intensive ou qualitative marquée par une importance croissante du capitalisme cognitif tend à relayer la croissance d'absorption d'une population en expansion rapide. L'Europe à l'Ouest comme à l'Est (sauf la France et l'Irlande) et le Japon s'approchent de ce que les démographes appellent une population stable, dont la croissance est pratiquement nulle. On ne se contente pas de compter dans l'indicateur du développement humain l'alphabétisation, l'inégalité de répartition du revenu, le niveau de revenu, les progrès de l'espérance de vie, la consommation de KWh par habitant ; on s'intéresse aussi à la morbidité au lieu de la mortalité (c'est-à-dire l'âge moyen d'apparition des maladies graves), aux économies d'énergie, à l'empreinte humaine sur les écosystèmes, au pourcentage d'une classe d'âge qui va à l'Université et en sort avec un diplôme, au taux d'innovation.

C'est précisément ce décalage entre les possibilités de progrès qualitatifs et la misère de la macro-économie quantitative qui nous met dans le mur. Par exemple on s'obstine à penser que le problème de la précarité de l'emploi (qui est une crise de la relation salariée) se résoudra par de la croissance quantitative. Or nous avons vu depuis 1975, que chaque fois que la gauche est revenue au pouvoir ou y a accédé, elle est parvenue à faire de la croissance (sous Jospin, sous Clinton, sous Blair) mais cela ne s'est pas consolidé et surtout les problèmes de dégradation continue de l'emploi ont continué de plus bel. Tout se passe comme si les gauches avaient usé toute leur énergie à empêcher le pire, comme un démantèlement massif et brutal de la protection sociale, mais sans fournir de nouveau logiciel de sortie structurelle de la crise, une nouvelle formalisation des relations de travail. C'est évidemment ce fond de dépression politique qui confère à la crise le ton apocalyptique, l'aveuglement aux vecteurs de changement.

Aveuglement ultime que la « règle d'or » que l'Espagne vient carrément d'inscrire dans sa Constitution, en un rien de temps à la fin de l'été, comme un pied de nez au mouvement puissant des indignés ? La France annonce qu'elle veut faire de même. Les pays aidés par le fonds de secours devraient eux aussi passer à cette règle d'interdire aux États de présenter des budgets en déficit ? Là encore, peindre cette mesure surtout destinée aux salles de marchés et aux agences de notation, sous des traits catastrophistes, c'est oublier l'étrange effet qu'aura pareille mesure. Les États perdront la dernière marge qui leur restait. Ils ne pourront plus battre monnaie et financer leur déficit. Or ces fonctions ne peuvent pas disparaître. Elles vont se retrouver reportées directement sur le niveau européen. Il y a fort à parier que la prochaine crise grecque ou portugaise ou irlandaise ou anglaise ou italienne, ou pourquoi pas française, accélérera la création d'Euro-obligations levées en Euro par un Trésor fédéral. L'histoire avance de travers ! Si les États membres se refusent de le faire de façon suicidaire, ou s'ils l'acceptent de façon tout aussi suicidaire,

ce sera de toute façon l'heure pour le Parlement européen d'entrer en phase constituante et d'avaliser le travail commencé par la BCE.

Une vision nouvelle de la dépense sociale et son financement

La gauche a raison de souligner que les décisions inégalitaires prises en matière d'impôts sur le revenu et sur les entreprises n'ont pas arrangé la solvabilité de l'État. Mais le report sur les ménages d'une partie de la dépense sociale, organisé par les réformes libérales, oblige l'État à venir au secours des banques. Il demeure un problème de long terme dans la façon dont l'économie appréhende le concept de dette. Et ce point n'est pas étranger à la morosité programmatique qui atteint la gauche. La crise financière se nourrit de l'épuisement des normes néolibérales qui ont fait croître la dette privée pour couvrir les besoins sociaux au rythme du désengagement des États jusqu'à l'obligation de sauver les banques à bout de souffle. Toutefois, le retour à du keynésianisme national ne constitue pas la réponse adéquate. Une stratégie de type Keynes à Bruxelles se heurte au problème du financement des grands travaux européens (en particulier dans les infrastructures de transports compatibles avec un développement soutenable, mais aussi dans les infrastructures du travail immatériel).

C'est ici que l'on voit le saut programmatique qu'il reste à faire à la gauche. Si elle veut durablement refonder l'État de protection sociale (ce qui s'impose compte tenu de la progression honteuse de l'inégalité, de la précarité et du fossé entre les générations âgées favorisées ou rentières), elle ne pourra mobiliser et protéger le « cognitariat » qu'en investissant dans la capacité productive de celui-ci, en investissant dans une protection sociale qui soit la reconnaissance de la multiplicité, de la dispersion, des capacités de production. Au Brésil, un des pays les plus inégaux de la planète, le plan Bolsa Familia distribue entre 40 et 250 réais à une cinquantaine de millions de personnes (13 millions de familles), à condition de scolariser les enfants ; cela ouvre aux familles un autre avenir. Les femmes peuvent participer à

des coopératives de services en y mettant le pécule dont elle dispose. En France la distribution d'un revenu inconditionnel, individuel et cumulable de 700 euros à 900 euros par mois, et de son équivalent en pouvoir d'achat dans les autres pays de l'Union Européenne moins riches, permettrait à beaucoup d'investir dans les instruments qui leur manquent pour se développer, et les sortirait de l'économie de misère qui les maintient en réserve du travail.

Pour mener une réforme de cette envergure, il faut des recettes que la réforme de l'impôt sur le revenu (qui devrait être davantage progressif et sans niches fiscales) ne saurait assurer. Pas plus qu'un seul programme « raisonnable » de réduction de l'endettement ne pourra jamais permettre de dégager les investissements écologiques très lourds nécessaires.

La gauche, si elle veut élaborer un programme qui se différencie fortement des bricolages de droite, doit donc étudier rapidement comment mettre en place une taxe sur toutes les transactions financières internes (virements, DAB, chèques, etc.) – pendant qu'on l'achemine au niveau mondial vers un financement du développement par une taxe sur les transactions internationales. On pourrait imaginer que ce serait là le premier impôt européen fédéral. Pour faire fonctionner ce budget très important, les banques devraient percevoir en temps réel et transmettre aux États membres et à l'Union les montants affectés à ce gigantesque fonds de solidarité sociale et de transformation productive (industries vertes, programme d'éducation et de recherche, productions culturelles). Cela impliquerait que la totalité de leurs opérations soient connues.

La finance de marché entend plus que jamais faire travailler l'argent tout seul (faire suer au maximum le burnous du travailleur-monde) et se sert sans vergogne de la faiblesse institutionnelle de l'Europe.

Revenu universel et taxe sur toutes les transactions financière, sont deux excellentes mesures d'un programme européen mobilisateur, en prise sur la finance et fédérateur des énergies multiples qui expérimentent sur le terrain.

LA CRISE DE L'EUROPE : LES VERTS DOIVENT REPRENDRE L'OFFENSIVE !¹

→BENOIT LECHAT

Responsable des publications d'Etopia.
Rédacteur en chef du Green European Journal.

benoit.lechat@etopia.be

L'interminable crise de la zone euro indique que nous sommes arrivés au bout d'un chapitre de l'histoire de la construction européenne. Ce n'est pas seulement la méthode de construction européenne qui arrive à un tournant, c'est également le modèle économique et sociétal qui l'a sous-tendu. Le temps est venu pour les Verts de repasser à l'offensive, de montrer les liens entre les crises écologique, sociale et budgétaire et de construire en collaboration avec les mouvements sociaux, le nouveau modèle démocratique, social et écologique du XXIème siècle.

En 2005 et 2006, les débats lors de la ratification du Traité Constitutionnel (TCE) l'avaient déjà montré : la construction européenne a perdu de son évidence pour les générations nées dans l'après-guerre. Le projet d'une Europe pacifiée, démocratique et prospère ne suffit plus à faire accepter les politiques d'inspiration néolibérale. La promesse d'une Europe sociale qui devait prendre le relais de l'Etat-providence national n'a pas été tenue. Du coup, l'Européanisation a pu être confondue avec la globalisation dont elle était censée protéger tous les Européens. La crise de 2011 et 2012 montre que la solidarité intra-européenne a

¹ Ce texte est une version complétée et actualisée d'une analyse publiée le 31 décembre 2011 sur www.etopia.be,
La crise de l'Europe et ses défis pour les Verts.

elle aussi, perdu de son évidence : débiteurs et créanciers de la solidarité sont de plus en plus réunis dans une même impression d'être les dindons de la farce sans avoir été consultés. La conviction que la construction européenne est une nécessité historique, se renforçant à travers ses crises, est désormais menacée. Le fil conducteur du projet européen, à savoir qu'il faut partager la souveraineté pour renforcer la souveraineté, paraît lui-même fragilisé.

Les limites d'une méthode de construction

La crise de la zone euro révèle les limites de la méthode qui a prévalu pour la construction européenne. Ce qu'on appelle l' « incrémentalisme »² institutionnel a été le fait des élites européennes convaincues de la nécessité de construire l'Europe au gré des opportunités de coopération qui s'offraient à elles. Tant que ce travail n'avait pas de répercussions trop visibles à l'intérieur des Etats-nations, il faisait l'objet d'un consensus tacite. Il est probable que le Traité de Maastricht ait contribué à changer cette donne, en imposant des critères de convergence économique et budgétaire dont le respect allait directement influer sur les politiques nationales. Les historiens du futur y verront sans doute l'origine des partis jouant sur l'opposition entre l'Europe des élites et les peuples européens, comme les partis populistes. En réalité, le populisme et la technocratie sont les deux faces d'une même médaille qui se renforcent l'une l'autre³. La crise de la zone euro montre des gouvernements agissant en dernière minute sous la pression des marchés, tétanisés par la peur des populismes, à la fois intimement convaincus de la nécessité de renforcer l'intégration économique et certains d'être incapables d'en persuader leurs opinions publiques nationales.

2 Anglicisme qui désigne un processus par étapes non-planifiées à l'avance, au « coup par coup », dans lequel il n'est pas possible de revenir en arrière, en vertu d'une sorte d'effet-cliquet.

3 LEONARD M., Four scenarios for the reinvention of Europe; European Council on Foreign Relations (EFCR) www.efcr.eu

Le manque de démocratie européenne est un problème économique

Quelles que soient les politiques qu'il faudrait y mener, la nécessité d'un véritable gouvernement économique de la zone euro ne fait désormais plus de doute. Mais sa base démocratique semble manquer dans la plupart des pays comme au niveau européen. Le vice de construction d'une union économique sans véritable union politique, d'une gouvernance économique sans légitimation démocratique suffisante, apparaît au grand jour. La lutte contre les multiples déséquilibres internes de la zone euro (déséquilibre des balances commerciales, surendettements privés et publics, sans parler des déséquilibres écologiques et sociaux qui ne sont plus ou quasiment plus pris en compte) se produit sans que puisse réellement émerger au niveau européen une analyse commune des responsabilités et des causes de la crise. Par manque d'imagination et de courage, les politiques d'austérité sont dès lors imposées comme un « plus petit commun dénominateur » dans l'espoir sans cesse déçu de rassurer les marchés.

L'absence de lecture partagée des causes de la crise

Le déclenchement de la crise en 2008 avait pourtant laissé entrevoir la perspective d'un changement de cap. Avec les sub-primes, l'échec des dérégulations était patent. Le néo-libéralisme semblait en perte de vitesse. Mais la crise bancaire a ensuite contaminé les Etats. La crise des dettes souveraines a remis la balle dans leur camp. L'absence de consensus sur l'origine du surendettement public divise l'Europe : est-ce la dérégulation financière, la montée des inégalités, le manque de compétitivité, la mal-gouvernance ? Les réponses varient en fonction des pays, de leurs situations économiques, de leurs compétitivités et de leurs paysages politiques respectifs. Dans tous les cas, les Verts peinent à faire partager leurs analyses radicales (à la racine). Quand les marchés imposent la dictature de l'ultra-court

terme, il est difficile de faire valoir que les déséquilibres macro-économiques trouvent leur origine dans un modèle littéralement insoutenable: injuste à l'égard des générations actuelles comme à l'égard des générations futures.

La déclaration de Paris du Parti Vert européen⁴

Le 13 novembre 2011, réuni en Congrès à Paris, le Parti Vert Européen (PVE) a adopté une déclaration qui prend le contrepied de la tendance dominant actuellement les politiques européennes : la crise n'est pas principalement causée par le manque de rigueur ou de compétitivité, mais bien par la croissance des inégalités et par l'explosion du secteur financier qu'elle a alimentée, au cours des décennies qui l'ont précédée. En 2008 comme en 2011, la réponse des Verts européens reste la promotion d'un Green New Deal paneuropéen alliant réduction des inégalités, régulation financière et reconversion écologique de l'économie. La déclaration articule des mesures de court terme pour éteindre l'incendie qui gagne la zone euro avec des propositions de long terme pour réorienter fondamentalement l'économie européenne. Mais nombre de ces mesures préconisées par les Verts impliquent un renforcement de l'intégration politique et passent par une modification des traités existants. Aussi le PVE plaide-t-il pour qu'une nouvelle convention sur le futur de l'Europe soit convoquée le plus rapidement possible.

Des débats à construire entre Verts et au-delà

Les Verts sont historiquement bien équipés pour structurer un tel débat. Mais celui-ci se poursuivra d'abord en leur sein. De tous temps, leur engagement en faveur du processus européen a été multiple. A l'intérieur de la famille verte ont coexisté et coexistent des tendances différentes dans le positionnement européen. Pour certains, celui-ci

⁴ www.europeangreens.eu

constitue une valeur intrinsèque, pour d'autres, l'Europe n'est qu'un moyen (un instrument) en vue de l'effectuation à un niveau efficace du projet écologiste, pour d'autres enfin, l'intégration européenne n'a aucune valeur à part entière et peut même constituer un frein pour l'accomplissement des projets écologistes. Faire coexister de manière démocratique et efficace ces tendances – qui ne sont évidemment pas structurées en tant que telles – à l'intérieur des partis verts européens n'est pas facile. Ce l'est d'autant moins que ce clivage est redoublé par d'autres débats étroitement imbriqués.

Le débat sur la croissance et les « commons »

Dès la fin de 2008, les Verts ont fait du Green New Deal leur projet phare. La reconversion écologique de l'économie offrait une porte de sortie à la crise. Emploi et écologie étaient enfin réconciliés. Le Green New Deal ne fut d'ailleurs pas étranger au succès vert lors des élections européennes de 2009. Mais parallèlement, le questionnement sur la compatibilité entre la croissance – même verte – et le développement durable était relancé par la publication du livre « Prospérité sans croissance » de Tim Jackson dans plusieurs langues européennes (souvent avec l'appui des fondations vertes comme Etopia, Oikos ou la Fondation Heinrich Boell): la possibilité réelle d'un découplage absolu entre la croissance économique et la croissance des émissions de gaz à effet de serre était mise radicalement en doute. Plusieurs partis verts ont dès lors commencé à réintégrer dans leurs réflexions la question d'une redéfinition de la prospérité dans un sens non-productiviste⁵. Dans la foulée, certaines fondations nationales comme Etopia, Oikos ou la Boell se sont aussi emparées du thème des biens communs pour développer une alternative économique à la société de croissance et au face à face stérile entre le marché et l'Etat⁶.

5 La déclaration de Paris y fait allusion dans son deuxième paragraphe. Le dernier Congrès des Grünen a commencé à l'intégrer dans son positionnement économique (voir la traduction anglaise de la résolution qui sera bientôt publiée par le « Green European Journal »).

6 Voir par exemple le colloque du 9 mars 2012 : « Les biens communs : comment (co)gérer ce qui est à tous ? » [-www.etopia.be/spip.php?article1962](http://www.etopia.be/spip.php?article1962)

Le débat sur la puissance et sur l'austérité

Les Verts aux commandes au niveau national comme en Finlande ou au niveau régional comme en Allemagne et en Belgique, en France ou en Autriche sont bien placés pour le savoir : la croissance économique est cruciale pour le financement des fonctions collectives des Etats endettés. Au niveau international, la capacité à peser sur les grandes orientations planétaires se mesure aussi à la puissance économique. C'est d'autant plus vrai que les Européens ne représentent plus que 7% de la population mondiale. Croire qu'ils pourront continuer à exercer une influence mondiale – et notamment dans le sens d'une réorientation écologique de l'économie globale - en réduisant leur poids économique et en restant enfermés dans la crise de la dette est tout sauf évident. L'entrée des Verts au sein du gouvernement Hollande pourrait être imitée par d'autres partis verts, notamment en Allemagne. Leur défi sera de convaincre leurs éventuels partenaires sociaux-démocrates de ne pas céder à la tentation de recourir aux traditionnelles recettes libéral-productivistes, à condition qu'ils en soient eux-mêmes réellement convaincus.

Le débat sur la triple insoutenabilité de notre économie

Dans les gouvernements, les Verts devront soutenir que l'austérité ne réglera rien si nous ne prenons pas conscience que ce qui est plus fondamentalement en jeu, c'est la triple insoutenabilité de notre modèle de société. 1. L'insoutenabilité écologique : en l'absence d'un découplage absolu entre la croissance économique et la croissance des pollutions, la course à la croissance à laquelle la dette nous oblige, ne nous permettra pas de sauver le climat. 2. L'insoutenabilité sociale : notre société européenne est de plus en plus injuste et inégalitaire et elle ne nous rend pas heureux. Autant que la peur de l'étranger, c'est l'incapacité des démocraties à contrer cette évolution qui pousse les électeurs dans les bras des partis populistes. 3. L'insoutenabilité

budgétaire : nous ne pouvons transmettre aux générations futures une dette qui les priverait de toute marge de manœuvre politique et qui les enfermerait durablement dans la cage de fer de la croissance.

Mais parallèlement à la discussion sur l'austérité, les Verts doivent aussi préparer d'urgence les réponses concrètes aux conséquences sociales dramatiques de la récession voire de la décroissance subie de l'économie européenne. Il s'agira notamment d'inventer rapidement des mesures concrètes permettant de contrer la réduction des prestations sociales qu'entraînera la réduction des moyens budgétaires des Etats. En Belgique, par exemple, il faudra aider davantage les Centres Publics d'Aide sociale à faire face à la montée de la pauvreté, le cas échéant en collaboration avec le secteur associatif ou coopératif.

Le débat sur la construction d'une démocratie écologique en Europe

Dans l'Etat actuel, il n'est pas acquis qu'il y ait des majorités en Europe pour mener à bien les réformes permettant de réduire le déficit de légitimité démocratique mis en évidence par la crise de la dette. Les solutions préconisées par les gouvernements n'y sont pas étrangères. Mais la peur d'une réduction de la souveraineté nationale y joue aussi un rôle. La spécificité fédéraliste de la démocratie européenne qui réside dans l'interaction permanente entre le niveau des Etats nationaux et le niveau européen est loin d'être pleinement comprise et acceptée par les Européens qui continuent majoritairement de raisonner sur base des catégories de l'Etat-nation. Les politiques qui tentent de faire croire qu'ils sont en mesure de maîtriser intégralement leurs économies au niveau national n'en sont pas peu responsables.

Pour répondre à ces appréhensions qui sont également présentes au sein des Verts, le renforcement du poids du parlement européen (élection d'une partie des parlementaires dans une circonscription

unique⁷, droit d'initiative, contrôle de la Commission et du Conseil, ...) devra s'accompagner d'un renforcement du pouvoir de contrôle des parlements nationaux et régionaux sur les politiques européennes. A tout le moins, toute nouvelle réforme des Traités devra être ratifiée, comme l'ont constamment défendu les Verts, par des référendums nationaux simultanés, avec pour conséquence qu'un non ne resterait pas sans conséquence, comme c'est le cas aujourd'hui, sur la poursuite de la participation à l'UE. Mais plus fondamentalement encore, dans l'esprit initial du fédéralisme vert et des fondateurs du fédéralisme écologiste⁸ il n'y aura pas de renforcement de la démocratie européenne, sans construction d'une démocratie écologique, mettant en lien le sauvetage des écosystèmes et la participation du plus grand nombre à la vie publique. C'est un chantier qu'il faudra d'urgence rouvrir.⁹

Européaniser les débats, poursuivre leur « trans-nationalisation »

Avançant cahin-caha, la construction européenne semble arrivée à un point où elle pourrait être renvoyée à la case départ. Mais cette impression est en grande partie une illusion, non seulement en vertu de « l'incrémentalisme » européen parfois justement dénoncé, mais aussi et surtout parce qu'en plus de cinquante ans, une « quasi-société » européenne a commencé à voir le jour. Il est difficile de mesurer son avancement, mais elle est palpable, fût-ce indirectement dans la manière dont les pays interagissent dans l'actuelle crise européenne. Au-delà des clichés, la démocratie européenne a besoin de renforcer l'espace public européen sur lequel elle se développe. Construire des compréhensions communes de la situation actuelle, implique que l'on interconnecte davantage les espaces publics nationaux, de

7 www.greenvyourope.net/2011/07/28/why-european-lists-are-a-must/

8 Voir notamment le rôle fondateur joué par mouvement ECOROPA dans les années 70 et 80.

9 ECKERSLEY R., *The Green State, Rethinking Democracy and Sovereignty*, MIT Press, 2004.

manière à ce que, par exemple, les Français soient mieux informés de ce qui se débat en Allemagne et inversement¹⁰.

Ce travail d’interconnexion est aussi celui qu’ont entamé au niveau des Verts européens la Fondation Verte Européenne en collaboration avec les fondations vertes nationales, comme Etopia ou la Fondation Heinrich Boell. Cette dernière vient ainsi de publier une importante étude consacrée à l’avenir de l’Europe¹¹ qui fera l’objet de débats dans plusieurs pays européens. La Fondation Verte Européenne vient, elle, de lancer le « Green European Journal » dont l’ambition est de faire diffuser des traductions d’articles susceptibles d’animer le débat entre Verts européens et principalement d’articles publiés dans les différentes revues des fondations vertes.

A travers le Green European Journal et la Green European Foundation se constitue l’embryon d’un réseau d’intellectuels, de militants et de politiques qui veulent construire ensemble un nouveau modèle vert pour nos sociétés et nos économies au XXI^e siècle.

Reprendre l’offensive

Les Verts sont certes les mieux équipés pour comprendre et combattre les trois insoutenabilités évoquées plus haut, mais ils doivent encore faire pas mal de chemin pour en convaincre le plus grand nombre. En 2009, le Green New Deal avait permis de montrer que l’écologie était la clé d’une économie compatible avec les générations futures, ce qui avait largement contribué au succès à l’élection du Parlement européen. En 2012, l’urgence semble avoir refermé les possibilités d’investir massivement dans une reconversion verte et dans une redéfinition du contenu de la prospérité. Tout se passe comme si la

¹⁰ HABERMAS J., ENDERLEIN H., FISCHER J., GUEROT U., Europe and the «new German question», www.eurozine.com « There can only be a process of pan-European opinion-formation and majority building if the national media cover relevant opinions and attitudes on common interests in other, foreign, national media ».

¹¹ «Solidarité et force. L’avenir de l’Union européenne » www.gef.eu

pression de la crise renforçait désespérément les politiques qui y ont mené. Les Verts ne doivent pas pour autant renoncer à assumer leur différence, à se montrer combattifs. Ils doivent s’investir davantage dans les discussions économiques et budgétaires et mettre en évidence que le modèle de l’écologie économique constitue l’alternative au paradigme néo-classique à l’échec dramatique duquel nous assistons.

Faire partager la définition verte de la justice sociale

Parallèlement, ils doivent travailler à élargir le consensus politique et social sur la nécessaire « réindustrialisation écologique ». Pour y parvenir, il leur faudra remettre sur le métier leur définition de la justice sociale qui ne correspond pas à la vision social-démocrate et encore moins à la vision libérale¹². Ce travail passera par une redéfinition du bien-être mettant l’accent sur le développement des biens communs, comme alternative au « tout au marché » du néolibéralisme et aux solutions étatiques et consuméristes de la social-démocratie. Pour faire partager le plus largement possible ce modèle alternatif en pleine construction, les Verts doivent d’urgence développer un dialogue systématique avec les mouvements sociaux, qu’ils soient anciens, comme les syndicats de travailleurs ou nouveaux, comme les associations environnementales et tous ceux qui cherchent à développer le « vivre autrement ».

Bruxelles, le 20 juin 2012

12 ROUSSEAU S. , Oui l’écologie, c’est social !, Les Petits Matins, 2012.

L'EUROPE DÉRACINÉE¹

→ERICA MEIJERS

Rédactrice en chef de De Helling
(l'équivalent hollandais de la revue Etopia).

Les discussions à propos de l'UE résonnent fréquemment d'appels à une identité européenne partagée. Il manquerait au projet Europe une unité émotionnelle. Tant que l'« âme » fait défaut, la structure existante, rationnelle et bureaucratique, est condamnée à demeurer à distance des citoyens, êtres de chair et de sang vivant dans des cultures et des traditions diverses. Pour avoir la moindre chance de succès, l'UE devra donc embrasser une identité européenne. Existe-t-elle, voilà la question.

C'est dans un petit restaurant de Bâle que j'ai mené une conversation avec Christophe Keller, journaliste et écrivain suisse. Le sujet : qu'est-ce qui nous rend européens ? Nous sommes d'accord sur au moins un élément : pour autant qu'elle existe, l'identité européenne n'est pas simple. Elle ne le devient que lorsqu'elle est en danger. D'après certains, tel est bien le cas actuellement : ils s'efforcent de l'établir, par exemple par la technique éprouvée de la création d'un ennemi extérieur. En déclarant la guerre au terrorisme, au fondamentalisme musulman ou à l'Islam lui-même, ils érigent une opposition claire entre, d'une part une Europe éclairée et rationnelle et, d'autre part, une religion irrationnelle et violente. De telles tentatives sont cependant peu convaincantes. Elles ressemblent trop à l'opposition, depuis longtemps démasquée, entre des Européens civilisés et des barbares sauvages. Christophe estime que l'Europe, comme les États-Unis, a besoin d'un drapeau et d'une constitution pour être vraiment atti-

¹ Article paru également dans le Green European Journal n°1 – www.greeneuropeanjournal.eu et traduit par Edgar Szoc

rance, même si lui-même s'en soucie personnellement peu. C'est en Europe qu'a été inventé l'État-nation mais le nationalisme qui en a résulté a déchiré le continent à de nombreuses reprises.

Notre conclusion est faible : ce qui fait de nous des Européens n'est peut-être rien d'être rien d'autre que le fait de passer une soirée à nous remuer les méninges sur ce qui relie les Européens. Mais je veux désormais penser qu'on peut en dire plus.

Plus jamais de guerre

L'unité de l'Europe est un idéal ancien. Napoléon en rêvait déjà. Mais le sens de l'unification actuelle réside dans la devise « plus jamais de guerre ». Elle est née du choc qu'ont occasionné la Première et la Seconde Guerres mondiales qui ont frappé au cœur la tradition des Lumières et sa mise au centre de l'histoire, d'un individu européen, rationnel et autonome. Cette Europe rationnelle a paru porteuse d'une dimension plus sombre, irrationnelle et même démoniaque, visible dans l'euphorie nationaliste belliqueuse qui a ruiné l'internationalisme au début du siècle et indéniable dans l'horreur de la solution finale nazie.

Mais le slogan « Plus jamais de guerre » sonne creux après soixante années de paix et de prospérité – c'est du moins ce qui est souvent rappelé lors des nombreuses discussions à propos de cet idéal européen lointain et abstrait. C'est oublier que voici dix ans à peine une partie de l'Europe était encore en proie à la guerre. Mais il est vrai que les Balkans ont toujours été considérés comme le ventre mou de l'Europe. C'est pourquoi l'image de rationalité que l'Europe entretenait sur elle-même n'a été qu'à peine ébranlée par le déchaînement de barbarie qu'a déclenché la désintégration de la Yougoslavie. Les réfugiés et les exilés de cette guerre nous avaient pourtant prévenus à l'époque que pareille tragédie pouvait se produire n'importe où

en Europe. Au cœur du Sarajevo multiculturel et bigarré, ils avaient eux aussi cru jusqu’au dernier moment que leur ville de tolérance et d’ouverture était immunisée contre le fanatisme. Jusqu’à ce que la réalité leur prouve le contraire.

Ces avertissements n’eurent que peu d’échos, mais il y a bien des raisons de les prendre au sérieux. La recrudescence du nationalisme en France et aux Pays-Bas, par exemple, donne à réfléchir. Ce n’est pas seulement la tension entre l’idéal de rationalité et une réalité plus souvent irrationnelle qu’à son tour qui a joué, mais également une autre tension, tout aussi profondément ancrée en Europe. L’équilibre instable entre l’universalité – l’idéal de liberté, d’égalité et de fraternité pour chacun – et la particularité – l’attachement inévitable à son propre contexte – menace en effet de se rompre.

Déracinés

Personne n’a plus d’expérience de ces deux tensions que ceux dont le pays s’est effondré sous les coups du nationalisme et de la haine : les exilés de l’Allemagne nazie et les réfugiés de Yougoslavie. Les émigrés allemands – principalement juifs et politiques – des années trente n’eurent guère plus d’auditeurs lorsqu’ils avertirent des dangers du nazisme. Ils furent regardés de travers, accusés de salir leur propre pays et repoussés sans merci d’un pays à l’autre. Beaucoup errèrent sans papier pendant des années jusqu’à ce qu’une existence aussi incertaine les achève ou que des trucs et ficolles leur permettent d’obtenir un passeport ou de fuir en Amérique.

Qu’ils le veuillent ou non, la perte de leur pays les a faits européens. Dans les cafés d’émigrés de Paris, Prague et Zurich, l’avenir de l’Europe était chaudement débattu. L’expérience et les intuitions de ces déracinés sont plus propices pour s’approcher de l’identité européenne que la prose policée des hauts fonctionnaires européens

et des décideurs politiques. Leur survie dépendait en effet d'une intervention unie de l'Europe contre la barbarie dans leur propre pays et dès lors d'un idéal européen partagé.

Klaus Mann (1906-1949) est le chroniqueur de la vie des émigrés au cours des années trente du XX^e siècle. Il appartient à cette génération de jeunes intellectuels qui ont cru, pendant l'entre-deux-guerres, à la culture européenne comme contrepoison au nationalisme qui avait provoqué tant de dégâts en 14-18. Il quitte l'Allemagne en 1933 où, d'après ses propres mots, il manquait d'air. L'arrestation de ce jeune écrivain homosexuel y était par ailleurs loin d'être inconcevable. En 1939, il écrit *Le volcan*, roman qui se déroule dans le milieu des émigrés, notamment en France, aux Pays-Bas en Tchécoslovaquie et en Suisse. Juste avant sa mort d'une overdose de somnifères en 1949, Klaus Mann rédige un essai mordant sur les tribulations des intellectuels européens, qui fut publié pour la première fois dans une revue américaine sous le titre « L'Europe en quête d'un nouveau credo ».

Le volcan

Dans *Le volcan*, l'actrice Marion, inspirée d'Erika, la sœur de Klaus Mann, rend visite, après son arrivée à Paris, à une émigrée russe qui se languit de la Russie d'antan. Marion se refuse à partager cette nostalgie : « Nous ne sommes pas comme ces émigrés russes qui ont fui la révolution. Nous sommes partis parce que nous défendons l'avenir et combattons le retour en arrière. Nous résistons parce que nous ne voulons pas que le fascisme constitue l'avenir. Nous voulons une Europe autre et meilleure pour nos enfants. »

Les émigrés n'étaient certainement pas d'accord sur ce à quoi devrait ressembler cette « meilleure Europe ». Parmi eux, figuraient des socialistes, des communistes et des libéraux. Certains étaient apolitiques, d'autres avaient rejeté le national-socialisme sur la base

de leur foi, d'autres encore voyaient éclore de nouvelles formes d'humanisme. Mais tous ressentaient la même responsabilité : « nous, les émigrés, représentons l'autre Allemagne, nous sommes l'opposition à la barbarie », déclare Marion.

La vie quotidienne découlant d'un tel choix se révèle dure. Beaucoup d'émigrés s'en sortent à peine. D'après Klaus Mann, le cauchemar ultime des émigrés ressemble à ceci : « Tu te retrouves soudain à nouveau en Allemagne et tu demandes : pourquoi n'y suis-je plus allé depuis si longtemps ? C'est alors que s'impose lentement la conscience : j'ai ici des ennemis qui me pourchassent. Je dois me comporter de manière banale avant que quelqu'un ne me reconnaisse. Pourquoi tout le monde me dévisage-t-il ? Il y a dans mon sac un de ces journaux d'émigrés qui sont interdits ici – et chacun l'a vu. Où puis-je aller ? Voilà un SA. Et puis un autre. Il est trop tard. Je suis encerclé. »

Autant les émigrés détestaient l'Allemagne hitlérienne, autant la plupart d'entre eux éprouvaient de la nostalgie, quand bien même ils ne savaient plus pour qui ou pour quoi. « Qu'il doit être délicieux de ne plus se demander où se trouve sa maison », pense Benjamin Abel, le professeur juif, dans sa chambre d'Amsterdam tandis que son regard se porte sur la bouteille de somnifères sur sa table de nuit. « Où attend-on encore mes capacités et comment les mettre en œuvre ? Un homme perd tout sentiment de sa propre valeur si plus personne n'a besoin de lui. Qu'il doit être agréable d'être libéré des doutes, des déceptions et de la solitude. Libéré du mélange empoisonné de haine et de nostalgie. » Martin, le jeune poète doué retrouve accroc à l'héroïne et se détruit lentement mais sûrement. C'est régulièrement que les émigrés doivent affronter la nouvelle d'un nouveau suicide. La jeune sœur de Marion prend des somnifères lorsqu'elle tombe enceinte d'un émigré en compagnie duquel elle s'est, pour la première fois, sentie de nouveau en sécurité. Après leur

première nuit, il est emmené par la police et déporté au-delà de la frontière pour disparaître à jamais de sa vie.

Le volcan, le titre du roman est à double sens. Il renvoie tant à la menace que constitue le national-socialisme et à la vie en marge d'un monde qui s'effondre qu'aux angoisses intimes des déracinés. Au précipice qui s'ouvre dans l'âme de l'émigré, correspond celui auquel fait face l'Europe des Lumières : le feu grondant au creux de la montagne qu'est la civilisation crache sa lave destructrice. Il faut être sur ses gardes à chaque instant car le danger est partout. Rien n'est sûr. Klaus Mann entrevoit la fin d'une ère – personne ne sait plus s'il existe encore un avenir. Dans son roman, la fin des grands idéaux est proclamée par Marcel, l'ami français de Marion. Ce n'est pas pour rien que Klaus Mann choisit un intellectuel pour maudire les belles paroles. Marcel annonce la mort de la démocratie : elle n'est rien d'autre qu'un de ces vieux mots usés et vidés de sens. Il rejoint les Brigades internationales qui combattent le fascisme parce qu'il ne peut plus croire aux mots. Il veut faire quelque chose et s'offrir pour racheter les péchés de ses ancêtres qui ont laissé les choses aller si loin. Il ne croit même plus en ses propres analyses. Et il meurt en Espagne.

Une crise permanente

« L'Europe est finie », déclare Paul Valéry juste après la guerre et Klaus Mann le rejoint dans son essai sur l'Europe. La vieille Europe n'est pas seulement littéralement détruite ; les bombardements massifs et l'assassinat des juifs et de nombreux autres ont brisé la foi dans les Lumières. Klaus Mann considère les discussions d'après guerre entre existentialistes, marxistes et nihilistes comme symptomatiques de la confusion et de la déchirure générales des intellectuels européens.

Soixante ans après la guerre, tout ceci résonne d'un écho familier : la fin des grands récits et le vide des belles paroles. Nous y sommes habitués ; la lassitude nous guette lorsque revient ce débat, de même que nous lassent les discussions abstraites et grandiloquentes sur l'Europe. Klaus Mann, qui a subi douze années d'émigration, non sans préjudice personnel, a véritablement souffert de la non-venue de cette « Europe autre et humaine » qui avait nourri son optimisme et celui de tant d'autres au cours de ces pénibles années. Il considérait la catastrophe du Troisième Reich comme l'aboutissement d'un long chemin balisé par le déclin de la croyance dans le Divin, le Bon, le Beau la Civilisation et le Progrès. Si Érasme, Victor Hugo et Spinoza n'y avaient pas cru, la Renaissance, la Réforme et la Révolution française n'auraient pas été possibles. Mais, selon Mann, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle les intellectuels européens ont perdu cette foi. La désillusion et la culpabilité qui affectaient Nietzsche, Kierkegaard et Dostoïevski, il les considérait comme des signes avant-coureurs de la crise. Avec eux, il est devenu clair que l'homme occidental, qui s'était toujours considéré comme un être de raison était encore en proie aux démons, et gouverné par des puissances irrationnelles et barbares. En même temps que le sacré, les Européens ont perdu la raison.

Bien que cette analyse puisse encore se prêter à une utile discussion, ce qui compte pour moi, c'est que Klaus Mann ne considérait pas la guerre comme un « accident industriel » mais comme l'éruption, longtemps maturée de la vraie nature de l'Europe. La réalité du XX^e siècle a dépassé les fantasmes du XIX^e. Ce ne sont pas seulement les chambres à gaz, les bombes et la propagande qui sont en cause, mais également « le mauvais goût diabolique du marché du divertissement », le « cynisme des cliques dirigeantes et la bêtise des masses désorientées », le « culte de l'argent et la terreur de l'ignorance ». « Dans le contraste inconciliable entre le cauchemar d'Auschwitz et les fantaisies d'Hollywood, disparaît la raison. »

Le monde est, par conséquent, devenu impossible à comprendre ; nous nous trouvons dans un état de crise permanente. La sympathie de Mann, dans pareille situation, va aux sceptiques. Tout qui propose des réponses simples et souhaite imposer une identité facile l'irrite. S'enfermer dans une appartenance nationale n'a jamais constitué une solution pour lui. Les peuples d'Europe, il leur voit un destin commun que l'apocalypse des Première et Seconde Guerres mondiales n'a fait que renforcer. Les différences régionales subsistent certes mais « nous sommes tous membres d'une famille tragique et appauvrie, mais fière et noble. »

La réponse de Klaus Mann témoigne autant de son scepticisme et de sa répugnance à l'égard du nouveau monde que de son attachement à l'ancien : il attend un mouvement de désespoir et de dégoût. Une vague de suicides parmi les intellectuels européens. Les meilleurs d'entre eux doivent suivre l'exemple de Virginia Woolf, Stefan Zweig et Jan Mazaryk. Ce n'est qu'ainsi que le monde pourra encore être choqué et sorti de sa léthargie pour apercevoir le véritable état de la situation. Mann conclut sur Kierkegaard dans des phrases qui figurent parmi les dernières qu'il ait écrites avant sa mort choisie : s'il y a encore des raisons d'espérer et de croire, c'est seulement à partir de l'absurde : « Sans l'absurde, pas de foi dans l'avenir. »

Un sentiment d'appartenance

L'œuvre de Klaus Mann rend à tout le moins une chose claire : qui souhaite éviter le désespoir et refuse d'être touché par la lave en feu que crache le volcan, qui préfère une conception simpliste et indolore de l'Europe comme continent éclairé n'a aucun accès à la véritable nature de l'Europe. Mann ne doute pas de l'existence d'une identité européenne mais ne voit décidément aucune raison d'étaler notre « Civilisation des Lumières ». Sa propre expérience ne lui en donne que peu de raisons.

Les intuitions de Mann sont confirmées par un épisode récent qui rend difficile de rejeter ses avertissements comme datés ou dépassés. En 2007, est sorti le film *My Friends*, de Lidija Zelovic, réalisatrice amstelodamoise qui a fui Sarajevo en 1992. Il la montre voyageant du Canada en Scandinavie, puis à Sarajevo, lieux de résidence de ses amies d'enfance. Elle est curieuse de leur sort et espère organiser une réunion le jour de son mariage. Zelovic s'interroge de la sorte sur son identité et son lieu d'appartenance. Comme dans l'œuvre de Klaus Mann, les films de Zelovic entremêlent le personnel et le politique. Les deux esquiscent le portrait des espoirs et des angoisses d'une génération d'émigrés.

My friends débute sur une image de Zelovic elle-même racontant la blague d'un Bosniaque qui visite l'Angleterre pour la première fois. Il descend du bateau et se met à rouler. Il entend à la radio un avertissement concernant un conducteur fantôme : un conducteur roule du mauvais côté de la route. Surpris, le Bosniaque s'exclame : « Comment ça, un ? Ils roulent tous du mauvais côté ! ». « Quand ai-je ressenti que tout le monde roulait du mauvais côté ? », s'interroge Zelovic. « Quand la vie est-elle devenue à ce point contraire et encombrée ? Quand n'ai-je plus su ce que je dois croire ? ». Et de déclarer un peu plus tard dans le film : « Qu'il est agréable de croire en quelque chose. Avant, j'ai cru en Tito et en la Yougoslavie. C'était une espèce de religion avec un autre type de dieu. J'ai même cru que tous ceux que je connaissais y croyaient également : nous étions tous des fiers pionniers de Tito qui deviendraient des communistes comme nos parents. Le chemin était simple et beau. Ma vie et celle de mes amis était la même. »

Près de vingt ans après, la vie de Zelovic et de ses amis est loin d'être simple. Ils habitent loin les uns des autres et en dépit des voyages et des visites, Zelovic ne parvient pas à réconcilier ses amis. Entre Olja, d'origine serbe, et Emina, bosniaque, se sont développées l'amertume et la défiance. Une grenade serbe a tué la mère

d'Emina. Olja se sent agressée et refuse d'endosser la responsabilité du chagrin de sa vieille amie. Après des années en Australie, Jasna est retournée à Sarajevo pour y refaire une vie nouvelle. Toutes les quatre ont perdu leur maison, toutes les quatre ont « reçu » une vie entièrement nouvelle du fait de la guerre.

Zelovic elle-même décide d'installer à Amsterdam de nouvelles racines. Tandis qu'elle promène la poussette de son bébé d'un an dans le trafic du quartier d'Overtoom, nous discutons d'éracinement, identité et Europe. Elle rapporte les récits de ses conversations avec les émigrés de l'ancienne Yougoslavie : les problèmes de papier, le désespoir à l'idée de ne plus jamais être chez soi résonnent comme des échos des romans de Klaus Mann. De même en ce qui concerne les rejets récurrents de la part des Néerlandais, des Français et des Danois : « Es-tu une véritable Européenne ? Ce qui vous est arrivé n'a rien à voir avec notre tradition des Lumières. Les Balkans sont une région reculée où la raison a toujours eu du mal à pénétrer. » Mais lorsque je lui demande ce que l'Europe signifie pour elle, elle commence à bégayer : l'Europe est familière, l'Europe est ce à quoi on appartient et veut appartenir parce que dans les pays d'Europe un sentiment de familiarité est encore possible. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que Jasna est revenue d'Australie.

Nous parvenons de concert à la même conclusion : l'identité européenne réside dans une histoire partagée de conflits mutuels. Ce sont peut-être en effet les souffrances et les échecs qui nous lient, parce que nous les interprétons tous comme un dévoiement de notre propre idéal de civilisation. L'Europe est le lieu du combat entre la raison et la déraison, entre la civilisation et la barbarie et de la projection de cette barbarie sur autrui. L'Europe compte parce qu'elle est sans cesse en danger. Il n'y a aucune raison de bâiller d'ennui lorsqu'on déclare que « Plus jamais de guerre » est le terreau de l'Europe. Tout simplement parce que cette devise, l'Europe n'a jamais pu la faire vraie.

Absence d'identité

Le complexe de supériorité et l'auto-fétichisation, qui sont les vieilles maladies de l'Europe, relèvent à nouveau la tête. Klaus Mann qualifiait l'Europe de famille tragique mais fière. Ceux qui refusent de voir cette tragédie ne conservent qu'une fierté vide et criarde. On la voit à l'œuvre aujourd'hui dans les appels simplistes à l'identité nationale, qui ne peuvent s'incarner que dans l'exclusion d'autrui. Dans notre monde globalisé, ils paraissent plus absurdes que jamais. Quelle que soit la compréhension dont on puisse témoigner à l'égard de l'aspiration à un ancrage et de l'insécurité qu'engendrent les conditions politiques et économiques actuelles, la résurgence de nouveau mythes nationalistes est extrêmement dangereuse – en particulier lorsqu'elle se combine avec un sentiment négatif à l'égard du reste du monde. La riposte ne doit toutefois pas se chercher du côté d'une quelconque « contre-identité ». Qui veut faire justice à l'âme européenne doit chercher une autre réponse.

J'en reviens à la conclusion inutile à laquelle Christoph Keller et moi-même avions abouti à Bâle. À la réflexion, il me paraît injuste de dire que l'identité ne devient simple que lorsqu'elle est en danger. C'est dans la construction même d'une identité simple sous la pression d'une menace réelle ou imaginaire que gît le danger. Notre conclusion ultime n'est peut-être pas tellement folle : aucune réponse simple n'existe mais c'est dans le dialogue et le doute que réside la véritable identité européenne. L'identité ne se fonde pas à distance, en se retournant vers le passé de l'Europe. Elle n'a de sens que comme une entité dont on fait partie et qui est en devenir. L'identité est en effet toujours insaisissable : elle se trouve toujours devant nous et ne revient jamais. Comme l'écrivait le poète romantique Novalis au début du XIX^e : « Wo gehen wir hin ? Immer Nach Hause » (Où allons nous ? À jamais vers chez nous). Il n'y a rien de plus dangereux que d'annoncer que nous sommes arrivés, alors que ce n'est pas le cas. La nostalgie n'existe pas sans déracinement. Le trouble et le

doute sont typiques de notre Europe tellement débattue. D'après le philosophe de la culture Ton Lemaire, la critique et le doute constituent le meilleur de la civilisation occidentale. Le scepticisme et la quête sans relâche du sens des choses se retrouvent en effet depuis Voltaire, Descartes et Kant au cœur de l'Europe moderne.

Ce sont donc les émigrés et les réfugiés, les vagabonds et les déracinés qui incarnent l'âme de l'Europe. Leurs expériences doivent constituer un ingrédient essentiel de notre réflexion sur l'identité européenne. Si tel est bien le cas, il est légitime de se demander de quel droit les partis politiques de droite insistent avec tant de poids sur l'identité nationale. Un parti comme Groenlinks, qui prend ses distances avec les tendances nationalistes présentes au sein d'autres partis de gauche tels que le SP et le PvDA devraient plus relier le concept d'identité à la questions des « déracinés » de notre société et devraient s'interroger sur la manière dont cette perspective pourrait renforcer la participation à la politique européenne.

Il est en tout cas clair que le « projet Europe » est condamné à demeurer dénué d'âme s'il se contente de rester le terrain de jeu de politiciens arrivés qui en établissent les règles et les frontières. Les personnages du Volcan de Klaus Mann indexent leur identité à un avenir meilleur. Ils ne savent, après tout que ce qu'ils ont traversé, plus qui ils sont, mais rêvent de qui ils sont à même de devenir. Ainsi considéré, il n'y a pas d'identité européenne mais seulement - si nous le voulons - un avenir commun pour des personnes issues de cultures et traditions différentes, que relient la nostalgie et le déracinement.

DOSSIER 3

SORTIE DU NUCLÉAIRE

EVOLUTION DES PRIX DE L'ÉNERGIE EN BELGIQUE

Électricité, gaz et mazout de chauffage

→JULIEN VANDEBURIE

Conseiller politique Ecolo et
chercheur-associé à Etopia.

julien.vandeburie@ecolo.be

Introduction

Le baromètre politique de l'édition du 6 décembre 2011 du quotidien *Le Soir* montrait que 60% des citoyens adhèrent à la sortie du nucléaire. Cependant, si les prix n'augmentent pas, la part des citoyens favorables à la sortie du nucléaire grimpe à 81%.

La question du nucléaire apparaît donc très liée avec celle du prix de l'électricité. Or, le prix de cette dernière n'a cessé d'augmenter ces dernières années, alors qu'aucune unité nucléaire n'a fermé en Belgique. Dans une étude parue en novembre 2011¹, le CRIOC montrait le décalage entre l'évolution des dépenses en électricité et en gaz et les salaires moyens nets, en défaveur de ces derniers.

.....
1 CRIOC (2011). L'évolution des prix de l'énergie versus l'évolution du budget des ménages. Novembre 2011.

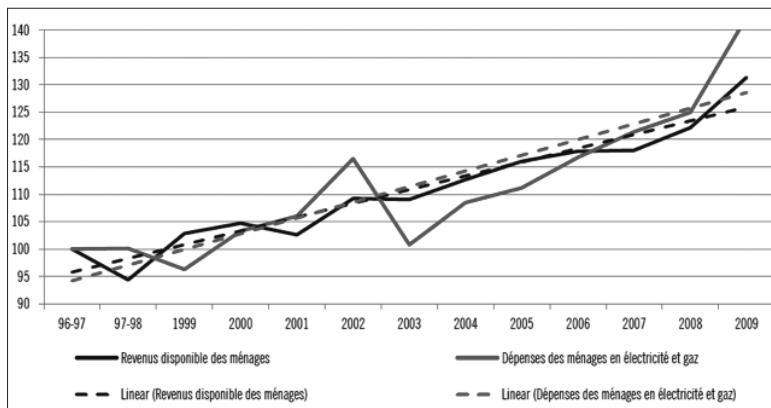


Figure 1 : Evolution des dépenses en électricité et en gaz et du revenu disponible des ménages. Source : CRIOC, 2011

Les amalgames entre électricité et énergie sont nombreux. La question des prix doit être appréhendée dans sa globalité et non pas uniquement du point de vue de l'électricité. Par ailleurs, l'énergie prend une part de plus en plus importante dans le budget des ménages, une part qui augmente d'autant plus fortement pour les ménages à faibles et moyens revenus.

Dans sa première section, la présente note fait le point sur la précarité énergétique en Belgique. La section 2 détaille le processus de formation du prix de l'électricité en Belgique pour ensuite le comparer aux prix en cours dans les pays voisins. Par ailleurs, des pistes de maîtrise du prix de l'électricité sont évoquées. La section 3 est dédiée à la question du prix du gaz naturel et la section 4 à la problématique du prix du mazout de chauffage. Finalement, la section 5 dresse une série de propositions pour permettre aux citoyens d'affronter et de résister à l'augmentation inéluctable des prix de l'énergie.

La précarité énergétique en Belgique

L'accès à l'énergie est un droit fondamental garanti par l'article 23 de la Constitution belge : « *Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine* ». Or, en réalité, les personnes précarisées peinent à faire respecter ce droit pour des raisons multiples tenant de la faiblesse de leur revenu, de l'insalubrité de leur logement (qui empêche les économies d'énergie) et de la difficulté de traiter avec des fournisseurs qui, dans un marché libéralisé, font primer l'intérêt économique sur l'exigence d'un service public accessible à tous.

Les statistiques (illustrés dans les figures 2 à 4) montrent que la consommation énergétique augmente avec la richesse des ménages, la corrélation est élevée avec l'électricité mais moindre pour dans le cas du chauffage². Par contre, bien que les ménages les plus pauvres consomment moins, la part de leurs revenus consacrée à leur facture énergétique est plus importante et en augmentation.

Par ailleurs, l'augmentation de la part du budget des ménages consacrée à l'énergie saute aux yeux. Si on considère qu'un ménage est en situation de précarité énergétique lorsqu'il y consacre plus de 10% de ses revenus³, force est de constater qu'entre 1999 et 2009, le deuxième décile a basculé dans la précarité.

Notons que la précarité énergétique menace davantage les ménages wallons que les ménages bruxellois ou flamands et que l'évolution entre 1999 (figure 3) et 2009 (figure 4) renforce cette tendance. Cette réalité s'explique moins par les disparités sociales que par la structure du bâti davantage composé d'appartements en Région bruxelloise, dont la consommation est moindre par habitant, ou encore par le développement du réseau de gaz, moins présent en Wallonie ce qui

.....
2 Si les ménages aisés occupent des logements plus grands, les chauffent à une température plus élevée, leurs logements sont aussi en moyenne mieux isolés.

3 C'est également le cas au Royaume-Uni.

induit des consommations supérieures d'électricité et de mazout dont les prix sont plus élevés.

Enfin, plus spécifiquement en Région bruxelloise, il est interpellant de voir une relation très forte entre statut de l'occupant et qualité énergétique du logement : les locataires occupent des logements mal isolés, localisés dans le centre-ville et dans la première couronne de Bruxelles.

Par rapport au reste de l'Europe, en matière de précarité énergétique, la Belgique est en queue de classement des pays au niveau de vie comparable (figure 5).

Le tableau 1 donne quelques informations sur le type de familles confrontées à la précarité énergétique. Sans surprise, les isolés et les familles monoparentales sont les ménages qui souffrent le plus de l'augmentation du prix de l'énergie.

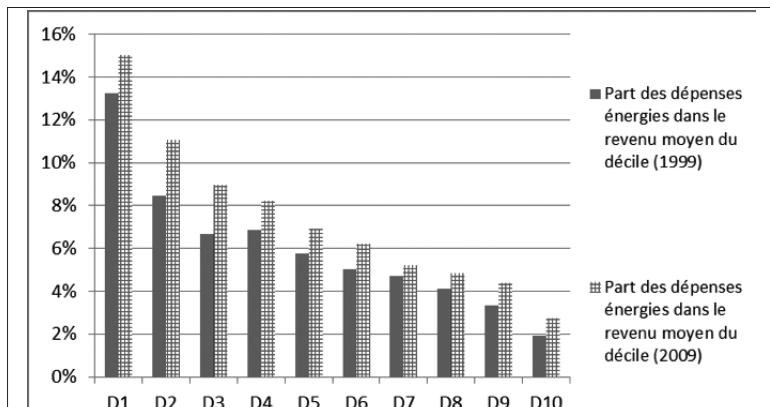


Figure 2. Dépenses consacrées à l'énergie (pour le logement) en % des revenus moyens par décile de revenus en 1999 et 2009 en Belgique. Source : F. Huybrechs, S. Meyer & J. Vranken (2011) La Précarité Énergétique en Belgique, CEESE – OASES.

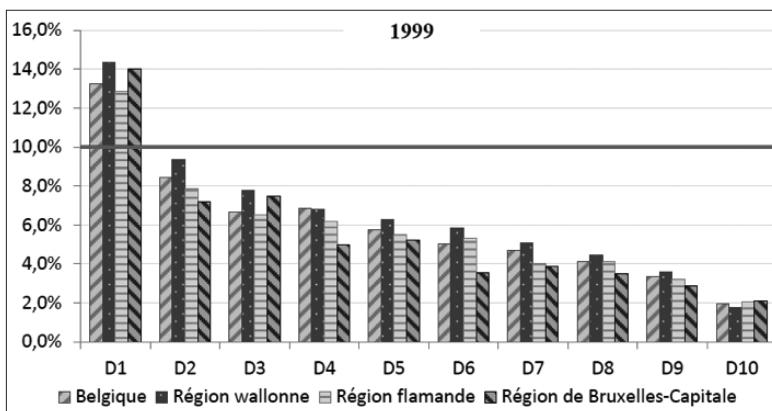


Figure 3. Part des dépenses moyennes des ménages en énergie dans le revenu moyen par décile et par région, 1999. Source : F. Huybrechs, S. Meyer & J. Vranken (2011).

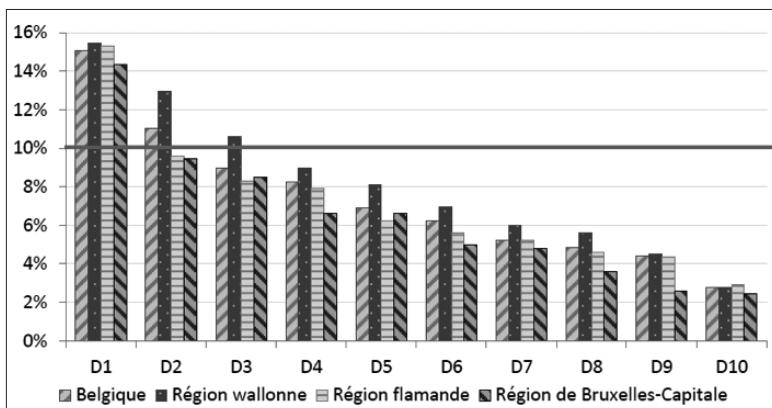


Figure 4. Part des dépenses moyennes d'énergie dans les revenus moyens par décile et par région, 2009. Source : F. Huybrechs, S. Meyer & J. Vranken (2011).

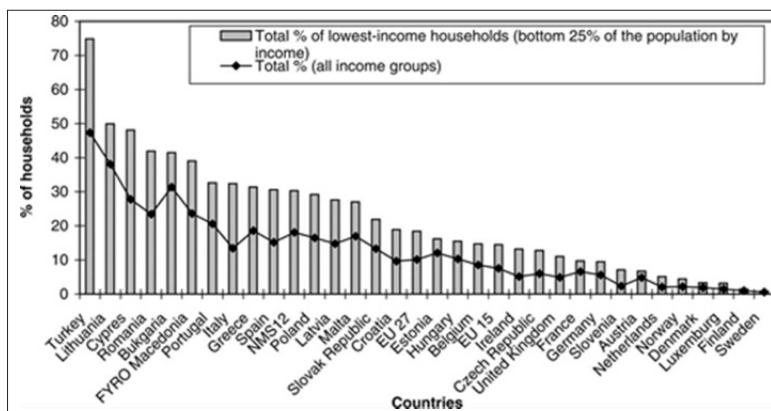


Figure 5. Part des ménages qui ne peuvent pas se permettre de chauffer suffisamment leur logement Source : Braubach, M. & Fairburn, J. (2010), 'Social inequities in environmental risks associated with housing and residential location: a review of evidence', European Journal of Public Health, 20 (1): 36-42.

Type de ménage	Problèmes pour chauffer le logement (%)	Problèmes pour payer les factures énergétiques (%)
Isolés	8,73	5,49
2 adultes < 65 ans, pas d'enfants	3,07	3,47
2 adultes, au moins 1 > 65 ans, pas d'enfants	3,14	0,37
Autres ménages sans enfants à charge	4,91	2,53
Familles monoparentales	14,74	22,38
2 adultes, 1 enfant	4,35	5,82
2 adultes, 2 enfants	2,55	5,28
2 adultes, 3 enfants ou plus	4,98	9,27

Tableau 1. Familles qui rencontrent des difficultés financières pour payer leurs factures énergétiques, en fonction du type de ménage (Belgique, 2009). Source : F. Huybrechs, S. Meyer & J. Vranken (2011).

Le tableau ci-dessous reprend schématiquement Les causes et conséquences de la précarité énergétique.

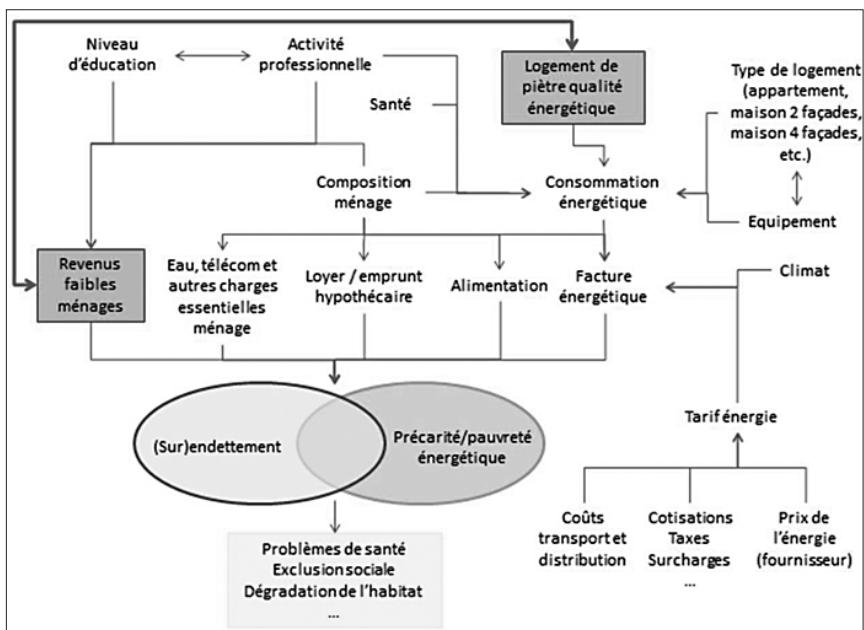


Figure 6. Causes et conséquences de la précarité énergétique: un cercle vicieux.
Source : F. Huybrechs, S. Meyer & J. Vranken (2011).

Les pouvoirs publics ne sont pas restés les bras croisés face à cette précarité énergétique grandissante. Toutefois, force est de constater que l'essentiel des dispositions existantes agissent essentiellement de manière curative soit pour enrayer l'endettement et soit pour protéger les usagers des coupures d'alimentation. Cette « politique publique » s'apparente, au vu de l'évolution du contexte énergétique, au remplissage d'un panier percé [F. Huybrechs, S. Meyer & J. Vranken (2011)].

L'assiette de contribution aux politique sociales se réduit, en outre, progressivement suite au recours, d'une part, à la production décentralisée d'énergie par les ménages et à l'utilisation accrue du bois et des pellets comme vecteurs énergétiques et, d'autre part, à

la réduction des besoins énergétiques grâce aux investissements économiseurs d'énergie dans les bâtiments.

Rappel : la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité en Belgique⁴ :

Avant la libéralisation

Avant la libéralisation (2007 en Wallonie et à Bruxelles, 2003 en Flandre), les prix étaient calculés en fonction des coûts de recouvrement pour chaque type de consommateurs. Cependant, quelques entorses à ce principe étaient cependant acceptées par le Comité de contrôle de l'électricité et du gaz (CCEG)⁵ dans le but de développer le secteur (chauffage électrique, prix avantageux pour les azotiers...). A ce coût de recouvrement était ajoutée la part garantissant le « bénéfice des producteurs et distributeurs ». Cela s'appelait le système « cost + ». Autrement dit, le secteur de l'électricité et du gaz listait ses coûts de production qui définissaient le prix du kWh après avoir octroyé une marge bénéficiaire. Afin d'accroître ses marges bénéficiaires, le secteur augmentait les dépenses sur lesquelles il ne lésinait pas⁶. Par ailleurs, le secteur jouait dans le temps avec des comptes provisoires qui sous-estimaient leur marge. Rappelons qu'autour de la table du Comité de contrôle, l'arbitrage des syndicats entre intérêt des consommateurs et des travailleurs se faisaient généralement au bénéfice des seconds.

4 Cette sous-section s'inspire de l'article de Ph. Devuyst (2011), L'organisation du secteur du gaz et de l'électricité et la place de la concertation sociale : parcours historique et perspectives. Points de repères, Equipes populaires.

5 Le Comité de contrôle était le fruit d'un accord entre les organisations sociales interprofessionnelles, la Fédération des entreprises de Belgique ainsi que les entreprises et organismes du secteur. Des représentants des gouvernements fédéral et régionaux étaient habilités à assister à ses réunions. Le Comité de contrôle élaborait des recommandations : pour être valables, elles devaient recevoir l'approbation de toutes les parties signataires. Il comportait dès lors une certaine forme d'autorégulation. Parmi les recommandations importantes, citons celles relatives aux délais d'amortissement. (Il s'agit des recommandations CC(e) 719 du 19/01/1969 ; CC(e) 1410 du 11/04/1984 ; CC(e) 89/20 du 31/05/1989 ; CC(e) 93/10 du 7/04/1993 ; CC(e) 93/11 du 7/04/1993 ; CC 97/17 du 29/01/1997 et CC(e) 2002/27 du 6/11/2002.) Les règles comptables en vigueur au sein de la CCEG prévoient notamment un délai d'amortissement de 20 ans pour les centrales nucléaires et les centrales à charbon. Source : CREG (2009). Etude relative à « l'échec de la formation des prix sur le marché belge libéralisé de l'électricité et les éléments à son origine », Etude 811, 26 janvier 2009.

6 Ce qui explique l'existence de réseaux de qualité et de bonnes conditions salariales dans le secteur.

La dernière fois que la répartition des frais entre intercommunales (c'est-à-dire les gestionnaires de réseaux de distribution-GRD) et producteurs a été réalisée date de 1991. Depuis cette date, jusqu'en 2003, seules des indexations ou réductions tarifaires basées sur des comparaisons internationales ont été faites. Dès lors, les tarifs ne reflétaient certainement plus les coûts. Cet état de fait permettait, à partir de la décennie 2000, d'occulter l'existence de la rente nucléaire, à savoir le fait que les centrales nucléaires étaient complètement payées. En réalité, les tarifs belges auraient dû être inférieurs aux tarifs des pays avoisinants et non pas uniquement leur être comparables. La décision de supprimer le comité de contrôle alors que les marchés bruxellois et wallons n'étaient pas libéralisés a accentué ces marges. A l'époque, les tarifs étaient péréquatisés, c'est-à-dire uniques pour tous les consommateurs belges, indépendamment de leur lieu de résidence alors même que les frais de distribution variaient fortement en fonction de la densité de population, les tarifs étant plus élevés dans les zones à faible densité de population (ex. : la province du Luxembourg). Cette péréquation pouvait se justifier pour offrir aux agriculteurs un prix de l'électricité égal à celui des citadins mais ne se justifie beaucoup moins pour du pavillonnaire de classes moyennes. Le débat à ce sujet n'a pas eu lieu dans ces périodes de tarif régulé ; sociologiquement, les participants à la définition des prix appartenant pour partie à ces classes moyennes exilées des villes.

Après la libéralisation

La dérégulation induite par la libéralisation va modifier les modes de calcul de prix (voir figure 7) : le prix est depuis lors l'addition de trois composants : le prix de l'énergie et des frais du fournisseur (marketing, facturation...), le prix de la distribution et du transport (et ses coûts annexes) et le prix des taxes et redevances. Le prix de l'énergie est libre alors que celui du transport et de la distribution est fixé par des règles (arrêtés et règlement de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz - CREG) et celui des taxes et redevances déterminés par les gouvernements régionaux et fédéral.

Avec la dérégulation du marché de l'énergie, les communes via leurs intercommunales vont perdre des revenus financiers importants. De plus, le régulateur fédéral usant de la méthode de benchmarking (comparaison des coûts internationaux) va refuser d'intégrer des dépenses que le secteur n'avait pas à justifier par le passé – avant la libéralisation - et fera baisser temporairement les tarifs de distribution.

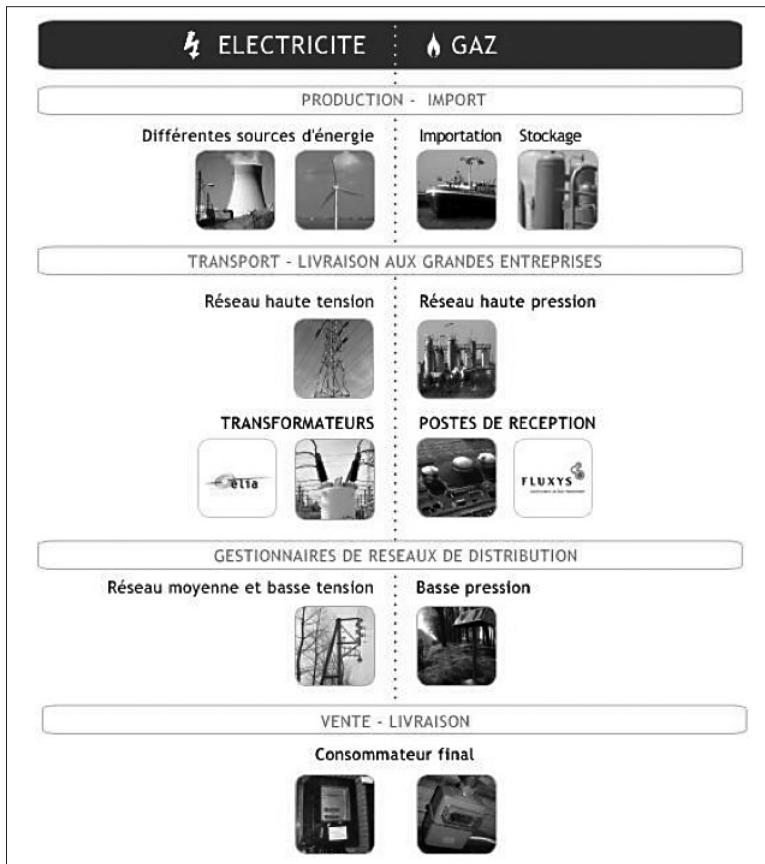


Figure 7. Schéma des marchés de l'énergie (électricité/gaz) en Belgique. Source : Intermixt

Le prix de l'électricité

La formation du prix de l'électricité en Belgique avant la libéralisation

De 1955 jusqu'à la libéralisation de l'électricité et du gaz (juillet 2003 en Flandre, janvier 2007 pour le reste du pays) les prix de l'électricité et du gaz étaient contrôlés par le Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz (CCEG). Dans les faits, dès 2003, le CCEG est sans pouvoir. Cet organe était notamment chargé de veiller à ce que les tarifications et les conditions de fournitures de tous les clients en électricité et en gaz (en ce compris les redevances) soient établies en fonction de l'intérêt général. Depuis la libéralisation de la fourniture c'est-à-dire de la vente et de la production c'est la CREG et ses pendants régionaux (CWAPE⁷, BRUGEL et VREG) qui sont chargés de la surveillance du marché.

Structure de fixation des prix avant la libéralisation (2003-2007)

A l'époque, le fournisseur historique (Electrabel) occupait pratiquement la position d'un monopole naturel⁸. Les coûts fixes en électricité sont très élevés et nettement plus élevés que les coûts variables. En effet, la mise en place de toute l'infrastructure de production, de transport et de distribution coûte cher alors que l'utilisation des outils mis en place (les coûts variables) est relativement peu onéreux. Dans ce contexte, il est donc indispensable de vendre de l'énergie à un grand nombre de personnes, car l'accroissement des ventes permet de répartir les coûts fixes sur des volumes plus importants. Dans une telle situation, une entreprise est à même de produire de

⁷ CWAPE : Commission Wallonne pour l'Energie, BRUGEL : Bruxelles Gaz Electricité, VREG : Vlaams Regulator van Electriciteits en Gasmarkt.

⁸ Un monopole naturel est un monopole dont l'existence découle d'une production dont les rendements sont croissants. Plus l'entreprise accroît sa production, moins le coût par unité est élevé. Le coût de production d'une unité supplémentaire (coût marginal) étant décroissant (plus on produit moins cela coûte), l'accroissement des ventes permet de répartir les coûts fixes sur des volumes plus importants, si bien que le coût moyen baisse quand la production augmente. Cette baisse est si importante qu'une seule entreprise peut fournir l'ensemble du marché tout en restant plus compétitive que tout autre concurrent. Dans ce type de production, la concurrence tend à diminuer au fur et à mesure qu'une entreprise se développe et tire parti d'un coût moyen de production de plus en plus inférieur à celui de ses concurrentes.

plus grandes quantités pour moins cher que ne le pourraient deux entreprises. En Belgique, le marché était pratiquement monopolistique – ou donc oligopolistique - puisque Electrabel possédait 90 % de la production et que SPE (société détenue à l'époque par des capiteux publics) contrôlait les 10 % restant.

Pour les consommateurs, un monopole conduit à une situation où le prix est plus élevé et les quantités disponibles sont moins importantes que s'il y avait concurrence parfaite sur le marché. Résultat : l'entreprise en situation de monopole dispose d'une rente.

Avant la libéralisation du marché, la structuration du secteur visait à capturer cette rente, pour le bien public. Comme aujourd'hui, la distribution était assurée par des intercommunales dont certaines percevaient des dividendes. En 2000, quelques 24 milliards de francs belges (+/-600 millions d'€) ont été perçus en dividendes par les intercommunales. Cet argent était en grande partie redistribué aux communes et affecté notamment pour financer les CPAS⁹.

Le fournisseur historique fixait les prix. Et ces prix étaient contrôlés, a posteriori, dans l'intérêt général, par le CCEG qui avait le pouvoir d'élaborer des plans tarifaires s'il jugeait que les bénéfices constatés n'étaient pas équitables. Le secteur accordait alors un droit de regard dans sa structure de coûts aux représentants des employeurs et des travailleurs qui compossait le Comité de contrôle. Les formules tarifaires reposaient sur des paramètres développés par le secteur afin de quantifier l'évolution des coûts de production. Les principaux paramètres sont les paramètres Ne et Nc (cfr. Encadré ci-dessous).

Le paramètre Nc vise à refléter l'évolution du prix de revient des combustibles qui étaient utilisés pour la production d'électricité, dont le prix du pétrole et du gaz. Le paramètre Ne a été conçu afin de refléter l'évolution des autres facteurs de production, dont les salaires

9 Ph. Devuyst (2011), L'organisation du secteur du gaz et de l'électricité et la place de la concertation sociale, op. cit.

du secteur. Suite à la libéralisation des composantes « production » et « fourniture », les prix sont devenus libres (la partie ‘énergie’) tandis que les autres postes de la facture restaient quant à eux déterminés par la CREG et par l’État (les tarifs de distribution et de transport).

Selon la CREG (Etude 811, 2009) : « *La conclusion de cette méthode de régulation par le Comité de contrôle était une régulation du bénéfice ex post : si l'évolution du bénéfice constaté n'était plus jugée équitable, le Comité de contrôle élaborait des programmes tarifaires en ce sens. Ces programmes permettaient d'introduire des ristournes spécifiques dans les tarifs futurs et de les appliquer aux groupes de clients concernés. Ainsi, il était notamment prévu de restituer progressivement aux utilisateurs, au moyen de réductions tarifaires inscrites dans ces programmes, les coûts initialement plus élevés pour les consommateurs qui étaient la conséquence de l'amortissement rapide des centrales nucléaires. Des sommes importantes étaient systématiquement concernées : essentiellement sous la pression du gouvernement de l'époque, des baisses tarifaires à hauteur de 25 milliards BEF avaient été approuvées dans le contexte de la libéralisation pendant la période 1999-2003.* »

Cette baisse tarifaire correspond d'une certaine façon à une prise en compte de la rente nucléaire, à l'époque (1999-2003) uniquement perçue sur les trois plus anciens réacteurs nucléaires (Doel 1 & 2, Tihange 1 construits en 1975) car les réacteurs les plus récents n'auront été amortis qu'à partir de 2002 (Doel 3), 2003 (Tihange 2) et 2005 (Doel 4 et Tihange 3). Dès lors, on peut considérer ces baisses tarifaires comme un premier prélèvement de la rente nucléaire effectué par le Gouvernement fédéral de l'époque¹⁰. Un exemple de ces ristournes est la diminution du terme fixe de la facture d'électricité.

¹⁰ Gouvernement Arc-en-ciel (Socialistes-Libéraux-Ecologistes), avec Olivier Deleuze comme secrétaire d'Etat à l'énergie.

Evolution des prix avant la libéralisation

Les augmentations du prix de l'électricité avant la libéralisation s'explique principalement par l'augmentation des prix pétroliers entre 1998 et 2000. Ces prix pétroliers interviennent dans le paramètre N_c qui est utilisé dans la fixation des prix énergétiques. L'effet d'augmentation du prix des produits pétroliers se fait toujours avec retard c'est pourquoi on observe une augmentation des prix énergétiques de 1999 jusqu'à 2002 (figure 1).

L'effet cumulé de l'augmentation de la demande de produits énergétique et des prix pétroliers ont donc, durant la période allant de 1999 à 2002, induit une forte croissance du coût de l'énergie (21 %) alors que les salaires n'augmentaient que de 3 % sur cette même période.

Face à cette forte hausse des produits énergétiques, le gouvernement a demandé au Comité de contrôle (CCEG) d'effectuer une comparaison des prix de l'électricité et du gaz en Belgique avec ceux de nos voisins. De cette étude, il ressort que les consommateurs des pays voisins à la Belgique pouvaient, à l'époque, obtenir de l'énergie à un prix nettement inférieur aux résidents belges. Le 5 avril 2000, le gouvernement fixe des objectifs d'ajustement ambitieux : supprimer le handicap tarifaire avec l'étranger pour mi-2002 et réduire la facture des clients résidentiels.

Durant la période 2001-2003, constatant que le prix énergétique était plus élevé chez nous que chez nos voisins, et sous la pression du gouvernement Arc-en-Ciel et des instances syndicales, le CCEG a jugé que l'évolution du bénéfice n'était plus équitable et a donc, en réponse, élaboré des programmes tarifaires en ce sens. Ces programmes ont permis d'introduire des ristournes spécifiques au travers de la tarification en vigueur, au bénéfice de certains groupes de clients. Ainsi, il était notamment prévu de restituer les coûts initialement plus élevés que les consommateurs ont payés suite à l'amortissement rapide des centrales nucléaires. Les mesures tarifaires adoptées par

le CCEG, entre 2001 et 2003 ont diminué les tarifs de l'électricité de 620 millions d'euros, soit quelque 25 milliards BEF.¹¹ Il est à noter que plus de la moitié de ces baisses se sont faites en faveur des professionnels. Les baisses tarifaires décidées par le CCEG n'ont réellement commencé à porter leurs fruits qu'entre 2002 et 2003. Ces baisses ont permis une forte diminution des dépenses des ménages en énergie (-13%) alors que les salaires augmentaient faiblement.

La suppression du Comité de contrôle a également mis un terme aux programmes tarifaires.

L'évolution du prix des produits pétroliers n'explique pas toutes les fluctuations du prix de l'énergie. L'évolution suit les paramètres Nc et Ne. Comme ces indicateurs augmentent, malgré la baisse des prix pétroliers entre 2001-2003, les prix augmentent. Cette hausse s'explique par la volonté du secteur d'engranger des liquidités en prévision de la libéralisation totale du pays.

Les paramètres NC et Ne. Source : CREG, 4 septembre 2008¹²

- Le paramètre NC répercute, dans les termes «combustibles» des tarifs, l'évolution du coût des combustibles consommés pour la production d'énergie électrique livrée au réseau belge.
Le paramètre Nc, introduit en mars 2004, est calculé selon la formule :

$$\text{NC} = 0,214 + 0,260 \text{ Ifnu} + 0,375 \text{ Icoal} + 0,240 \text{ Ioil} + 1,195 (1 - \text{Ifnu}) \text{ Ispotgas}$$

Les indices I utilisés ci-dessus sont des moyennes trimestrielles précédant de 1 mois le mois (m) de fourniture de l'énergie. Ces indices sont arrondis à 4 décimales.

- Le paramètre NE répercute, dans les termes «hors combustibles» des tarifs, l'évolution des charges d'amortissement et d'exploitation.

11 Ph. De Vuyst (2011), op cit.

12 Le détail des paramètres est disponible sur le site de la CREG : <http://www.creg.be/pdf/Tarifs/E/EP-MC-PARAMDEF-FR.pdf>

Le paramètre NE, introduit en mars 1989, est calculé selon la formule :

$$N_E = 0,425 + 0,390 \frac{s}{8,88131} + 0,185 \frac{M_x}{141,151}$$

La formation du prix de l'électricité aujourd'hui

Les composantes

Comme dit plus haut, la facture d'électricité se compose de trois parties (figure 8):

- La partie énergie qui est la seule à être libéralisée. Celle-ci est déterminée par le fournisseur. Elle est aussi nommée 'commodité'.
- La partie coût de distribution et de transport déterminée par la CREG qui en établit le niveau acceptable.
- La partie cotisation qui comprend les différentes taxes, redevances, cotisations et surcharges. L'État fédéral(via la CREG) et les Régions (CWAPE, BRUGEL et VREG) fixent les cotisations.

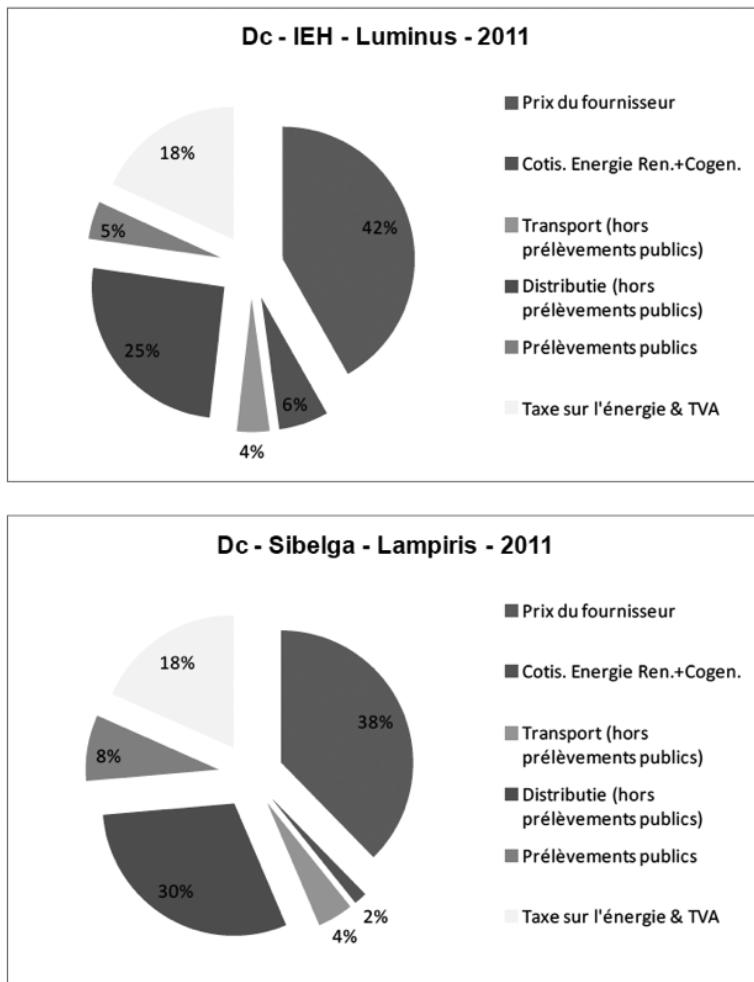


Figure 8. Deux exemples de distribution de la facture d'électricité. Source : CREG, Etude 1096, septembre 2011¹³.

.....
 13 CREG (2011). Etude relative aux composantes des prix de l'électricité et du gaz, Etude 1096, 22 septembre 2011.

En matière de fixation de prix, la seconde partie qui concerne les coûts de transport et d'utilisation des réseaux de distribution, varie, depuis la libéralisation, en fonction des zones territoriales. Il s'agit de tenir compte des coûts de distribution spécifique à la zone au regard des spécificités topographique et de la densité de population. Comme nous le soulignions plus haut, avant la libéralisation, ces coûts étaient uniformément répartis à travers la péréquation tarifaire des coûts de distribution c'est-à-dire un tarif identique sur le réseau de distribution partout en Belgique.

L'évolution de la composante énergie ou 'commodité'

Le coût de production dépend à la fois du mix énergétique primaire mais aussi et surtout de la rencontre entre l'offre et la demande. Le prix correspond alors au prix de production de la dernière unité mise en fonction pour répondre à la demande. Ainsi, le fournisseur, désireux de maximiser sa marge bénéficiaire, recourt aux différentes unités de production dans un ordre croissant de coût.

Cet ordre dans lequel un fournisseur est prêt à recourir aux différentes centrales est ce que l'on appelle le « merit-order ». Il veille logiquement à ce que le producteur capable de produire de l'électricité au coût le plus faible puisse écouler le volume le plus élevé sur le marché. Ainsi, les centrales présentant le coût marginal le plus faible produiront le plus, les centrales plus coûteuses ne seront utilisées que si la demande est importante et si le prix peut augmenter. La courbe d'offre se compose alors de l'empilement de centrales par ordre croissant de leur coût marginal. Dans l'exemple hypothétique illustré à la figure 9 ci-dessous, la production à partir de sources d'énergie renouvelables présente le coût marginal le plus faible, suivie du nucléaire, du charbon et du gaz. La figure 10 montre le prix de l'électricité en fonction de la demande de capacité en production.

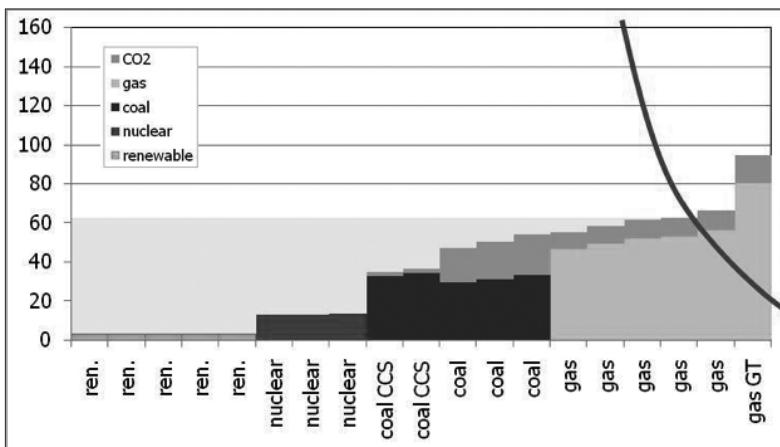


Figure 9. Merit order des centrales de production d'électricité. Source : CREG, Etude 811 (2009).

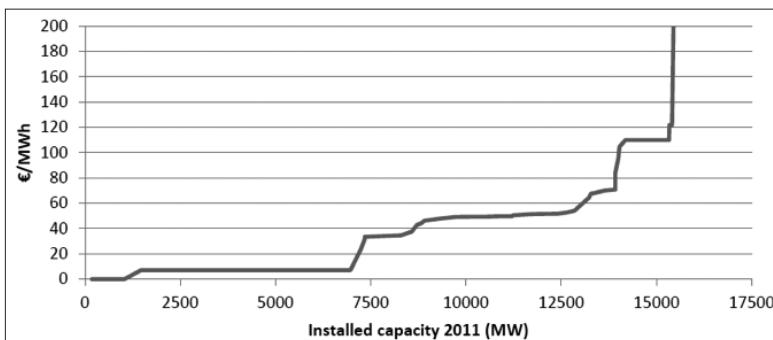


Figure 10. Courbe de l'offre d'électricité en Belgique. Source : CREG, Etude 1100 (2011)¹⁴.

« Il ressort de ce qui précède qu'un producteur qui dispose d'un vaste parc de production diversifié pourra retirer de ce système de fixation des prix sensiblement plus d'avantages de ses unités inframarginales qu'un plus petit producteur possédant des centrales qui sont souvent

¹⁴ CREG (2011). Etude sur « l'impact de la fermeture des centrales nucléaires en Allemagne à l'horizon 2022 sur les prix de l'électricité pratiqués en Belgique ». Etude 1100, 8 septembre 2011.

du même type que la centrale « marginale ». Il est important de se rendre compte que l'apparition sur le marché belge d'une unité de production supplémentaire d'un nouveau fournisseur n'aura en soi aucun effet sur les prix. En effet, il y a fort à parier que l'unité de production construite sera basée sur la même technologie que les unités marginales qui déterminent le prix. Le prix sur le marché n'évoluera donc pas et l'investissement alors que dans le même temps la nouvelle centrale ne sera pas non plus rentable ».

« Ce qui précède montre aussi clairement qu'une restriction en ce qui concerne l'offre de production de centrales présentant un faible coût marginal entraîne automatiquement une augmentation du prix d'équilibre, et ce pour toutes les centrales actionnées. Un producteur dominant pourrait ainsi, par une baisse inattendue de son offre, être en mesure d'augmenter son chiffre d'affaires et son bénéfice et ce en produisant moins. De plus, les autres producteurs n'ayant pas abusé de leur pouvoir de marché profitant également du prix de marché plus élevé pour les centrales en marche, il existe également un risque réel de collusion, c'est-à-dire une forme d'accord tacite entre les différents producteurs concernant leurs niveaux de production. Ce cas de figure n'est pas du tout à l'avantage du consommateur. Ce système met à nu les conséquences néfastes d'investissements insuffisants dans le parc de production : en cas d'offre insuffisante d'unités de production, les unités présentant un coût marginal élevé seront de plus en plus déterminantes pour la formation du prix au coût marginal, ce qui est néfaste pour les consommateurs ». (CREG, Etude 811)

Les conclusions de la CREG sont limpides :

- Le producteur dominant dispose d'une rente nucléaire (CREG, Etude 968¹⁵), c'est-à-dire qu'au lieu de répercuter l'amortissement en 20 ans de ces unités, il revend l'électricité de ces unités au prix du marché, soit avec un bénéfice supplémentaire d'environ 40% sur chaque MWh ;

¹⁵ CREG (2010). Etude sur « la structure de coûts de la production d'électricité par les centrales nucléaires en Belgique ». Etude 968, 5 mai 2010.

- Le producteur dominant peut limiter les investissements concurrents ;
- Le producteur dominant joue un rôle important dans la formation du prix.

Des impacts particuliers : L'éolien offshore et les certificats verts

Le développement des sources d'énergie renouvelable en Belgique prend son envol essentiellement après la libéralisation. Les coûts de développement ne peuvent donc plus être amortis de la même façon qu'à l'époque du CCEG. De nouveaux outils sont développés pour ce faire : les certificats verts, aides à la production. Ces aides ont un coût qui se répercute dans la facture (figure 11), non pas dans la partie 'commodité' mais dans la partie 'cotisations et taxes'. Or, les autorités publiques auraient pu (et dû) compenser ces coûts via la rente dégagée par les unités nucléaires (ce qui a lieu dans d'autres pays). En effet, les surcoûts à venir pour le développement des énergies renouvelables pourront donc être évités. A terme, ces énergies seront compétitives et nous assurerons une indépendance et une variabilité de prix moindres.

Notons enfin que déjà aujourd'hui, lors de périodes de production massive des sources d'énergie renouvelables, les prix dans les bourses d'électricité baissent.

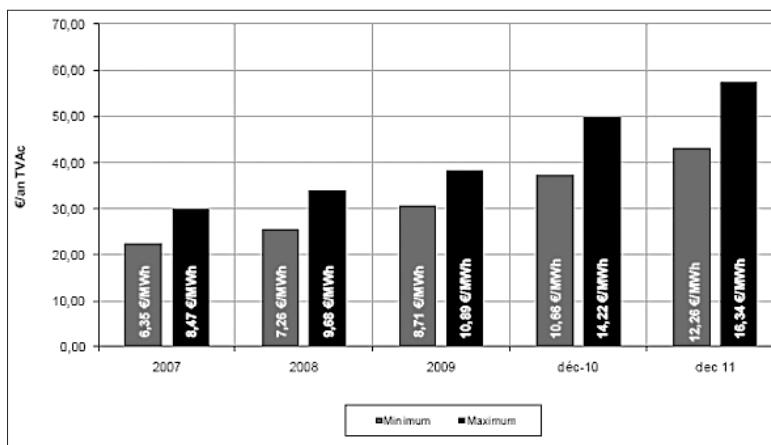


Figure 11. Evolution des coûts liés à la contribution énergie verte pour la clientèle Dc1 (3500 kWh). Source : CWAPE.

Les taxes

Les observateurs ne manquent pas de rappeler que les taxes sur l'électricité ont-elles aussi augmentées ces dernières années. La figure 12 montre l'évolution et la ventilation des ces dernières.

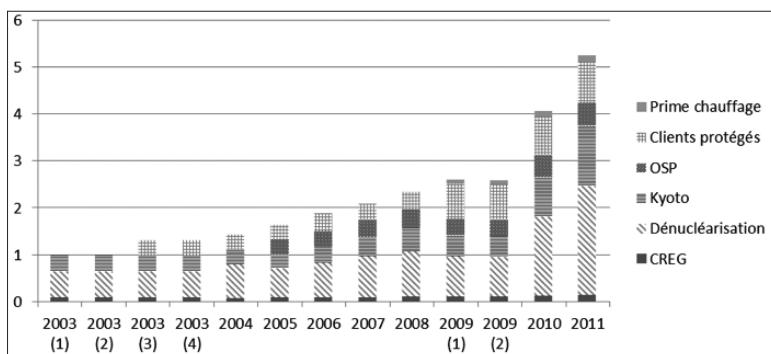


Figure 12. Evolution de la contribution fédérale à l'électricité. Source : CREG.

En effet, entre 2003 et 2011, cette contribution a été multipliée par cinq, avec une part importante destinée au fonds de dénucléarisation (installations dites ‘historiques’, du centre d’études nucléaires) et au fonds Kyoto (destiné au financement de la lutte contre le réchauffement climatique). Les clients ayant opté pour l’électricité verte¹⁶ n’étaient pas soumis à ces derniers postes¹⁷, et donc, le coût était réparti sur un nombre plus restreint de consommateurs que ceux soumis aux autres postes de la contribution (le montant à prélever pour ces fonds, excepté pour le tarif social, restant fixe). Les autres postes concernent le fonctionnement de la CREG, l’alimentation du Fonds Social pour l’énergie, le financement du tarif social fédéral (clients protégés) et au chèque énergie (prime chauffage). Notons l’évolution à la hausse pour le fonds destinés aux clients protégés.

Le prix de l’électricité en Belgique par rapport au reste de l’Europe

Selon une étude du bureau d’étude Frontier Economics¹⁸, présentée à la CREG le 26 octobre 2011, les familles et les entreprises en Belgique payent leur électricité beaucoup plus chère que dans les pays voisins.

	Famille	Industrie moyenne
	Prix en €cents par kWh	
Flandre	20,90	8,60
Wallonie	22,38	8,94
Bruxelles	21,32	8,67
France	9,09	4,48
Allemagne	22,63	8,51
Pays-Bas	16,57	7,27
Royaume-Uni	11,47	8,66

¹⁶ Rappelons qu’est considéré électricité verte au sens fédéral tout kWh fournit avec un label de garantie d’origine (LGO) prouvant que cette électricité est verte. Cependant les LGO sont extrêmement nombreux et bons marchés. Les fournisseurs peuvent donc avantageusement proposés une électricité verte moins chère, sans nécessairement investir en Belgique, les LGO étant valables dans toute l’Union européenne.

¹⁷ Ils étaient exonérés d’alimenter la fonds dénucléarisation et Kyoto jusqu’au 31 mars 2012.

¹⁸ FRONTIER ECONOMICS (2011). International comparison of electricity and gas prices for households. Octobre 2011

Tableau 2. Prix de l'électricité en Belgique et chez nos voisins. Source : Frontier Economics, 2011

La figure 13 illustre l'évolution des prix dans ces mêmes pays depuis la libéralisation. On remarque qu'au début des années 2000, les différentiels de prix avec les pays voisins étaient bien moindres qu'aujourd'hui. Par ailleurs, sauf en Grande-Bretagne, la libéralisation n'a pas apporté de réelles baisses des prix.

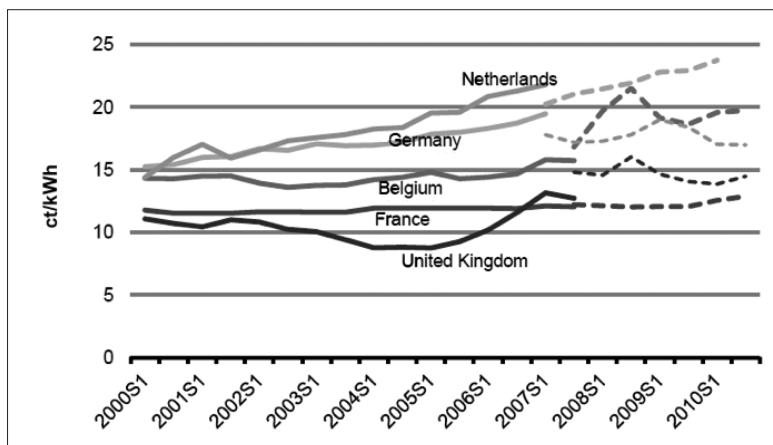


Figure 13. Evolution du prix de l'électricité pour les ménages. Source : Frontier Economics, 2011.

En tenant compte des kilowattheures (kWh) gratuits en Flandre¹⁹, la famille moyenne de cette région paie 20,90 cents par kWh d'électricité. Comme il n'y a pas d'électricité gratuite dans les autres régions, une famille moyenne en Wallonie payera 22,38 cents/kWh et une famille bruxelloise 21,32 €cents/kWh d'électricité. Le tableau 2 montre également que chez nos voisins il n'y a que l'Allemagne ou les prix sont plus élevés que chez nous. En France, au Royaume-Uni²⁰

19 En Flandre, le législateur a introduit un mécanisme de kWh gratuits à l'usage des ménages. La quantité octroyée est variable selon plusieurs paramètres. Le mécanisme est jugé complexe et peu redistributif. En Wallonie et à Bruxelles, les déclarations gouvernementales prévoient l'introduction d'une tarification progressive sur l'électricité.

20 Au Royaume-Uni, le taux de TVA n'est que de 5%.

et aux Pays-Bas le prix final de l'électricité est moins cher. Cependant, les prix TTC recouvrent des réalités différentes illustrées par les figures 14 et 15 :

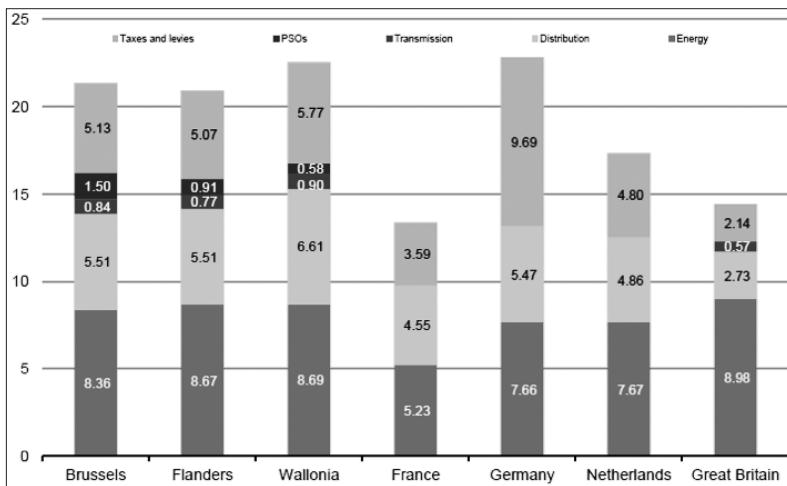


Figure 14. Décomposition des prix de l'électricité pour les clients particuliers (c€/kWh). Source : Frontier Economics (2011).

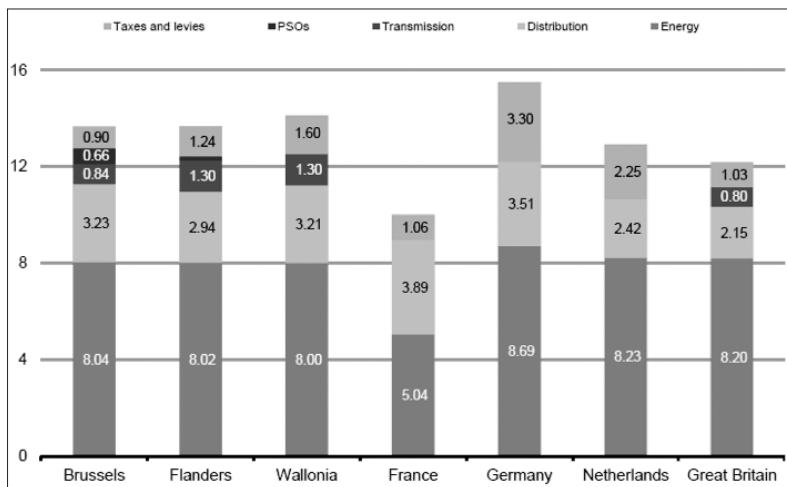


Figure 15. Décomposition des prix de l'électricité pour les petites et moyennes entreprises (€/kWh). Source : Frontier Economics (2011)

On remarque qu'excepté en France, les prix belges de la commodité (énergie) sont compétitifs et semblables à ceux de nos voisins, voire moins cher. La différence est donc à chercher dans les cotisations et les coûts du réseau (transport et distribution).

Une étude de l'IFRI²¹ le confirme : « *le principal paramètre pesant sur le coût de production paraît tout naturellement devoir être l'origine de l'électricité en fonction du mix énergétique primaire. Cette intuition est confirmée par deux exemples : l'Allemagne et l'Espagne d'une part, l'Italie et les Pays-Bas d'autre part, dont la structure de production était très voisine. Mais un autre cas montre qu'il n'existe pas de relation automatique entre la composition du parc et le prix de la part «production» : la Finlande et la France. Dans ces deux États, l'électricité provient de parcs de production très différents, mais les deux pays enregistrent un prix pratiquement identique pour la composante fourniture.*

21 M. CRUCIANI (2011). Evolution des prix de l'électricité aux clients domestiques en Europe occidentale. Note de l'IFRI – Gouvernance européenne et géopolitique de l'énergie, novembre 2011.

Dans le détail, les parcs de centrales des 15 pays de l'Union européenne présentent des caractéristiques différencierées, qui rendent aléatoire la recherche d'un lien étroit entre la composition du mix énergétique et le prix de la fourniture aux clients domestiques. Pour une même énergie primaire, de nombreux facteurs peuvent altérer le coût de production. Certains combustibles fossiles sont en partie produits sur le sol national dans plusieurs pays (Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni...) ; ils sont totalement importés ailleurs. Les sources d'importation varient du Nord au Sud et d'Est en Ouest ; l'absence de façade littorale handicape les livraisons par voie maritime ; la situation géographique, dans l'axe ou en marge des courants d'échanges, influe sur le coût du transport des énergies fossiles. Enfin l'âge des centrales et leur conception pèsent aussi sur le coût d'exploitation.

Le niveau d'interconnexion, entre régions à l'intérieur d'un pays et entre pays, agit également sur le prix de la fourniture. En effet, un réseau de forte capacité permet aux fournisseurs d'accéder constamment aux centrales les plus performantes. Des congestions contraignent à l'inverse à faire tourner des unités dont le coût d'exploitation est plus élevé. »

Par ailleurs, l'IFRI souligne que : « *En France, la différence a été supportée jusqu'à ce jour par les entreprises publiques, en premier lieu le producteur historique (EDF) avec des recettes amoindries, en second lieu le distributeur (ERDF) avec un affaiblissement de ses capacités d'investissement* ». En d'autres termes, l'exception française a vécu et des augmentations des tarifs sont à attendre.

2010 semestre 2	Charges moyennes en ct.€/kWh	Part des charges dans le prix TTC (%)	Taux de TVA (%)	Part des prélèvements (%)
Danemark	9,67	35,7	25	60,7
Allemagne	6,79	27,9	19	46,8
Suède	2,8	14,3	25,5	39,8
Portugal	5,07	30,4	6,3	36,7
Autriche	2,12	11,0	20,0	31,0
Moyenne UE 27	2,32	13,6	16,1	29,7
Belgique	1,71	8,7	21,0	29,7
Finlande	0,88	6,4	23,0	29,4
Pays-Bas	1,66	9,8	19,0	28,8
Italie	3,64	19,0	9,6	28,6
France	1,32	10,2	16,9	27,1
Espagne	0,76	4,1	18,0	22,2
Grèce	1,32	10,9	11,0	21,9
Luxembourg	2	11,4	5,9	17,4
Irlande	0,23	1,2	13,5	14,7
Royaume-Uni	0	0	5,0	5,0

Tableau 3. Charges et taxes : une photographie de la situation dans les différents pays européens en 2010. Source : IFRI, 2011

Le tableau 3 achève de montrer que le niveau de taxation belge se situe dans la moyenne européenne. Reste à se poser la question de l'exception anglaise. Au Royaume-Uni, la libéralisation a débutée dans les années 1990 et s'est accompagnée d'une refonte totale du secteur qui avait été nationalisé après la seconde guerre mondiale. Les prix de l'électricité reflètent une conception : le secteur ne produit pas de revenus à destination des autorités publiques via par exemple les dividendes aux communes.

Les dividendes aux communes

A titre d'exemple, en Région wallonne et pour les Gestionnaires de Réseaux de Distribution GRD regroupés au sein d'ORES²², la rémunération équitable des capitaux investis représente aujourd'hui²³ 16,45% des tarifs de distribution basse tension (résidentiels) soit 4,935% du coût final de la facture, soit 65,8 millions d'euros en 2010.

Chaque commune utilise librement ces revenus – octroyés aux communes au prorata des capitaux qu'elles ont immobilisés dans les GRD.

Evolution du prix de l'électricité à l'avenir

En septembre 2010, la CREG (Etude 987)²⁴ a étudié l'impact de l'arrêt des centrales nucléaires sur le prix de vente de l'électricité au client final domestique (les particuliers). La CREG a pris les hypothèses suivantes : « *les paramètres d'indexation et les tarifs sont inchangés. Cela suppose que les centrales nucléaires arrêtées sont remplacées par des centrales TGV modernes alimentées par des achats de Gaz sur le Hub de Zeebrugge. Le paramètre Ne reprenant les coûts autres que les combustibles est maintenu inchangé*

Le résultat est une augmentation de 4 % sur le prix final en 2015, soit environ 23€/an²⁵. En 2025, selon les mêmes hypothèses, l'augmentation serait de 19% ou de 103€/an. Cependant la CREG précise : « L'impact de l'arrêt de centrales nucléaires sur le prix de vente de l'électricité au client final dépend du tarif dont ce client dispose, du niveau qu'atteindront les prix de combustibles classiques et de la production réelle que fourniront les centrales nucléaires encore en

²² ORES (Opérateur de réseaux) est une structure coopérative regroupant les GRD mixtes et qui effectue pour leurs comptes les opérations quotidiennes de maintenance et de gestion des réseaux.

²³ Arrêté royal de 2008

²⁴ CREG (2010). Etude relative à l'impact de l'arrêt de centrales nucléaires sur le prix de vente de l'électricité au client final domestique. Etude 987, 2 septembre 2010.

²⁵ Sur base du tarif Electrabel lui-même fondé sur les paramètres Nc et Ne (paramètres que le CREG ne juge plus pertinent et qui ne sont par ailleurs utilisé tels quels que par Electrabel).

service. » Autrement dit, même si les centrales nucléaires ne sont pas arrêtées, les prix risquent très fort de grimper à l'avenir.

Suite à la catastrophe de Fukushima (11 mars 2011), le gouvernement allemand, de centre-droit a décidé de fermer 7 réacteurs nucléaires et de renoncer définitivement à la remise en marche du réacteur qui était déjà à l'arrêt. En outre, le gouvernement allemand a décidé de fermer l'ensemble des autres réacteurs d'ici 2022, renouant ainsi avec le projet de la coalition SPD-Grünen, qui avait décidé de sortir du nucléaire à l'horizon 2020. La CREG a alors mené une étude relative à « l'impact de la fermeture des centrales nucléaires en Allemagne à l'horizon 2022. » (Etude 1100) Dans sa conclusion, la CREG estime l'impact de cette décision à une augmentation de 5% du prix sur le marché de gros en Belgique, qui engendrera une augmentation de 2% du prix de l'électricité sur la facture totale pour le client résidentiel (le prix total de la facture d'électricité pour le client résidentiel en Belgique dépend pour environ 40% des prix de marché de gros). Pour une consommation « moyenne » et une facture annuelle de 700 euros TVAC, l'augmentation serait donc d'environ 14 euros TVAC par ménage à l'horizon 2020.

Notons que ces augmentations sont largement inférieures aux différences constatées entre les tarifs des fournisseurs les plus chers (prix basés sur les paramètres NC et Ne) et les moins chers (100 €/an sur 2011).

Des investissements nécessaires dans les prochaines décennies

Dans une étude sur les perspectives énergétiques de la Belgique à l'horizon 2030²⁶, le Bureau fédéral du Plan estimait les investissements nécessaires pour assurer la sécurité d'approvisionnement électrique à environ 20 milliards € quel que soit les choix technologiques, c'est-à-dire en prolongeant ou pas le nucléaire. Toutefois, les éventuels

²⁶ Bureau Fédéral du Plan (2011). Perspectives énergétique pour la Belgique à l'horizon 2030, Novembre 2011

surcoûts des mesures de sûreté à financer suite aux résultats des stress tests ne sont pas inclus dans cette estimation.

Ces investissements dans les réseaux électriques et dans les capacités de production, quel que soit le scénario retenu, sont difficiles à évaluer mais sont déterminants pour l'avenir. En effet, il s'agira de diminuer notre dépendance envers les énergies fossiles en rarefaction, dont le prix va augmenter inexorablement, mais aussi et surtout car il faudra en limiter l'usage pour nous préserver des effets ravageurs du changement climatique.

Le rôle des décideurs politiques

Le prix de l'électricité est à la fois une variable importante du budget des ménages et de la compétitivité des entreprises. Cependant, il ne faut pas généraliser et déduire que bas prix de l'électricité vont naturellement de paire avec industrie et économie dynamique. A ce titre, le rôle des autorités publiques est déterminant. A titre d'illustration, le Royaume-Uni a beau avoir les prix d'électricité le plus bas, le pays continue pourtant à se désindustrialiser. A contrario, l'Allemagne qui pratique des prix élevés dispose d'un secteur industriel très compétitif. La politique intelligente allemande de prix élevés a deux corollaires : une efficacité énergétique stimulée et une redistribution des revenus issus des taxes sur l'énergie vers une diminution des charges sociales. En France, par contre, les prix plus bas de l'électricité ne profitent pas totalement au secteur industriel et représentent même un chantage de l'industrie à la délocalisation²⁷.

Le rôle des décideurs politiques est important. Un rapport politique intelligent à question énergétique conditionne souvent la productivité et la compétitivité d'une économie. Le pire étant de considérer l'énergie comme une source de revenus mais de ne pas utiliser ces

²⁷ Toutes éventuelles augmentations du prix de l'électricité en France est source de menace de délocalisation de l'industrie. En effet, sans incitant particulier, les processus industriels ne sont pas les plus efficents et les charges sociales sont élevées. Le prix de l'électricité est parfois le seul intérêt pour les entreprises à être localisés en France.

derniers au service de la transition économique, entre autres via les économies d'énergie.

Le rôle surévalué du nucléaire

Le nucléaire ne joue donc pas un rôle majeur, même en France.

Si les prix sont bas, c'est parce que l'Etat se prive de rentrées financières. Le niveau actuel du tarif réglementé ne permet pas de **financer** le renouvellement du parc, quels que soient les choix **à venir** entre nucléaire, centrales thermiques et énergies renouvelables. L'évolution récente des coûts de production électrique est, à ce titre, éclairante. Dès les années 1980, le programme nucléaire français a vu son coût augmenter, évolution qui ne fait que **se prolonger** avec le réacteur surpuissant EPR. Cette dérive s'observe en particulier sur les coûts d'investissement, un poste très important. Comme le montre un article publié dans la revue scientifique *Energy Policy*²⁸, le coût d'investissement dans les centrales nucléaires françaises a été multiplié par 3,4 en vingt-cinq ans, même en déduisant la hausse du niveau général des prix. L'EPR ne fait que **poursuivre** cette trajectoire et augmentera fortement les coûts au kWh en France. Par ailleurs, ces coûts n'intègrent pas les coûts du démantèlement des centrales en fin de vie, ceux de la gestion des déchets, du risque d'accident et les divers coûts de fonctionnement. En se développant, la plupart des nouvelles techniques voient leur coût **diminuer** par effet d'apprentissage. C'est le cas pour les énergies renouvelables. Avec le nucléaire la dynamique est inversée : plus on le développe, plus il coûte cher.

Conclusions sur le prix de l'électricité

Qu'est-ce qui est le plus susceptible d'influencer le prix de l'électricité à la hausse : une sortie programmée et anticipée (comme en Allemagne ou comme prévu par la loi de 2003 en Belgique) ou bien une sortie 'brutale' suite à des problèmes techniques ou un accident ? La CREG conclut son étude relative à l'impact de la sortie

²⁸ Arnulf GRUBLER (2010). The costs of the French nuclear scale-up: A case of negative learning by doing. *Energy Policy* Volume 38, Issue 9, September 2010, Pages 5174-5188

du nucléaire en Allemagne en écrivant : « Terminons cette étude en mentionnant que les investisseurs ont considérablement plus de temps pour préparer la fermeture des 12.008 MW de capacité nucléaire à l'horizon 2022 qu'ils n'en ont eu lors de la fermeture des 5.065 MW le 15 mars 2011. Dès lors, les marchés ne devraient pas connaître de soubresaut majeur lors de la fermeture effective des dernières centrales nucléaires allemandes. » Aujourd'hui, diverses études²⁹ montrent qu'à l'horizon 2030, l'éolien aura un coût de développement moindre que le nucléaire.

Quelles mesures prendre pour maîtriser le prix de l'électricité ?

opter pour le fournisseur le moins cher. Ce qui n'est possible que s'il y a transparence totale de l'information et qu'il est facile et sans coûts de changer de fournisseur mais aussi sans contrainte. Les amendes infligées aujourd'hui par des fournisseurs en cas de départ anticipé ne sont pas de nature à inciter au changement. Elles doivent définitivement être supprimées. C'est déjà le cas en Région bruxelloise : le fournisseur est obligé de proposer un contrat de 3 ans mais un changement est possible sans indemnités à tout moment pour le consommateur moyennant un préavis de 2 mois. Notons que certains fournisseurs commencent à proposer des contrats sans indemnités de rupture.

Les figures 16 et 17 illustrent la différence de tarifs entre le fournisseur le moins cher et le fournisseur désigné³⁰, c'est-à-dire le fournisseur du client n'ayant rien fait depuis la libéralisation. Les offres des fournisseurs choisis peuvent parfois être plus chères que le fournisseur désigné.

²⁹ Entre autres : Scénario énergétique des Verts européens, Union française d'Electricité (2012), Electricité 2030 : quels choix pour la France ?, Commissions Européenne, Roadmap 2050.

³⁰ A l'exception de la Régie de Wavre qui a désigné Essent, ce choix du fournisseur par défaut n'est pas le résultat d'un appel d'offre du fournisseur proposant les meilleurs prix aux clients qui n'ont pas fait de choix explicite, mais le résultat d'arrangements entre acteurs historiquement associés, portant notamment sur le prix auquel les intercommunales sont amenées à racheter les parts sociales qu'y détiennent les producteurs et dont la part doit diminuer pour garantir l'indépendance des GRD.

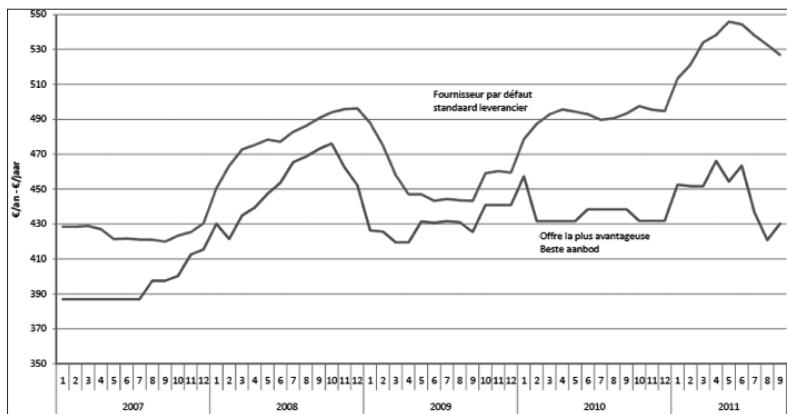


Figure 16. Différence de facture annuelle entre le fournisseur désigné et le fournisseur le moins cher en Région bruxellois pour un client médian consommant 2036 kWh.
Source : BRUGEL, 2012.

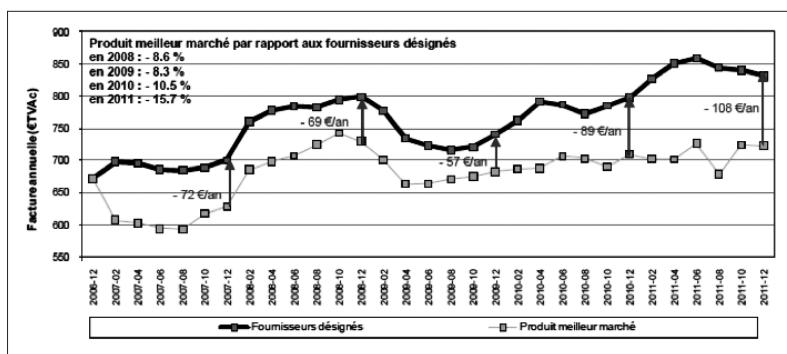


Figure 17. Différence de facture annuelle entre le fournisseur désigné et le fournisseur le moins cher en Région wallonne. Moyenne pondérée des GRD, client consommant 3500 kWh. Source : CWAPE.

- A terme, c'est avant tout l'augmentation du coût des combustibles fossiles (suite à leur raréfaction) qui va être déterminante pour le prix de l'électricité. La sortie du nucléaire allemande ira de pair avec une augmentation de l'efficacité énergétique et un

développement massif des énergies renouvelables, qui offrent la seule réponse structurelle pour prévenir une envolée des prix de l'électricité. En d'autres termes, les différents chiffres avancés concernant le surcoût engendré par la sortie du nucléaire allemand doivent être comparés non pas avec la situation actuelle, mais bien ce qu'il adviendrait d'ici 2022 en cas de non-sortie du nucléaire. En Belgique, la récupération de la rente nucléaire sera donc nécessaire pour investir dans l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables ;

- renforcer les interconnexions pour ouvrir le marché belge et instaurer une concurrence transfrontalière. Une capacité de transport transfrontalier trop limité est néfaste pour les utilisateurs qui voudraient importer, mais elle place aussi un nouveau venu sur un marché dans l'impossibilité d'exporter ses éventuels excédents de production. Cette situation crée donc une barrière d'accès physique pour les nouveaux venus ;
- renforcer les pouvoirs des régulateurs (vérification et validation des coûts de transport, de distribution mais aussi optimaliser du mécanisme des certificats verts) ;
- mettre en place une tarification progressive : un coût arrêté en fonction de la consommation, sans forfait ; une première tranche à un coût bon marché, avec une partie de la fourniture gratuite pour les personnes bénéficiant du tarif social ; une seconde tranche telle que le coût total pour un consommateur moyen n'augmente pas par rapport à la situation actuelle ; une troisième tranche plus chère, au-delà du seuil identifiant généralement ceux qui utilisent des équipements à mauvais rendement énergétique, avec une attention portée aux ménages qui se chauffent à l'électricité et à partir de pompes à chaleur et une correction de consommation pour les ménages qui produisent leur propre électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques ;
- mettre en place un régulateur européen pour gérer les problèmes de pics de consommation et le manque d'investissements pour y répondre spécifiquement dans les différents pays européens ;

- Equilibrer les moyens de production ;
- Réguler le prix de la ‘commodity’.

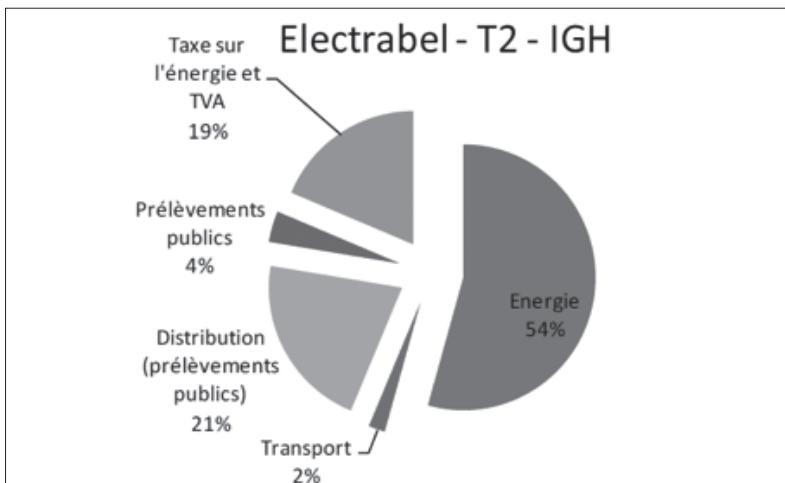
Le prix du gaz naturel

La formation des prix du gaz

Les composantes

La facture se compose de trois parties (figure 18):

- La partie énergie qui est la seule à être libéralisée. Celle-ci est déterminée par le fournisseur. Elle est aussi nommée ‘commodité’.
- La partie coût de distribution et de transport déterminée par la CREG qui en établit le niveau acceptable.
- La partie cotisation qui comprend les différentes taxes, redevances, cotisations et surcharges. L’État fédéral (via la CREG) et les Régions (CWAPE, BRUGEL et VREG) fixent les cotisations.



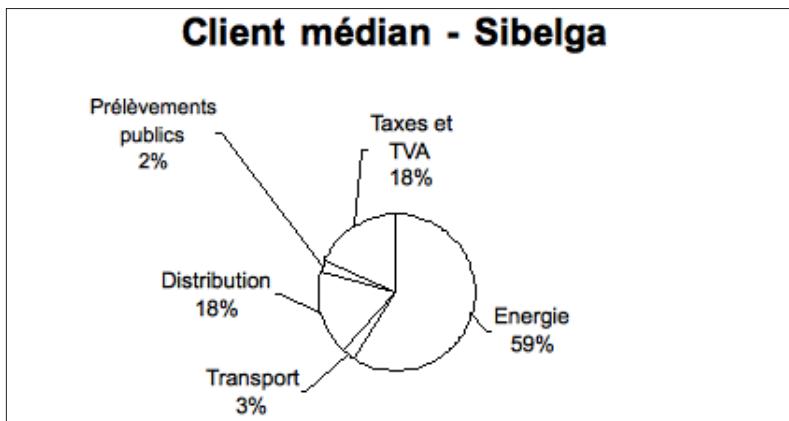


Figure 18. Composantes du prix du gaz : exemple dans le Hainaut pour les clients résidentiels se chauffant au gaz (23 260 kWh/an) et à Bruxelles. Source : CREG.

Les formules de détermination du prix du gaz naturel

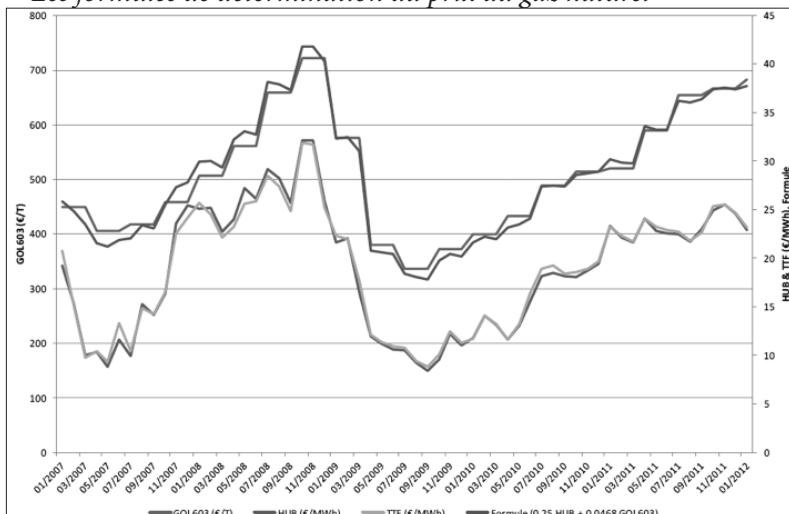


Figure 19. Différentiel de prix entre formules de détermination du prix du gaz naturel sur le marché belge. Source : CREG.

Le différentiel de prix entre les offres indexées sur le gaz spot et les offres indexées sur le pétrole devrait demeurer d'environ 350 €/an TVAC pour une consommation standard de 23.260 kWh/an.

La question des formules d'indexation est donc extrêmement importante, elle correspond grossso modo à la différence entre le fournisseur par défaut et le fournisseur le moins cher ou encore à un peu plus de 15% du total de la facture annuelle (cfr. Point 8.)

Evolution des prix et comparaison avec les pays voisins

La figure 20 illustre l'évolution des prix en Belgique et dans les pays voisins. On observe une augmentation généralisée malgré la libéralisation du secteur. On observe également une augmentation des différentiels de prix, relativement limités au début des années 2000. Enfin, notons que la volatilité des prix est de plus en plus importante.

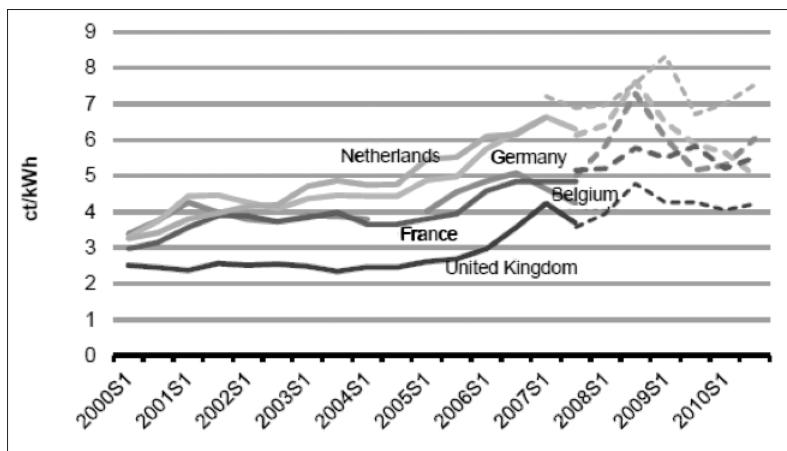


Figure 20. Evolution du prix du gaz pour les clients résidentiels. Source : Frontier Economics (2011).

Les figures 21 et 22 illustrent l'importance des différentes composantes du prix du gaz pour les clients résidentiels et pour les petites et moyennes entreprises.

Les clients résidentiels belges paient les tarifs les plus élevés à l'exception des Néerlandais. Cependant, lorsqu'on analyse chaque composante, les postes taxes et distribution ont des coûts similaires aux pays voisins. C'est le prix de la molécule qui est beaucoup plus cher en Belgique, notamment à cause d'une concurrence insuffisante et de l'application d'une formule défavorable dans la détermination des prix.

Aux Pays-Bas, le tarif est plus important essentiellement à cause de la taxation, en particulier la taxe *energiebelasting*. Cette taxe a pour but de stimuler l'efficacité énergétique et est – à l'instar du modèle allemand pour l'électricité – redistribuée sous forme de réduction de taxation sur les revenus.

Pour les PME, la différence de prix est à chercher dans le prix de la molécule. En effet, le niveau des taxes et les frais de distribution est plus bas que dans les pays voisins. Ainsi, une vraie concurrence entre les fournisseurs pourrait en partie résoudre cette différence.

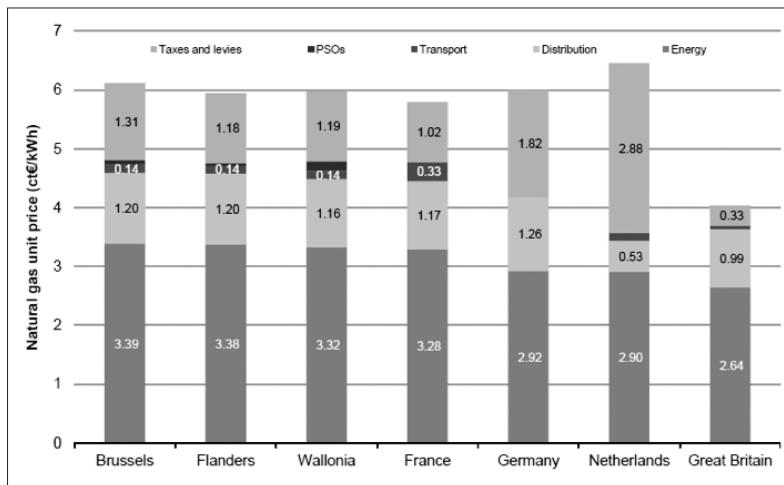


Figure 21. Décomposition des prix du gaz naturel pour les clients particuliers (c€/kWh). Source : Frontier Economics (2011).

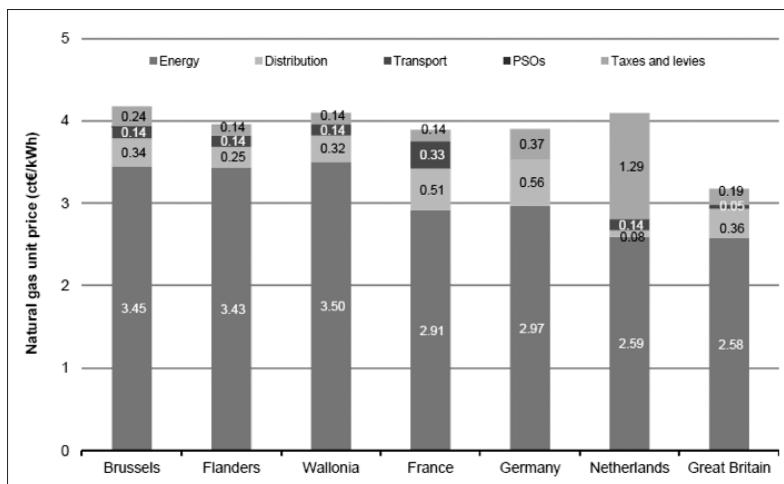


Figure 22. Décomposition des prix du gaz naturel pour les petites et moyennes entreprises (c€/kWh). Source : Frontier Economics (2011).

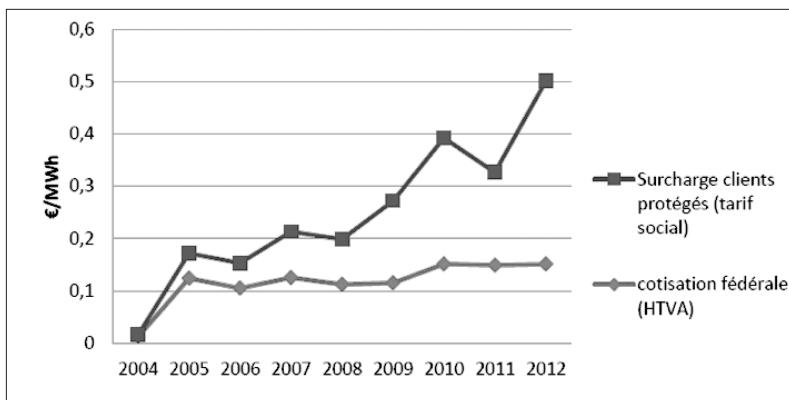


Figure 23. Evolution de contribution fédérale et de contribution pour le tarif social du gaz naturel. Source : CREG.

La figure 23 illustre enfin l'évolution des taxes fédérales : cotisation fédérale et surcharge clients protégés. La brusque évolution de la courbe « clients protégés » à partir de 2008 illustre encore l'augmentation du nombre de clients en situation de précarité énergétique.

Les dividendes aux communes

A titre d'exemple, en Région wallonne et pour les GRD regroupés au sein d'ORES, la rémunération équitable des capitaux investis représente aujourd'hui³¹ 19,72% des tarifs de distribution résidentielle soit 5,12% du coût final de la facture, soit en 2010 19,7 millions d'euros.

Chaque commune utilise librement ces revenus – octroyés aux communes au prorata des capitaux qu'elles ont immobilisés dans les GRD.

.....
31 Arrêté royal de 2008.

Quelles mesures prendre pour maîtriser le prix du gaz ?

opter pour le fournisseur le moins cher. Ce qui n'est possible que s'il y a transparence totale de l'information et qu'il est facile et sans coûts de changer de fournisseur mais aussi sans contrainte. Les amendes infligées aujourd'hui par des fournisseurs en cas de départ anticipé ne sont pas de nature à inciter au changement. Elles doivent être définitivement supprimées. C'est déjà le cas en Région bruxelloise : le fournisseur est obligé de proposer un contrat de 3 ans mais un changement est possible sans indemnités à tout moment pour le consommateur moyennant un préavis de 2 mois. Notons que certains fournisseurs commencent à proposer des contrats sans indemnités de rupture.

Les figures 24 et 25 montrent les gains potentiels suite au (bon) choix du fournisseur. Annuellement, ce sont plus de 100 € qui peuvent être économisés ou environ 10% de la facture finale.

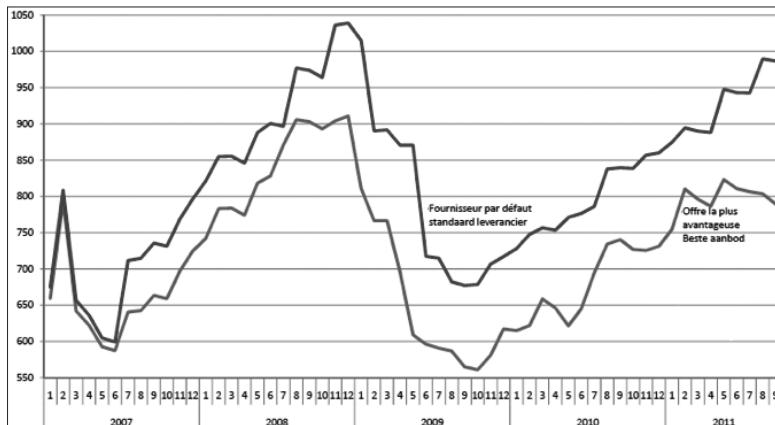


Figure 24. Evolution de la facture annuelle (€/an) pour un client médian bruxellois (12.728 kWh) toujours alimenté par le fournisseur par défaut et de celle de l'offre la moins chère du marché Source : BRUGEL, 2012.

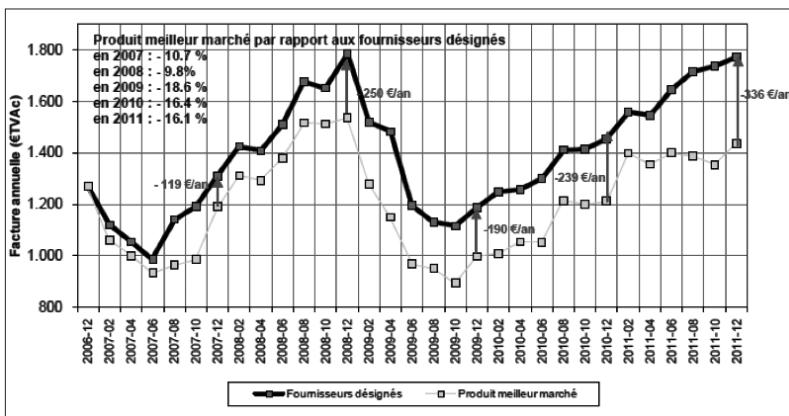


Figure 25. Facture de gaz sur base annuelle pour la moyenne pondérée des GRD walloons pour un client résidentiel se chauffant au gaz (23 260 kWh/an). Source : CWAPE.

- renforcer les pouvoirs des régulateurs (vérification et validation des coûts de transport, de distribution) ;
- réguler le prix de la ‘commodity’ ;
- mettre en place une tarification d'accès à l'énergie : un coût fonction de la consommation, sans forfait ; une première tranche à un coût bon marché, avec une partie de la fourniture gratuite pour les personnes bénéficiant du tarif social ; une seconde tranche telle que le coût total pour un consommateur moyen n'augmente pas par rapport à la situation actuelle ; en accompagnant cette mise en œuvre d'une forte campagne d'isolation des logements.
- mettre en place un régulateur européen pour gérer les problèmes de pics de consommation et le manque d'investissements pour y répondre spécifiquement dans les différents pays européens ;
- diversifier les sources d'approvisionnement (développement du biogaz).

Le prix du mazout de chauffage

Dans cette section, nous abordons la problématique des prix du mazout de chauffage et la comparaison avec le gaz naturel. On constate que l'écart entre le prix du mazout et le prix du gaz naturel est aujourd'hui d'environ 180 € par an pour le client type T2 (mazout : 2.115 litres/an et gaz : 23.260 kWh/an). Sur les quatre dernières années, le prix du mazout il y a six mois (M-6) montre une meilleure corrélation avec le prix du gaz naturel que le prix du mazout pratiqué à la même période.

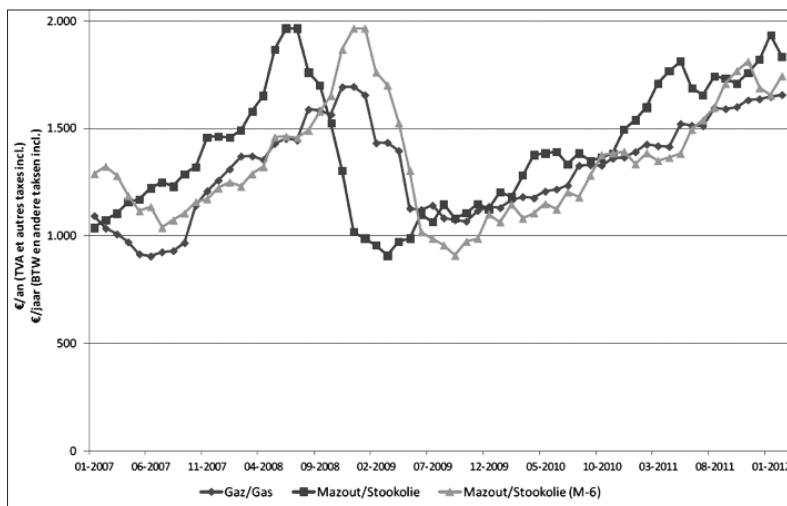


Figure 26. Evolution du prix du gaz naturel, du mazout de chauffage et du mazout de chauffage 6 mois auparavant. Source : CREG, Evolution des prix du gaz naturel sur le marché résidentiel – février 2012.

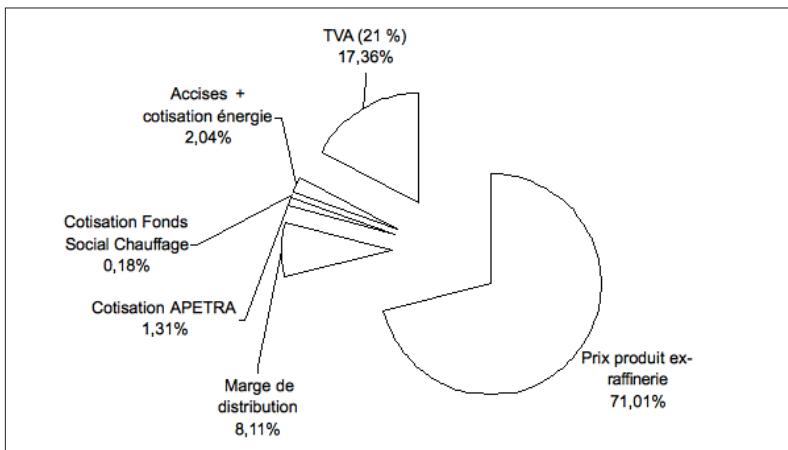


Figure 27. Composantes du prix du mazout de chauffage au 3 mars 2012 (Prix maximum : 0.9079 €/l). Source : Fédération pétrolière belge.

Comme l'illustre la figure 27, le niveau de taxation est bien inférieur pour le mazout de chauffage que par pour le gaz ou à l'électricité.

Enfin, le Fonds social chauffage indique que 125.000 ménages ont bénéficié de son soutien en 2011. Ce chiffre, en augmentation³², s'accompagne d'un surcoût de plus en plus important pour l'Etat : en 2010 la cotisation a rapporté 8 M € tandis que le Fédéral faisait l'appoint à hauteur de 16 M € ; en 2011 la cotisation n'a livré que 7 M € et l'Etat prendra à sa charge 18 M €.

Quelles pistes de solution pour favoriser l'accès durable à l'énergie et la transition énergétique de la Belgique ?

Partant du constat que :

- 1) les prix de l'énergie augmentent plus rapidement et fortement en Belgique que dans les pays voisins³³,

32 En 2004, année de sa création, le Fonds avait aidé 40 000 ménages.

33 Voir le rapport annuel 2010 de la BNB. Cette dernière plaide pour augmenter le niveau des accises ou taxes

- 2) s'il y a une baisse des prix dans les pays voisins, cela se répercute moins vite et moins fortement en Belgique,
- 3) à court terme rien n'indique une baisse des prix de l'énergie,
- 4) à long terme toutes les analyses indiquent une hausse des prix de l'énergie.

Il apparaît donc comme primordial que la Belgique s'inscrive dans une transition énergétique. En effet, l'économie belge, même si sa performance en matière d'efficacité énergétique s'améliore, reste forte consommatrice d'énergie et produit moins de valeur ajoutée par unité d'énergie que ses voisins. En 2009, le consultant McKinsey³⁴ estimait que la Belgique pouvait économiser près de 30% sur sa consommation d'énergie primaire d'ici 2030 sans beaucoup de contraintes.

La transition énergétique doit être l'occasion d'améliorer l'accès durable à l'énergie. Différents types de mesure doivent être envisagées :

*Les mesures réglementaires pour favoriser
l'accès à l'énergie des plus précaires*

- Cibler la politique de rénovation sur les ménages à bas revenus ;

En matière d'électricité :

- Introduire une tarification progressive de l'électricité (une première tranche à très bas coûts, une seconde au prix du marché, une troisième à des prix supérieurs). La tarification progressive a en sus un intérêt environnemental, car elle induit via les prix une diminution de la consommation. Il convient toutefois d'être vigilant sur les ménages qui se chauffent à l'électricité et via l'usage de pompes à chaleur. Par ailleurs, dans ce cadre, les ménages bé-

comparables dans la formation des prix de l'énergie (« Un relèvement des accises aurait, en outre, comme effet désirable que le lien entre les prix à la consommation et ceux des matières premières énergétiques se distendrait automatiquement. » (p 79))

³⁴ MCKINSEY & Compagny (2009). Vers une efficacité énergétique de niveau mondial en Belgique. http://www.mckinsey.com/App_Media/Reports/Belux/Energy_efficiency_in_Belgium_full_report.pdf

néficiant de panneaux solaires photovoltaïques devront participer davantage aux coûts de gestion du réseau de distribution ;

- Redéfinir le statut de client protégé au sens fédéral/régional (par exemple sur base du seuil de pauvreté) en l'harmonisant avec les ayants droits à l'allocation mazout ;
- Eviter les compteurs à budget pour les ménages dont les revenus sont insuffisants pour courir les besoins élémentaires ;
- Financer les compteurs à budget à charge des fournisseurs ;
- Offrir un encadrement complet (guidance énergétique) aux clients protégés ;

En matière de gaz :

- Introduire une tarification d'accès, avec une première tranche de consommation bon marché ;
- Redéfinir le statut de client protégé au sens fédéral/régional (par exemple sur base du seuil de pauvreté) en l'harmonisant avec les ayants droits à l'allocation mazout ;
- Eviter les compteurs à budget pour les ménages dont les revenus sont insuffisants pour courir les besoins élémentaires ;
- Financer les compteurs à budget à charge des fournisseurs ;
- Offrir un encadrement complet (guidance énergétique) aux clients protégés ;

En matière de mazout :

- La création d'un Fonds de garantie pour proposer un étalement de la facture ;
- L'octroi d'une allocation mazout calculée sur base des revenus (l'allocation serait inversement proportionnel) et de la performance du bien. Le financement pourrait se faire via le fonds Mazout mais aussi via l'introduction d'accises sur le mazout. Ce système remplacerait les chèques mazout actuels ;
- Offrir un encadrement complet (guidance énergétique) aux clients bénéficiaires des tranches d'allocations les plus importantes ;

De manière plus générale :

- Elargir le principe de cotisation/surcharge pour clients fragilisés aux vecteurs énergétiques solides ;
- Inciter les propriétaires-bailleurs à rénover et améliorer l'efficience énergétique des logements sans léser les locataires ;
- Editer des conventions-type faisant respecter les droits de chacun dans le cas où le locataire entame des démarches de rénovation / amélioration de son logement ;
- Développer des points de contact autres que les CPAS en matière de précarité énergétique.

*Les mesures pour faire diminuer la consommation d'énergie
(en ciblant prioritairement les ménages à bas revenus)*

- Utilisation de la récupération de la rente nucléaire pour investir dans l'efficacité énergétique des entreprises, l'isolation des bâtiments, dans un plan de sortie du chauffage électrique, dans le développement des renouvelables (financement de l'éolien offshore et de l'adaptation des réseaux de transport local et distribution pour augmenter l'accès aux sources d'énergie renouvelable), dans la recherche et développement, dans le financement du Fonds de réduction du coût global de l'énergie (tiers investisseur pour particuliers)
- Ces mécanismes visent à isoler et à remplacer les équipements énergivores doivent être renforcés (ou rationalisés) car aujourd'hui les bâtiments belges consomment en moyenne 70% d'énergie de plus que la moyenne européenne !
- Dans tous les cas : guidance énergétique (éventuellement avec un audit) ainsi qu'une proposition d'intervention via les écopacks de l'alliance emploi-environnement, les « primes énergie » ou le FRCE pour améliorer l'efficacité énergétique des logements en renforçant l'isolation, en priorité vers les ménages précarisés.
- Pour les entreprises : développer les prestataires de services énergétiques via un cadre fiscal, des normes, des obligations.

Les mesures de contrôle des prix

- Faciliter le changement de fournisseur d'électricité et de gaz en supprimant l'indemnité de rupture de contrat ;
- Proposer à chaque client une comparaison des fournisseurs actifs sur sa commune de résidence au minimum une fois l'an ;
- Donner les moyens aux CPAS et aux acteurs de la guidance énergétique pour aider les particuliers à choisir au mieux leur fournisseur ;
- Réguler les hausses de prix variables introduites via les formules d'indexation et faire valider les formules d'indexation par la CREG, ou introduire un prix plafond par énergie (comme sur le mazout) ;
- Utiliser la rente nucléaire pour financer le développement des éoliennes offshore.

Notons enfin qu'une amélioration de l'efficacité énergétique des ménages et entreprises en Belgique aura des effets importants sur l'indexation des salaires et par là sur la compétitivité des entreprises belges. Aujourd'hui, la faible efficacité énergétique de nos infrastructures et d'une partie de nos processus industriels se répercute deux fois dans la formation des salaires. Une première fois via l'augmentation faciale du prix de l'énergie pour les ménages et une seconde fois via l'augmentation générale des prix suite à l'augmentation de l'énergie dans les coûts de revient des biens et services produits. Une solution qui viserait à simplement bloquer les prix de l'énergie ne ferait que reporter à plus tard une nécessaire transition énergétique. A ce titre, il est intéressant d'observer qu'un indice santé excluant les combustibles aurait comme impact un saut d'index. L'efficacité énergétique de l'économie belge n'étant pas très bonne, les prix de l'énergie se répercute dans les coûts de production qui se répercutent ensuite dans l'index des prix à la consommation.

L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET DES RENOUVELABLES EN BELGIQUE

→JULIEN VANDEBURIE

Conseiller politique Ecolo et
chercheur-associé à Etopia.

Emplois dans le nucléaire

Selon une étude de PWC¹, le secteur électronucléaire emploierait 10800 personnes (directs, indirects & induits, environ 1/3 chaque). Electricité ~2000 emplois directs. Soit pour les centrales appelées à fermer en 2015, environ au total environ 500-600 emplois.

Remarque, selon Gazelco (Jorge Garcia), il y en aurait 2000 à 2500 (qui perdraient leur emplois en 2015) – quel crédit donner à de tels chiffres ?

¹ Cartographie de l'emploi dans le secteur nucléaire en Belgique, 2012.

Nombre d'emplois à Doel et Tihange d'après la CNE²

Centrale nucléaire de Tihange :

- 950 emplois statutaires
- 1000 sous-traitants permanents
- 500 sous-traitants de + lors des révisions

Centrale nucléaire de Doel :

- 1000 emplois statutaires
- 1000 sous-traitants permanents
- 500 sous-traitants de + lors des révisions

Comparons avec ce que disait le Forum nucléaire il y a quelques mois

En Octobre 2011 il y avait 9000 emplois directs - en mai 2012 il y en a 8110... Recherche 2000 en octobre - 1811 en mai 2012 - on ne peut pas dire que le secteur soit créateur d'emploi.

Création d'emplois pour le démantèlement

9 réacteurs sont en cours de démantèlement en France, et une trentaine d'installations nucléaires sont à l'arrêt définitif. Le démantèlement de chaque réacteur permet d'employer en moyenne 200 personnes. Ces emplois sont garantis pendant au moins 20 ans sachant que le démantèlement complet d'une centrale est une opération longue, environ trois décennies³. Chooz A (300 MW) près de quatre-vingts sous-traitants d'Onet technologies, Areva et Westinghouse, encadrés par une vingtaine d'agents de l'électricien, s'activent quotidiennement pour déposer, découper et désinstaller des milliers de tuyaux, pompes, poutres ou vannes⁴. L'expérience de démantèlement en Allemagne indique que cette opération emploie pendant 10 à 20 ans une partie du personnel de la centrale (qui ne s'arrête pas du jour au lendemain) et des extérieurs, soit environ la moitié du nombre d'emplois en fonctionnement.

² www.cne-gnc.be/cmsfiles/file/Le%20Droit/leDroitMail11.pdf

³ <http://lenergeek.com/2012/01/18/demanagement-des-centrales-quel-impact-pour-lemploi/>

⁴ www.lemonde.fr/planete/article/2012/03/05/au-c-ur-d-une-centrale-en-demanagement_1648096_3244.html

Estimation des emplois pour le démantèlement : entre 100 et 200 personnes par réacteurs, soit entre 300 et 600 créations d'emplois pour D1, D2, T1 pendant plusieurs dizaines d'années + création d'une expertise

Emplois dans les renouvelables

L'étude de Datamonitor « Renewable Energy in Belgium » menée en 2010 et publiée en mai 2011⁵, fournit des données sur le marché lié à la consommation d'électricité issue de l'énergie géothermique, solaire, éolienne, hydroélectrique, du bois et de la combustion des déchets. Elle établit ce marché à 0,8 milliards d'€ de chiffre d'affaires pour une quantité d'électricité consommée de 6,6 milliards de kWh.

Si ces relevés ne se comparent pas aisément à ceux de pays tels que la France et l'Allemagne, plus importants et considérés comme leaders européens dans le domaine de l'énergie renouvelable, les taux de croissance sont tout de même évocateurs. Sur la période 2006-2010, les taux de croissance atteignaient respectivement 7,3% et 12% pour ces deux pays, contre un taux de 23,4% en Belgique.

En examinant les données de plus près, on constate que le taux de croissance du chiffre d'affaires évolue favorablement en 2007 (27,5 %) et 2008 (43,6 %) mais qu'il redescend en 2009 et 2010 à 12,4 %, donnant un honorable 23,4 % de moyenne pour les quatre années.

Les prévisions anticipent une chute du taux de croissance moyen à 13,8 % pour la période 2010 – 2015.

Un dernier point positif est bien entendu la génération d'emplois. L'année passée, le marché de l'énergie renouvelable, tous secteurs confondus, a employé 16650 personnes en Belgique, dont 9400 en

.....
5 10e bilan EurObserv'ER « État des Énergies Renouvelables en Europe » (édition 2010), « Renewable Energy in Belgium » étude menée par Datamonitor

Wallonie. Et ces chiffres pourraient bien encore grimper dans les années à venir. On estime par exemple que la Wallonie a un potentiel de création de 15000 emplois d'ici 2020 dans le secteur de l'énergie renouvelable.

La Belgique dans l'Europe, analyse par secteur

Notre pays s'illustre assez bien dans la maîtrise et l'exploitation de certaines ressources renouvelables, comme le révèle le 10e bilan EurObserv'ER « État des Énergies Renouvelables en Europe » (édition 2010).

En voici quelques exemples :

L'éolien

De 2008 à 2009, la puissance éolienne cumulée en Belgique est passée de 392,5MW à 606MW, soit une augmentation de plus de 50%. En novembre 2009, la Belgique a inauguré à Estinnes le premier parc éolien au monde équipé de turbines de 7 MW – l'une des plus grandes unités jamais mises en opération pour la production d'électricité. Fin 2010, la Wallonie abritait 39 parcs éoliens d'une puissance totale installée de 413MW.

Le photovoltaïque

La Belgique, avec une puissance photovoltaïque totale installée de 363,023MWc, se plaçait fin 2009 au 5e rang de l'Union européenne, précédée par l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la République Tchèque. En 2009, la Région flamande a installé pour 251MWc de dispositifs photovoltaïques, la Wallonie 38MWc et la Région de Bruxelles-Capitale 3,1MWc. Dans ce secteur, toujours en 2009, elle se plaçait au 5e rang de l'Union européenne de l'emploi avec 7800 emplois, et au 6e rang de l'Union européenne du chiffre d'affaires.

Le biogaz

8e rang de l'Union européenne pour la production brute d'électricité à partir de biogaz en 2009, avec 461,8GWh produits.

La biomasse solide

9e rang de l'Union européenne pour la production brute d'électricité à partir de biomasse solide en 2009, avec 2,659TWh produits.

Dans les autres secteurs, la Belgique reste encore discrète voir absente, comme pour les énergies marines ou l'héliothermodynamique.

Pour ce qui est de la part de l'énergie renouvelable dans la consommation brute d'électricité, notre pays est un peu plus à la traîne. Il se trouvait en 2009 au 22e rang de l'Union européenne, seulement 5,9% de sa consommation brute provenant de l'énergie renouvelable. Cela signifie cependant presque l'accomplissement de l'objectif 2010 de la directive 2001/77/EC qui était placé à 6%.

Il ressort de tout cela que la Belgique, dans le domaine traité, connaît une dynamique positive qu'il est bon de maintenir, tant pour les bénéfices économiques qu'environnementaux. Le niveau de compétition modéré dans le domaine des énergies renouvelables laisse la porte ouverte à la création de nouvelles entreprises. Il n'en reste pas moins qu'une maîtrise ou une différenciation technologique est une aide non-négligeable pour renforcer sa position au sein de la Belgique comme de l'Europe.

Par ailleurs, une étude réalisée par CapGemini pour le compte du Gouvernement wallon a montré que rien qu'en Wallonie, atteindre l'objectif de 8000 GWh d'électricité d'origine renouvelable et l'objectif de 20% d'énergie d'origine renouvelable entraîneraient entre 15000 et 17000 emplois supplémentaires dans le secteur des énergies renouvelables d'ici 2020, soit bien plus que le nucléaire. Tihange 1, c'est 170 emplois directs et environ une centaine d'emplois indirects.

En Allemagne, en 2001, l'industrie des énergies renouvelables employait environ 20.000 personnes. Aujourd'hui, le gouvernement de Merkel, pas les Verts, estime ce nombre d'emplois à 380.000 (versus 40000 dans le nucléaire). Ce sont essentiellement des petites et des moyennes entreprises. L'industrie éolienne est devenue le deuxième plus gros débouché du secteur de l'acier, juste après l'industrie automobile. L'ensemble du secteur en Allemagne estime que la sortie du nucléaire créera davantage d'emplois.

Selon un rapport réalisé pour l'association européenne de l'éolien (EWEA) par le bureau d'études Deloitte, 240 000 personnes en Europe travaillent aujourd'hui dans un secteur qui a augmenté de 33 % sa contribution au PIB du vieux continent et pourrait y employer 795 000 personnes d'ici à 2030.

Création d'emplois pour les nouvelles capacités de production TGV

Estimations

Pour une TGV de 450 MW :

- Construction : 100 emplois pendant 2 ans et jusqu'à 500 durant les périodes les plus actives
- Exploitation : 30 à 40 emplois directs + autant d'emplois indirects ?
- Besoin en capacité de remplacement d'après le plan d'équipement
- Entre 2000 et 4000 MW : soit entre 4 et 8 TGV de 450 MW

Conclusions

Impacts sur l'emploi	
Fermeture (emplois statutaires)	- 350 à -600
Fermeture (sous-traitants)	-350 à -600
Démantèlement	+300 à 600
Capacités de remplacement - construction	+300 (min)
Capacités de remplacement – exploitation (emplois directs)	+120 à 320
Renouvelable (Wallonie)	+15000 à +17 000

Les chiffres restent difficiles à comparer entre eux (fourchettes larges, emplois directs, indirects, sous-traitants, durée,...)

Par contre, la sortie du nucléaire offre des opportunités pour développer une expertise dans le démantèlement, localiser des nouvelles capacités de production en Belgique plutôt qu'à l'étranger, plus développer le renouvelable très intensif en emplois...

A l'instar de l'exemple allemand, la sortie du nucléaire en Belgique, si elle s'accompagne du développement des SER peut être créatrice nette de plusieurs dizaines de milliers d'emplois

UN AN APRÈS FUKUSHIMA : QU'EST-CE QUI A CHANGÉ ?

→JULIEN VANDEBURIE

Conseiller politique Ecolo et
chercheur-associé à Etopia.

Jusqu'au 10 mars 2011, le secteur nucléaire s'estimait reparti du bon pied : au long hiver nucléaire successif à Tchernobyl allait se succéder un printemps, une véritable « renaissance » (selon les termes qu'aimait employer les défenseurs de l'atome) qui allait voir s'éclore de nouveaux chantiers de construction de réacteurs dits de « troisième génération ». Malgré les longs retards et énormes surcoûts accumulés dans les chantiers d'Olkiluoto (Finlande) et de Flamanville (France), les chantres du nucléaire étaient confiants. En Belgique, l'absence de Gouvernement fédéral de plein exercice n'inquiétait pas outre mesure le propriétaire des premières centrales censées fermer à partir de 2015 et ce, bien que le protocole d'accord de prolongation partielle du parc n'ait été traduit en textes législatifs. En Allemagne, la coalition de centre-droit était elle aussi revenue sur une précédente décision gouvernementale (Verts-SPD) et avait autorisé la prolongation du parc vieillissant. La « Renaissance nucléaire » apparaissait davantage comme une prolongation du parc existant, à tout le moins en Europe.

Le 11 mars 2011, un tremblement de terre suivi d'un tsunami ravage le Japon et provoque un accident majeur dans trois unités de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Un peu plus d'un mois avant le 25ème anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, un des pays les plus sûrs du monde est victime d'un accident extrêmement grave. Du jour au lendemain, le Monde se rappelle la gravité du risque nucléaire et découvre les multiples formes de menaces : les réacteurs mais aussi les piscines de stockage des combustibles irradiés. Et de s'inquiéter des usines de production et d'utilisation du plutonium, des transports et stockages des déchets radioactifs.

Qu'un accident majeur ait pu se produire dans un Etat totalitaire (l'ex-URSS), aux normes de sécurité corrompues suite à une manœuvre maladroite, cela pouvait s'expliquer et le secteur nucléaire mis de longues années à travailler l'opinion publique. Mais que cela se passe dans le pays de la technologie de pointe (le Japon), il y avait là un malaise difficilement explicable. Un malaise qui s'exprimait dans les images rapidement reçues dans toutes les chaumières. Une situation grave mais une absence de chaos malgré la désorganisation des autorités, incapables de prendre la mesure de la situation. Heureusement, la discipline japonaise a permis d'éviter le pire et la population a fait preuve d'une dignité sans nom devant l'extrême gravité des événements.

Rapidement, l'opérateur de la centrale – la société TEPCO – a été pointé du doigt comme responsable d'une série de dysfonctionnements dans le fonctionnement des procédures et mesures de sécurité. Les collusions entre le secteur nucléaire, l'administration chargée de le contrôler et les autorités ont été mises à jour et dénoncées. Le secteur a encore tenté de dissimuler les informations et il convient toujours de se poser des questions sur certaines pratiques autorisées dans des zones contaminées.

La parade du secteur

Confronté à une multitude de critiques, le secteur et les gouvernements pro-nucléaires ne tardèrent pas à réagir et à proposer un habile procédé de vérification des conditions de sûreté¹ et de sécurité des centrales nucléaires, procédé qui allait prendre plusieurs mois et dont les résultats ne seraient rendus publics que bien après la catastrophe.

Alors que la population mesure que le risque nucléaire ne s'arrête pas aux frontières nationales, ces 'stress tests' seront nationaux et contiendront en fonction des Etats concernés plus ou moins d'exigences. Certains se limiteront d'ailleurs aux événements d'origine naturelle ; aucun ne prend en compte l'effet de la dégradation et du vieillissement des centrales et du matériel ; les plans d'évacuation ne sont pas inclus dans les tests ; ces derniers sont réalisés par les opérateurs eux-mêmes, sur base d'études existantes et de « jugement d'ingénieurs » à la fois juges et parties ; la caractère « obligatoire » des améliorations à réaliser et leur délai ne sont pas clairs à ce stade ; une partie des rapports n'est pas rendue publique, etc. Bref, les 'stress tests', à propos desquels les responsables politiques n'hésitaient pas à dire que s'ils étaient négatifs, les fermetures de centrales seraient immédiates n'ont provisoirement accouchés d'aucun résultat concret.

Or, rappelons que plus de 90 millions de personnes vivent à moins de 30 km d'une des 211 centrales nucléaires du globe, la majorité d'entre elles étant entourées d'une population bien plus dense qu'à Fukushima, selon une analyse publiée vendredi par la revue scientifique britannique *Nature*. En Belgique, ce sont pas moins de 2,2 millions de personnes qui résident à moins de 30 kilomètres des nos 2 centrales nucléaires. Est-ce que notre pays a les moyens d'évacuer rapidement ces populations ?

.....
1 La sûreté est définie par l'ensemble des dispositions techniques et des mesures d'organisation relatives à la conception, à la construction, au fonctionnement, à l'arrêt et au démantèlement des installations nucléaires de base, ainsi qu'au transport des substances radioactives, prises en vue de prévenir les accidents ou d'en limiter les effets. La sécurité concerne la radioprotection, la prévention et la lutte contre les actes de malveillance, ainsi que les actions de sécurité civile en cas d'accident.

Des améliorations ponctuelles

Suite aux événements de Fukushima, les opinions publiques ont mis sous pression plusieurs gouvernements. Au Japon, seuls 2 des 54 réacteurs fonctionnent encore. Mi-2012, le Gouvernement japonais publiera un scénario de diminution progressive du nucléaire dans la production d'électricité. En Allemagne, dans les semaines qui suivent la catastrophe les 7 réacteurs les plus anciens sont arrêtés (sur 17 réacteurs encore en service) et la sortie du nucléaire est confirmée d'ici 2022, tout en respectant d'ambitieux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre². En Suisse, une sortie progressive du nucléaire est décidée lorsque les réacteurs auront atteint 50 ans. En Italie un référendum confirme l'abandon de tout projet de filière électrique nucléaire. En Belgique, le Gouvernement confirme la loi de sortie du nucléaire de 2003.

Enfin, notons chez nous l'évolution – certes insuffisante – du plafonnement de l'assurance-risque lié à un accident nucléaire majeur. Il s'agit d'un subside caché. Actuellement, la prime d'assurance payée par les opérateurs nucléaires doit couvrir des dégâts pour 300 millions €, le solde étant assuré par l'Etat belge. Il est prévu (selon la Convention de Paris, qui régit la responsabilité économique des opérateurs nucléaires) de faire passer ce plafonnement à 700 millions par site (donc, 1,4 milliards pour Doel et Tihange). Les estimations de l'impact d'un déplafonnement, à savoir une assurance couvrant la globalité des dégâts potentiels, vont de 2,2-5 cents/kWh (étude européenne sur les cas allemands et français) à un triplement du coût du kWh nucléaire (étude Öko-institut).

² Rappelons également que l'Allemagne a pu exporter massivement de l'électricité vers la France durant la vague de froid de début février 2012. En effet, la France se chauffant massivement à l'électricité, ses réacteurs nucléaires ne peuvent répondre à une forte demande hivernale. La France importe donc en hiver de l'électricité, essentiellement d'Allemagne. Des voix (françaises) s'étaient d'ailleurs élevées pour qualifier durement la décision allemande de sortie du nucléaire. Cependant, force est de constater que l'Allemagne a été en mesure de fermer 7 unités nucléaires sur 17 et d'exporter vers la France en hiver...

A nouveau, si un accident se produit, il y a fort à parier que les dégâts auront un coût supérieur à cette assurance. Ce sera encore une fois l'Etat et donc le citoyen qui paieront...

Pour les écologistes, compte tenu du caractère ingérable lié à la dangerosité de la technologie, continuer à y investir des sommes faramineuses ou prolonger la durée de vie de nos plus vieux réacteurs serait irresponsable. Au contraire, il est nécessaire aujourd’hui d’investir massivement dans les alternatives propres et sûres au secteur nucléaire, et en premier lieu dans l’efficacité énergétique, pour progressivement nous en rendre moins dépendant.

5 MYTHES NUCLÉAIRES SUR LA NÉCESSITÉ DE PROLONGER TIHANGE 1

→JULIEN VANDEBURIE

Conseiller politique Ecolo et
chercheur-associé à Etopia.

Mythe 1 : la prolongation du nucléaire garantit des prix plus bas

La prolongation de Tihange 1 de 10 ans n'assure en aucun cas aux citoyens et aux entreprises belges de payer moins cher leur électricité.

Dans le contexte de libéralisation actuel au niveau européen, les prix de marché de gros (*wholesale*) suivent des valeurs fixées par les coûts de production variables de la centrale de production marginale. Or, les centrales nucléaires sont techniquement incapables d'assurer la production de pointe, ou production marginale, et assurent donc la production de base. La production de pointe, ou marginale, est principalement assurée par des centrales au gaz. C'est donc sur base de la production d'électricité avec le gaz qu'est fixé le prix de gros, pas sur base des coûts du nucléaire.

Par ailleurs, le prix d'achat de l'électricité n'est qu'une des composantes du prix final de l'électricité. Il faut y ajouter le prix du transport, de la distribution et des taxes et redevances.

Le mécanisme de mise aux enchères promis sur une partie de la production nucléaire n'existe pour le moment que dans l'esprit du Secrétaire d'Etat à l'Energie. Va-t-il vraiment faire baisser les prix des particuliers et/ou des entreprises ? On peut en douter : soit cette production est rachetée par de grosses entreprises et les citoyens n'y gagneront rien, soit cette production – vendue aux enchères – est rachetée par des fournisseurs et rien ne dit qu'ils baisseront leur prix. Le fournisseur nucléaire – Electrabel – est d'ailleurs un des plus chers, tandis que les fournisseurs verts sont souvent les plus compétitifs¹.

Par ailleurs, la mise en place de mécanismes de soutien aux unités flexibles coûtera de l'argent – sauf à utiliser la rente nucléaire mais le Gouvernement s'obstine à ne pas la percevoir à son juste montant (pour rappel, il est question de percevoir 550 millions d'euros sur 1,2 milliard par an (proposition CREG, reprise par Ecolo)). Le Secrétaire d'Etat est incapable de préciser le montant du soutien aux mécanismes de soutien.

Le citoyen paiera donc deux fois : pour prolonger Tihange 1 (Electrabel parle de 500 millions € pour les rénovations) et pour soutenir les centrales au gaz qui auraient gagné en rentabilité à la fermeture complète des trois anciennes centrales nucléaires.

Mythe 2 : la prolongation de Tihange 1 assure la sécurité d'approvisionnement

La prolongation de Tihange 1 de 10 ans n'assurera que marginalement la sécurité d'approvisionnement en Belgique. Il est vrai que les études de la CREG, d'ELIA et du SPF Energie indiquent qu'en cas de circonstances défavorables (forte augmentation de la demande, fermeture d'unités, capacité d'importations réduites), il existe un risque de *blackout* en Belgique entre 2014 et 2017, avant que de nouvelles

¹ Voir www.monenergie.be

unités n'arrivent en production (essentiellement des unités au gaz, de type turbine gaz-vapeur, très performantes)². Ce n'est cependant pas une fatalité. Parmi les solutions : maîtriser la demande et mettre des unités de production en réserve plutôt que les fermer.

Toutefois, la sécurité d'approvisionnement, c'est aussi prévoir les risques de surcapacité. La prolongation de Tihange 1 entraîne une multiplication des périodes de surproduction après 2017, lorsque l'essentiel des parcs éolien offshore seront en production. Les interconnexions seront sollicitées pour exporter cette surproduction à bas prix. Par ailleurs, cela diminue la rentabilité des unités flexibles pourtant nécessaires au développement des unités renouvelables.

Aujourd'hui l'électricité renouvelable représente 6% de la production et les problèmes de surcapacité sont déjà rencontrés. En 2020, les renouvelables représenteront 20,9% de la production d'électricité. Un conflit aura donc lieu entre renouvelables et nucléaire. La solution passe par le développement de capacités de production flexibles, leur interconnexion et leur gestion (réseau intelligent). Or, le plan contient que d'hypothétiques pistes pour résoudre le problème du manque de capacité flexibles et de leur rentabilité.

De plus, avec le nucléaire, le risque de *blackout* est très élevé car si un réacteur tel que Tihange 1 « disjoncte », ce sont 1000 MW qui sautent d'un coup. Dépendre d'une poignée de réacteurs pour 50% de notre électricité, c'est donc mettre la sécurité d'approvisionnement en péril !

Enfin, la prolongation de Tihange entraîne une fermeture de 5 unités de près de 1000 MW en 4 ans, soit entre 2022 (Doel 3) et 2025 (Doel 4, Tihange 3 mais aussi Tihange 1). Vu la mauvaise volonté affichée par les Gouvernements successifs pour fermer les plus anciennes centrales, gageons que la suite sera encore difficile, avec la prolongation de Tihange 1.

² Amercoeur 2 (420 MW en 2016), Eni Champs Manage (450 MW en 2016), Beringen 1 (900 MW en 2016), Beringen 2 (900 MW en 2016), Dils (920 MW en 2017), Navagne (920 MW en 2016) et Nest (920 MW en 2016).

Mythe 3 : il faut prolonger de 10 ans pour assurer la sécurité des citoyens

La prolongation de Tihange 1 de 10 ans fait courir un risque supplémentaire inconsidéré aux citoyens belges. Nos centrales nucléaires ont été conçues pour fonctionner 30 ans (cf. fiche 1). La loi de sortie du nucléaire leur a donné 10 ans de «rallonge». Au niveau mondial, une bonne centaine de réacteurs ont déjà été arrêtés et l'âge moyen de ceux-ci au moment de leur fermeture était d'un peu plus de 20 ans. On ne dispose donc à l'heure actuelle que d'une expérience très réduite en matière d'exploitation de réacteurs commerciaux de grande puissance dont la durée de fonctionnement avoisine ou dépasse les quatre décennies.

Personne ne peut dire qu'on pourrait faire tourner nos centrales pendant 50 ans (et encore moins pendant 60 ans). Ce qui est sûr, c'est que le risque d'accident augmente fortement et que, quelle que soit leur durée de fonctionnement, les centrales nucléaires devront fermer tôt ou tard...

Or, avec des centrales vieillissantes, la fréquence des incidents, pannes, entretiens etc. augmente. Sans parler des pannes génériques comme celle de 2007 en France, qui a provoqué le doublement du prix de l'électricité pendant plusieurs mois.

Par ailleurs, les investissements de remise à niveau pour prolonger la durée de vie de la centrale de Tihange 1 s'étaleront sur 7 ans (rapport remis par Electrabel à l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire), ce qui implique qu'ils ne seront tous accomplis qu'en 2019 ! Soit, la mise à niveau de la centrale sera effective pour un fonctionnement de 6 ans (2015+10ans). La question de leur rentabilité va forcément se poser et la tendance à en faire le minimum est évidente.

Ces investissements s'ajoutent à ceux nécessaires pour la sécurité identifiés via la procédure des stress tests qui eux doivent être effectués de suite sous peine de fermeture de la centrale.

Enfin, la prolongation de Tihange 1 ne permettra pas à la Belgique de respecter plus facilement ses objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES dont CO₂). Même en admettant le mode d'évaluation par la filière nucléaire de sa production du CO₂ (évaluation qui, selon ECOLO et les ONG, sous-estime largement l'amont et l'aval du cycle), en repoussant à nouveau les décisions courageuses de transition énergétique, la prolongation rendra, au contraire, la nécessaire baisse des émissions plus difficile à tenir après 2025. Les efforts structurels reportés aujourd'hui seront à faire demain !

Sans nucléaire, c'est possible ! Ces deux dernières années, plusieurs études sur l'avenir énergétique européen à l'horizon 2050 ont été publiées :

- le scénario de l'Institut de l'Environnement de Stockholm (SEI) et des Amis de la Terre³ Europe propose un scénario qui réduit les émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2020 et de 90% en 2050. Ambitieux en matière d'efficacité énergétique, le scénario prévoit de sortir du charbon dès 2035 et du nucléaire dans la foulée. La quasi totalité de l'électricité est d'origine renouvelable ;
- PriceWaterHouseCoopers propose un scénario électricité 100% renouvelables⁴ en incluant l'Afrique du Nord ;
- L'association de protection de l'environnement Greenpeace a, avec EREC⁵, publié deux scénarios élaboré par le Centre allemand d'Aérospatiale (DLR)⁶. Ces scénarios prévoient une diminution des émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% d'ici 2050, une sortie du nucléaire et du charbon d'ici 2030 et 97% de la production d'électricité d'origine renouvelable ;
- EREC propose un scénario 100% renouvelable⁷, industriellement ambitieux et créateur de nombreux emplois ;

³ www.climateshareeurope.org

⁴ www.pwc.co.uk/pdf/100_percent_renewable_electricit.pdf

⁵ Conseil européen des énergies renouvelables.

⁶ www.energyblueprint.info

⁷ www.rethinking2050.eu

- Le Groupe des Verts au Parlement européen a publié début 2011 un scénario réalisé par l’Öko-Institut et démontrant qu’il est possible, à l’échelle de l’Europe, de réduire les émissions de CO₂ de 30% d’ici 2020 et 95% d’ici 2050 tout en fermant tous les réacteurs nucléaires au bout de 40 années de fonctionnement⁸. Avec ce scénario, nous réduirions également notre dépendance par rapport aux combustibles importés (le pétrole, le gaz, le charbon et l’uranium), qui menace la sécurité énergétique de l’UE.

Mythe 4 : il faut modifier la loi de sortie du nucléaire pour la renforcer

En 2003, concrétisant l’accord gouvernemental de juillet 1999, la « loi sur la sortie progressive de l’énergie nucléaire à des fins de production industrielle d’électricité » était votée. La loi mentionne que: « les centrales nucléaires destinées à la production industrielle d’électricité à partir de la fission de combustibles nucléaires sont désactivées quarante ans après la date de leur mise en service industrielle et ne peuvent plus produire d’électricité dès cet instant. » Dans la logique de cette décision, il a été décidé qu’aucune nouvelle centrale ne pourrait être construite ou mise en service.

Pour éviter que les prochaines coalitions gouvernementales et les principaux producteurs d’électricité ne mènent une politique évitant sciemment de se préparer à la sortie du nucléaire, de sorte qu’au moment prévu de mise à l’arrêt des premiers réacteurs on se trouve devant un « fait accompli », la loi mentionne de manière explicite que la fermeture des centrales ne peut être reportée qu’en cas :

- d’événements externes imprévus n’ayant pas été provoqués par les exploitants des centrales nucléaires, comme une guerre, ou une crise internationale ;
- de problèmes d’approvisionnement imputables à certaines situations à l’étranger.

⁸ http://www.oeko.de/publications/reports_studies/dok/659.php

Le projet de loi a été longuement étudié au Parlement et y a fait l'objet de nombreuses discussions. Contrairement à ce qui s'est passé lors de l'introduction du nucléaire dans notre pays (lors de laquelle aucun débat de société n'a eu lieu), la sortie du nucléaire a donc fait l'objet de débats parlementaires tenant compte des considérations scientifiques. Rien qu'à la Chambre, par exemple, neuf réunions ont été consacrées à ce sujet, et le rapport final des débats fait 229 pages.

La majorité arc-en-ciel s'est accordée sur la fixation d'une durée de vie des réacteurs à 40 ans. Ce laps de temps devait laisser une marge de temps suffisante pour réduire la consommation d'énergie et augmenter la production d'énergies propres et renouvelables. L'option prise par le Gouvernement était aussi de donner un signal clair au secteur de l'électricité en vue de réaliser les investissements à moyen et long termes.

Donc, la suppression de l'article 9 de la loi, comme le propose M. Wathelet, ne rend pas la loi plus sûre. Rappelons qu'une majorité simple suffit à la modifier. C'est d'ailleurs ce que fera le Gouvernement : il supprimera d'abord l'article 9 et ensuite, il modifiera la loi de 2003.

Mythe 5 : c'est la première fois qu'il y a un plan de sortie du nucléaire

La prolongation de Tihange 1 de 10 ans occulte la nécessaire mise au point d'un plan de transition électrique en Belgique. Un plan qui permette à la Belgique de sortir du nucléaire, de développer les énergies renouvelables, d'économiser l'énergie (dont l'électricité) via une gestion de la demande et une utilisation efficace et rationnelle de l'énergie.

Aujourd'hui, seule la Région wallonne s'est dotée d'un plan ambitieux de développement des énergies renouvelables. La Région bruxelloise – au potentiel bien plus limitée – table sur l'effica-

cité énergétique et a adopté le standard passif pour ses nouvelles constructions pour 2017. Tout à fait possible, le succès de l'initiative bâtiments exemplaires en témoigne.

Plusieurs études démontrent qu'il est possible de réduire les consommations (et donc les émissions de CO₂) en Belgique :

- une étude du Fraunhofer Institut réalisée à la demande d'un précédent gouvernement fédéral⁹ présente un scénario dit de « benchmarking », qui suppose de simplement « copier » des mesures mises en place dans les pays voisins et prévoit une baisse de la consommation d'énergie de 5% entre 2001 et 2020. Un scénario plus volontariste, dit « potentiel économique », prévoit, en mettant en oeuvre toutes les mesures économiquement rentables, un baisse de 12% de la consommation sur la même période ;
- dans le secteur de l'électricité, le bureau d'études E-ster¹⁰ évalue le potentiel d'économies d'électricité à court terme (moins de 2 ans) en Belgique à 9.510 GWh. Ce potentiel correspond à la consommation d'électricité d'environ 2,3 millions de ménages. A moyen terme (10 ans), ce sont 14.260 GWh supplémentaires qui pourraient être économisés, soit un total de 23.770 GWh. Ce potentiel à moyen terme est supérieur à l'équivalent de la production totale de l'ensemble de nos sept centrales à charbon et des trois réacteurs dont la fermeture est prévue pour 2015 par la loi de sortie du nucléaire (Doel 1, Doel 2 et Tihange 1 – au total environ 14.000 GWh) ;
- une étude de McKinsey parue en 2009¹¹ indique un potentiel d'économie énergétique à hauteur de 28% de la demande énergétique finale dans le scénario de référence. Le potentiel d'amélioration le plus important se trouve dans les bâtiments, l'industrie et le transport routier. La réalisation de ce potentiel d'amélioration permettrait à la Belgique de stabiliser les émissions de gaz à

9 Gestie de la demande d'énergie dans le cadre des efforts à accomplir par la Belgique pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, Fraunhofer Institute for systems and innovation research, 31 mai 2003.

10 'Potential of short-term energy efficiency and energy saving measures in Belgium', E-ster, mai 2005. Le rapport est disponible sur <http://www.greenpeace.be>.

11 http://www.mckinsey.com/App_Media/Reports/Belux/Energy_efficiency_in_Belgium_summary_FR.pdf.

effet de serre au niveau de 2005 et de les réduire de 23 pour cent en 2030 par rapport au scénario de référence. Les améliorations permettraient à la Belgique d'économiser €5,2 milliards sur sa facture énergétique annuelle d'ici 2030 ; de réduire son exposition aux fluctuations des prix des matières premières et aux risques géopolitiques ; et de favoriser la création d'emplois.

Une étude menée par Climact en 2012¹² estime qu'il est possible de stabiliser et diminuer la consommation à l'horizon 2015 vers 82 TWh (soit un peu moins de son niveau actuel) et de la diminuer jusqu'à 81 TWh d'ici à 2030 en ce compris des transferts d'utilisation des énergies fossiles vers l'électricité (pompes à chaleur, mobilité électrique).

Enfin, la transition qui pourrait s'opérer au bénéfice de l'emploi. Le tableau suivant – qui compile différentes études¹³ – montre que la sortie du nucléaire a un impact plus que positif :

	Impacts sur l'emploi
Fermeture (emplois statutaires)	- 350 à -600
Fermeture (sous-traitants)	-350 à -600
Démantèlement	+300 à 600
Capacités de remplacement - construction	+300 (min)
Capacités de remplacement – exploitation (emplois directs)	+120 à 320
Renouvelable (Wallonie)	+15000 à +17 000

12 Disponible ici : <http://www.greenpeace.org/belgium/Global/belgium/report/2012/120217%20-%20Belgium%20electrical%20energy%20savings%20-%20DEFINITIVE.pdf>

13 10e bilan EurObserv'ER « État des Énergies Renouvelables en Europe » (édition 2010), « Renewable Energy in Belgium » étude menée par Datamonitor ; Cap Gemini pour le compte du Gouvernement wallon ; PWC pour le compte du Forum nucléaire.

Conclusion : les propositions d'Ecolo

Pour ECOLO, le nucléaire est une énergie du passé. L'avenir passe par les renouvelables et l'efficacité énergétique.

Dès lors, un véritable plan de sortie du nucléaire inclut :

- une gestion de la demande
 - un plan et un engagement ferme pour soutenir les investisseurs dans les renouvelables et les unités flexibles
- Une vision européenne du problème pour minimiser les dépenses.

La Belgique a (avait) l'opportunité d'embrasser sur l'exemple de l'Allemagne, 2^{ème} économie exportatrice au monde, qui a décidé de fermer l'ensemble de son parc nucléaire tout en se dotant d'objectifs trois fois plus ambitieux que la Belgique en matière de réduction de CO₂ d'ici 2020 (moins 40%). Cette stratégie est déjà gagnante puisque l'Allemagne compte aujourd'hui plus d'emplois dans les secteurs verts que dans le secteur automobile. Hélas, l'immobilisme des gouvernements qui ont suivi l'Arc en ciel fait que la Belgique a une nouvelle fois laissé passer sa chance en renonçant à mener une politique énergétique tournée vers l'avenir.

Le signal envoyé aux investisseurs alternatifs au nucléaire, dont les projets en attente sont estimés à trois milliards par la fédération de l'industrie technologique Agoria elle-même, reste ainsi totalement flou puisque la part du marché énergétique nouvellement ouvert aux alternatives et aux renouvelables restera minime.

Nous attendons enfin qu'à côté de la mauvaise décision prise par le gouvernement fédéral, une politique volontariste puisse être menée pour diminuer la consommation d'énergie dans notre pays. C'est impératif si l'on veut réellement soutenir la création d'emploi dans les secteurs concernés tout en faisant baisser la facture des citoyens.

NOUS SOMMES TOUS DE FUKUSHIMA...

→ERIC LUYCKX

Chercheur et chargé de l'éducation permanente
et des outils électroniques à Etopia

eric.luyckx@etopia.be

Le 11 mars 2011, le monde a basculé.

Bercé par la petite musique du lobby nucléaire, nous avions, comme dit Olivier Deleuze¹, confondu improbable et impossible.

Après Fukushima, la réplique qu'on nous sert depuis 40 ans - «le risque zéro n'existe pas» - a pris une autre dimension. Même le premier ministre japonais déclare aujourd'hui que «le Japon a succombé au mythe de la sûreté nucléaire»².

Depuis le 11 mars, ce verrou probabiliste a sauté. Les grands médias, jusqu'alors plutôt pro-nucléaires, prennent la mesure sociétale de la question.

¹ Voir l'article : Le nucléaire, c'est la belgique de grand-papa ! www.sortiedunucleaire.be/spip.php?article134

² Voir article : Le Japon a succombé au «mythe de la sûreté» nucléaire. www.sortiedunucleaire.be/spip.php?article142

Ils font alors le chemin que tracent des écologistes et des ONG depuis 40 ans. Mais ils le font sur quelques mois... Et avec eux, la population mondiale qui, par internet, produit et diffuse un flux phénoménal d'infos sur le sujet.

Etopia ouvre un nouveau site qui vous propose de saisir ce moment, d'affiner ces liens entre la presse, le public, et les argumentaires des ONG et des verts, en rassemblant une petite part de ces flux.

www.sortiedunucleaire.be compte déjà plus de 200 articles de 68 sources différentes, organisés chronologiquement et selon 170 mots-clé. Dans les mois et les années qui viennent, il continuera à être alimenté par les suggestions des internautes (et de la presse qui le souhaite).

Le nucléaire est avant tout une question politique : c'est un choix de société. Ce site offre la possibilité à chacun de se faire une idée de ce qui se cache derrière le lobby nucléaire en consultant une info libre et diversifiée. Voir clair pour décider démocratiquement des priorités du vivre ensemble.

En ouvrant le site «www.sortiedunucleaire.be» pour l'anniversaire de Fukushima, nous rendons hommage aux Japonaises et Japonais, et souhaitons contribuer à transformer le legs³ de cette catastrophe en mémoire pour l'intelligence collective.

³ Voir l'article Message de Katsutaka Idogawa, Maire de la ville de Futaba. www.sortiedunucleaire.be/spip.php?article144

SORTIE DU NUCLÉAIRE

LE SITE QUI RASSEMBLE L'INFO LIBRE ET DIVERSIFIÉE (74 SOURCES) SUR LE NUCLÉAIRE (251 ARTICLES À CE JOUR) POUR VOUS PERMETTRE DE VOIR CLAIR... PAR VOUS-MÊME...

NOUS SOMMES TOUS DE FUKUSHIMA...

Source : **ETOPA**

Eric Luyckx - Chercheur-associé Etopia - Chargé de l'éducation permanente et des outils électroniques

Le 11 mars 2011, le monde a basculé. Bercé par la petite musique du lobby nucléaire, nous avions, comme dit Olivier Deleuze [1], confondu improbable et impossible. Après Fukushima, la réplique qu'on nous sert depuis 40 ans - "le risque zéro n'existe pas" - a pris une autre dimension. Même le premier (...)

Lire la suite

Recherche

>>

Recherche via les 251 tags :

ACTEURS :

ECONOMIE POLITIQUE :

POLITIQUES : CLIMAT DÉMOCRATIE ECOLOGIE ENERGIE

EVALUATION GÉOPOLITIQUE INDEMNISATION RECHERCHE

RENOUVELABLES SÉCURITÉ SOBRIÉTÉ

SORTIE DU NUCLÉAIRE SUBSIDES

POLLUTIONS :

SECTEUR NUCLÉAIRE :

SITES NUCLÉAIRE :

SOURCES :

SPECIAL FUKUSHIMA

CHRONO DES ENTRÉES SUR FUKUSHIMA

MARS 2012

31 Manifestations mondiales contre le nucléaire

voir la chrono (30)

FÉVRIER 2012

29 Le nucléaire est devenu un cauchemar boursier

voir la chrono (17)

JANVIER 2012

25 Le Japon enregistre son premier déficit commercial depuis 30 ans

voir la chrono (7)

DÉCEMBRE 2011

28 Tepeo pourrait être nationalisé

voir la chrono (19)

NOVEMBRE 2011

28 Le directeur de Fukushima Daiichi démissionne pour raison de santé

voir la chrono (7)

OCTOBRE 2011

31 La Belgique décide de sortir du nucléaire sous condition

voir la chrono (8)

SEPTEMBRE 2011

26 Vidéo choc, l'extrême dangerosité du nucléaire

voir la chrono (9)

AOUT 2011

25 Quand le nucléaire contre-attaque

voir la chrono (5)

JUILLET 2011

30 Naoto Kan pour une réduction progressive de la dépendance nucléaire

voir la chrono (16)

JUIN 2011

30 Révélations : Le Gouvernement Britannique avait mis en place une action pour minimiser l'impact de Fukushima sur l'opinion publique.

voir la chrono (11)

MAI 2011

31 En finir avec le nucléaire

voir la chrono (7)

Tags

ITER
31 OCTOBRE 2011
Non, le réacteur ITER n'est pas sans danger
voir la chrono (3)

GÉOPOLITIQUE
3 MARS 2012
Thom Hartmann : Nuclear Power - "We Almost Lost (...)"
voir la chrono (23)

OMS
11 SEPTEMBRE 2011
Voici venu le temps de l'imposture scientifique
voir la chrono (1)

ASN
7 FÉVRIER 2012
Nucléaire : Faut-il fermer Fessenheim ?
voir la chrono (10)

FRANCE
16 MARS 2011
Le plan national d'urgence nucléaire belge est un (...)
voir la chrono (2)

SORTIE DU NUCLÉAIRE
23 MARS 2012
Déclin programmé de l'industrie nucléaire
voir la chrono (2)

PARTIS VERTS
11 MARS 2012
Nucléaire : chaîne humaine de 230 km
voir la chrono (42)

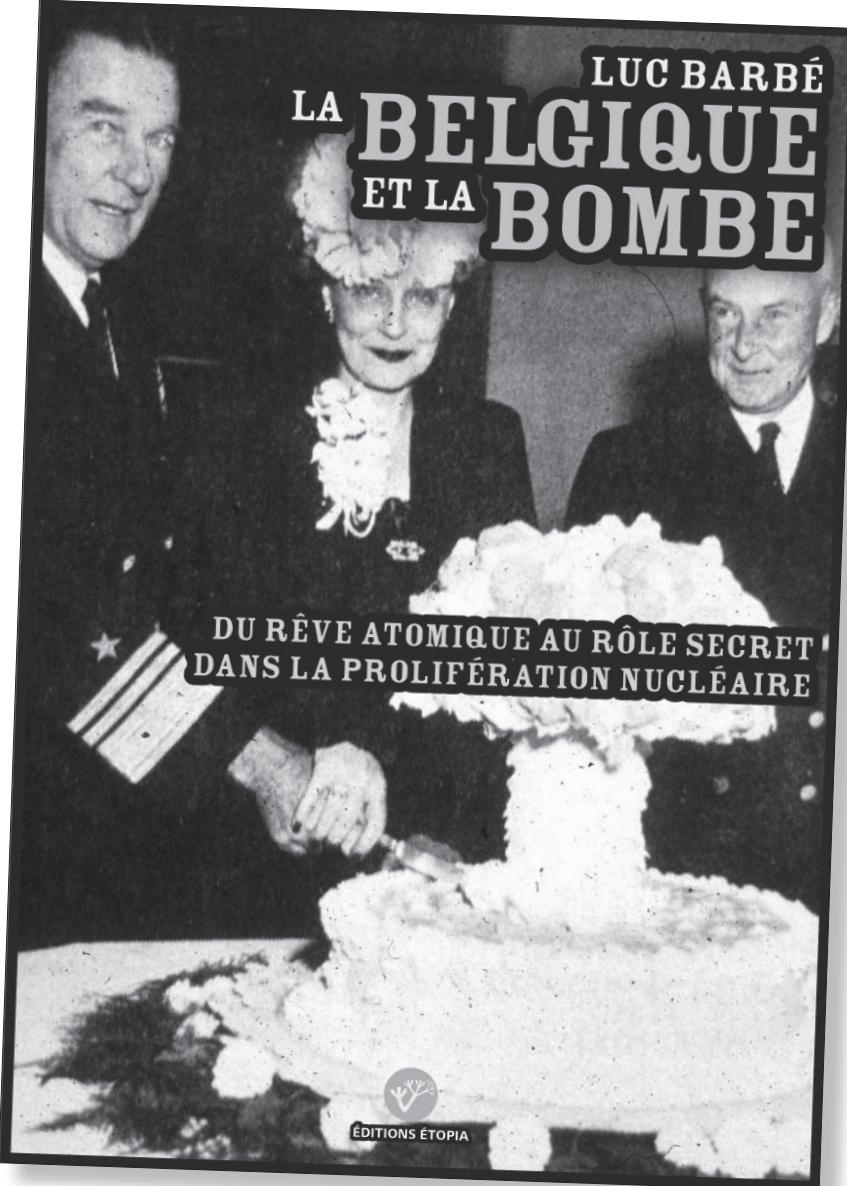
COMMERCE
11 MARS 2012
Manifestations mondiales contre le nucléaire
voir la chrono (21)

ONG
7 MARS 2012
Un an après Fukushima, deux Japon se font face
voir la chrono (2)

FUSION
15 JUIN 2011
« Il y a une forte

URANIUM
11 MARS 2012
Manifestations mondiales contre le nucléaire
voir la chrono (2)

AFCN
7 MARS 2012
Stress tests nucléaires : penser l'improbable
voir la chrono (2)



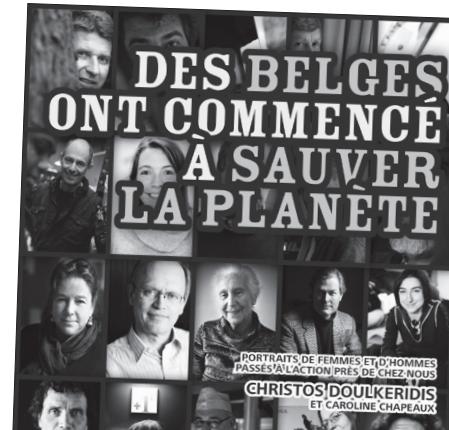
LUC BARBÉ

LA BELGIQUE ET LA BOMBE

DU RÊVE ATOMIQUE AU RÔLE SECRET
DANS LA PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE



ÉDITIONS ÉTOPIA



PLANÈTE enjeu

Prospérité croissance

La transition vers une économie durable

Tim Jackson
Préfaces de Patrick Viveret et de Mary Robinson

ÉTOPIA,
REVUE
D'ÉCOLOGIE
POLITIQUE

**hors
série**
MARS
2011

un avenir durable pour les transports

PIERRE
RADANNE
avec Elisabeth Lammeren,
Emile Bruegel, Annick







Les Verts | ALE
au Parlement européen



etopia_

centre d'animation et de recherche en écologie politique

Les éditions namuroises

Table des matières

DOSSIER 1. CHINE : FACE AU DRAGON

- **ÉCOLOGISTES : VERS UNE PENSÉE COMPLEXE SUR LA CHINE** Laurence Van de Walle et Edouart Gaudot 7
- **SORTIR DU FANTASME DE L'IMPUISANCE ET RÉPONDRE AU DÉFI CHINOIS, NOTAMMENT EN MATIÈRE COMMERCIALE. UN POINT DE VUE ÉCOLOGISTE** Yannick Jadot 15
- **LE GÉANT INCERTAIN. UN CAHOT SUR LA ROUTE DE LA SOIE** Jonathan Hostag 25
- **LA CHINE FACE AUX DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE** Alexandra Sombsthay 41
- **LE GREEN DEAL CHINOIS : UNE AFFAIRE SÉRIEUSE** Yann Moulier Boutang 51
- **ET LE SORT DE « JEN » ?** Carlos Polenus 63
- **DROITS DE L'HOMME : LES CONTRADICTIONS D'UNE « VOIE CHINOISE » ?** Marie Holzman 73
- **L'INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX RENVERSERONT-ILS LA CHINE ?** Cassandra Shi 85

- **LES LEÇONS DU PASSÉ D'UN TITAN EN LARMES, LE NOUVEL ORDRE MONDIAL PARADOXAL DE LA CHINE** Michael Anti 91
- **LES PARADOXES DU SOFT POWER CHINOIS** Chen Yan 99

- **LA CHINE, MIROIR DE NOTRE IMPUISANCE** Entretien entre Pierre Defraigne et Philippe Lamberts 111

DOSSIER 2. L'EUROPE A L'OFFENSIVE

- **EUROPE FÉDÉRALE VS APOCALYPSE DU CAPITAL** Yann Moulier-Boutang 119
- **LA CRISE DE L'EUROPE : LES VERTS DOIVENT REPRENDRE L'OFFENSIVE !** Benoit Lechat 127
- **L'EUROPE DÉRACINÉE** Erica Meijers 137

DOSSIER 3. SORTIE DU NUCLÉAIRE

- **ÉVOLUTION DES PRIX DE L'ÉNERGIE EN BELGIQUE (ÉLECTRICITÉ, GAZ ET MAZOUT DE CHAUFFAGE)** Julien Vandeburie 151
- **L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET DES RENOUVELABLES EN BELGIQUE** Julien Vandeburie 201
- **UN AN APRÈS FUKUSHIMA : QU'EST-CE QUI A CHANGÉ ?** Julien Vandeburie 209
- **5 MYTHES NUCLÉAIRES SUR LA NÉCESSITÉ DE PROLONGER TIHANGE 1** Julien Vandeburie 215
- **NOUS SOMMES TOUS DE FUKUSHIMA...** Eric Luyckx 225



DIFFUSION PUN.
TEL. : 081 72 48 84